

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA PEINE DE FOUET POUR LES CAUSES DE VIOLENCE
CONJUGALE,
AU CANADA ET DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE
DE MONTRÉAL

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
NATHALIE LÉGARÉ

FÉVRIER 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Lorsque j'ai débuté ma maîtrise, en 2012, j'étais loin de me douter du déroulement sinueux de cette entreprise. Je remercie donc d'abord mon directeur de maîtrise, Martin Petitclerc, professeur au département d'histoire de l'UQÀM, qui m'a supportée tout au long de ce projet. Ses critiques constructives et ses conseils ont rendu possible la production de ce mémoire. Il a su m'orienter tant pour le choix du sujet que dans le déroulement, non sans obstacle, de ma recherche documentaire.

Je remercie également Marie-Aimée Cliche, ma codirectrice, qui a fortement contribué à la précision de mon sujet. Elle a investi beaucoup de temps dans mon projet. Ses suggestions de lectures et la mise à ma disposition de nombreuses sources (dont le dépouillement de journaux et de multiples causes en séparations de corps) ont été des atouts indispensables à la réalisation de ce mémoire. Je suis aussi reconnaissante envers Donald Fyson qui m'a permis la consultation d'un article avant sa publication.

Finalement, merci à Frédéric Giuliano et à tout le personnel de BAnQ qui m'ont donné accès à des archives judiciaires qui ne sont pas encore disponibles au public, et qui m'ont grandement aidée dans mes recherches. Ils m'ont permis de trouver des documents précieux qui sont au cœur de ma recherche.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	p.ii
Liste des figures.....	p. vii
Liste des tableaux.....	p. vii
Liste des annexes	p. vii
Liste des abréviations, sigles et acronymes	p. viii
Résumé	p. ix
 INTRODUCTION	p. 1
1. La problématique	p. 2
2. Nos hypothèses	p. 3
3. Le corpus de sources	p. 6
4. Le système de justice	p. 10
5. Plan du mémoire	p. 13
 CHAPITRE I L'HISTORIOGRAPHIE	p. 14
1. L'approche « par le haut »	p. 15
2. L'approche « par le bas »	p. 25
Conclusion	p. 31

CHAPITRE II

L'ADOPTION DE LA LOI DE 1909p. 32

1. Les exemples anglais et américain.....p. 32

1.1 Le Royaume-Unip. 32

1.2 Les États-Unisp. 35

2. 1909 : Vers l'adoption de la loip. 38

2.1 Les associations de protection des femmesp. 39

2.2 La peine du fouet à la Chambre des communesp. 41

2.2.1 La loi de 1909 modifiant le Code criminelp. 44

2.2.2 La présentation du projet de loip. 46

2.2.3 L'opposition au projet de loip. 54

2.2.4 Voies de fait sur « sa » femme ou sur « une » femme?p. 56

2.2.5 Les hommes maltraitésp. 57

2.3 Le Sénatp. 58

Conclusionp. 60

CHAPITRE III

L'APPLICATION DE L'ARTICLE 292cp. 62

1. Les réactions des femmes à la violence conjugale p. 64

1.1 La résignation ou la soumissionp. 64

1.2 La séparation légalep. 66

1.3	Le prêtre comme médiateur	p. 68
1.4	Rendre des coups	p. 70
1.5	Les plaintes criminelles	p. 72
2.	Les jugements	p. 75
2.1	Le fouet	p. 76
2.2	Portrait des condamnations	p. 78
2.3	Le profil des condamnés	p. 82
2.4	Les condamnations et le profil des juges	p. 85
2.5	Présentation de quelques jugements	p. 91
2.6	Analyse des jugements	p. 93
2.6.1	La violence est permanente et non momentanée	p. 94
2.6.2	Les coups placent la victime en danger	p. 95
2.6.3	Criminel récidiviste	p. 96
2.6.4	L'alcoolisme	p. 96
2.6.5	Le refus de pourvoir	p. 97
	Conclusion	p. 99

CHAPITRE IV

LA « DISPARITION » DU CRIME DE LA VIOLENCE CONJUGALE EN 1955 p. 100

1.	Vers une révision du Code criminel	p. 100
1.1	La Commission royale de 1949	p. 102

1.2	Les recommandations du Comité spécial chargé de l'étude du bill 93	p. 103
2.	Abolition de l'article 292c	p. 105
2.1	La jurisprudence canadienne : distinguer 292c de 295	p. 105
2.2	292c, un article redondant avec 295?	p. 108
2.3	Et la peine du fouet ?	p. 108
2.3.1	Les travaux du Comité spécial sur le bill 93	p. 109
2.3.2	Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes	p. 111
3.	Politiques familiales	p. 117
3.1	Plainte officielle	p. 118
3.2.	Les juridictions familiales	p. 120
3.3	Les allocations familiales	p. 122
	Conclusion	p. 123
	CONCLUSION GÉNÉRALE	p. 124
	Bibliographie	p. 130

Liste des figures

Figure	Page
3.1 L'herbe aux femmes battues	p. 65
3.2 La peine du fouet	p. 77

Liste des tableaux

Tableau	Page
3.1 Condamnations comportant des punitions corporelles sous l'article 292 (c) du Code criminel, au Canada et dans le district judiciaire de Montréal	p. 79
3.2 Voies de fait sur une femme / épouse sans sentence de fouet	p.81
3.3 Profil des condamnés au fouet pour violence conjugale (292c), dans le district judiciaire de Montréal, entre 1909 et 1955	p. 83
4.1 Condamnations comportant des punitions corporelles parmi les condamnations globales, pour l'article 292, en pourcentage	p. 113

Liste des annexes

Annexe	Page
1 Peines de fouet pour autres crimes que voies de fait sur une femme	p.143

Liste des abréviations, sigles et acronymes

art.	article
B.A.C.	Bibliothèque et Archives Canada
BAnQ	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
c.	contre
C.C.C.	Canadian Criminal Cases
C.B.R.	Cour du Banc du Roi
c.cr.	Code criminel
C.S.	Cour des Sessions de la paix
M.C.S.A.	Montreal Council of Social Agencies
M.S.P.W.C.	Montreal Society for the Protection of Women and Children
S.R.C.	Statuts révisés du Canada
UQÀM	Université du Québec à Montréal
W.C.T.U.	Women's Christian Temperance Union

Résumé

Ce mémoire traite spécifiquement d'un article de loi du Code criminel canadien (292c) qui a été en vigueur de 1909 à 1955. Cet article de loi nous mène à traiter principalement de la violence conjugale, c'est-à-dire la tolérance des élus et des magistrats face à celle-ci et leur manière de la traiter.

Nous tentons d'expliquer pourquoi, dans un contexte de réduction des peines corporelles au XIX^e siècle, celle du fouet revient en force pour les hommes coupables de voies de fait sur une femme (292c). Plusieurs questions surgissent de l'ajout de cet article au Code criminel en 1909. D'abord, pour quels motifs a-t-il été adopté? Ensuite, de quelle manière a-t-il été mis en pratique au Québec, principalement dans le district judiciaire de Montréal? Enfin, quelles sont les raisons de son abrogation en 1955?

Nous avons répertorié 17 cas d'hommes ayant reçu une peine de fouet pour voies de fait sur une femme, à la prison de Montréal. Ces cas, combinés aux débats parlementaires (et à nos autres sources), permettent d'avancer un certain nombre d'éléments de réponse à notre questionnement. En 1909, la conviction de l'effet dissuasif et l'impression d'une peine appropriée à une « classe de criminels » poussent les députés à voter la loi. Celle-ci a entre autres pour but de distinguer la violence en général de celle faite aux femmes, qui fragilise l'institution de la famille. Bien que la consommation abusive d'alcool, le refus de pourvoir et la récidive soient des facteurs aggravants pour l'accusé, le juge est un élément déterminant dans l'application d'une peine de fouet. Enfin, la jurisprudence montre que c'est essentiellement une question de droit (confusion entre les articles 292c et 295 qui punissent tous deux les voies de fait) qui engendre l'abolition de l'article 292c, en 1955, suite à une révision approfondie du Code criminel. Le fouet demeure pour d'autres crimes. Son abolition complète se fera beaucoup plus tard, en 1972.

MOTS-CLÉS:

violence conjugale, peine du fouet, peines corporelles, district judiciaire de Montréal, loi modifiant le Code criminel.

INTRODUCTION

Carr disait bien que l'historien est soumis à l'influence de sa société¹. Le choix des sujets étudiés est donc inévitablement en fonction de notre environnement. Personnellement, j'ai beaucoup d'admiration pour ma grand-mère qui s'est sortie d'une mauvaise situation familiale par un divorce à une époque, les années 1970, où ce n'était pas monnaie courante et où le jugement de l'entourage était généralement hostile. Cet acte de courage et, plus largement, la solidarité féminine m'ont d'abord incitée à aborder le sujet des séparations. En lisant un peu sur la question, je me suis aperçue, non seulement que le sujet n'était pas tellement novateur, mais aussi que les causes de refus de pourvoir et de violence conjugale, souvent associées aux séparations, m'intéressaient davantage. Finalement, c'est en discutant avec ma co-directrice, Marie-Aimée Cliche, que j'ai appris que le fouet avait déjà été une peine, dans le Code criminel canadien, pour les hommes coupables de voies de fait sur une femme (292c). Cela a aussitôt piqué ma curiosité.

La violence conjugale a toujours existé. Ce qui a changé, c'est la réaction de la société à ce problème, la façon de le gérer par voie judiciaire. Durant le XIX^e siècle, l'ensemble du système pénal se transforme. La justice spectaculaire, sanglante et publique, ayant comme objectif de dissuader la population de commettre des crimes, est peu à peu remplacée par des peines soustraites au regard du public. Par exemple, la peine capitale, plutôt que d'avoir lieu sur la place publique, à la vue de tous, se déroule sur un échafaud dissimulant le corps. Graduellement, l'exécution se fera entre les murs de la prison, réduisant de plus en

¹ Edward H. Carr, *Qu'est-ce que l'histoire?*, Paris, La Découverte, 1988, p. 92.

plus sa visibilité. Au fil du XIXe siècle, les punitions corporelles ont eu tendance à diminuer en quantité et en intensité. Michel Foucault a bien démontré que la prison devient l'institution dominante de gestion du crime dans la modernité. L'enfermement devient donc parallèlement la forme dominante de la peine. C'est d'ailleurs au cours de ce siècle que se répandent les modèles de la prison de Philadelphie et d'Auburn².

1. La problématique

Au tournant du siècle, les législateurs s'inquiètent du problème des femmes battues qui fait souvent partie des causes d'une séparation. On essaie d'y remédier par une mesure répressive en 1909, c'est-à-dire la peine du fouet. L'interprétation de la loi est laissée à la discrétion du juge. On se fie à son jugement pour imposer cette peine uniquement pour les cas qui, selon lui, la nécessitent.

En raison de son caractère draconien, cette peine a été peu appliquée. Les registres d'écrou de la prison de Montréal nous ont en effet permis d'identifier 17 cas en 46 années où la flagellation a fait partie de la sentence. La même rareté s'observe dans les autres provinces canadiennes. En 1955, l'article du code criminel qui prévoyait le fouet en cas de violence conjugale disparaît. C'est en fait la notion même de la violence conjugale qui disparaît à ce moment de la réforme du Code criminel.

² Michelle Perrot, « Délinquance et système pénitentiaire en France au XIXe siècle », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, no 1, janvier-février, 1975, p. 81.

En 1909, le nouveau paragraphe ajouté au Code criminel (292c) est le suivant:

Est coupable d'un acte criminel et passible de deux ans d'emprisonnement, et d'être fouetté celui qui :

(...)

(c) se livre à des voies de fait contre sa femme ou toute autre personne du sexe et qui la bat et lui cause par là des blessures corporelles³.

Comment expliquer, dans un contexte de réduction des peines corporelles au XIXe siècle, que celle du fouet revienne en force pour les hommes coupables de voies de fait sur une femme au Canada à ce moment et reste en vigueur jusqu'en 1955? Plusieurs questions surgissent de l'ajout de cet article au Code criminel en 1909. D'abord, pour quels motifs a-t-il été adopté? Ensuite, de quelle manière a-t-il été mis en pratique au Québec, principalement dans le district judiciaire de Montréal? Enfin, quelles sont les raisons de son abrogation en 1955? Bien que l'article 292c s'applique à tout le Canada, Montréal présente un intérêt particulier à cause de son poids démographique, de la diversité des origines ethniques de sa population et parce que les députés fédéraux sont inquiets de la criminalité dans la métropole canadienne.

2. Nos hypothèses

Jusqu'en 1909, la société avait plus ou moins fermé les yeux sur les formes jugées anodines de violence maritale⁴. Les hommes de loi reconnaissaient aux maris un

³ Code criminel, Statuts du Canada, 1909, chapitre 36, article 292c.

⁴ Monique Poulin le soutient, affirmant que la légitime défense était inadmissible pour les femmes envers leur mari.

Monique Poulin, *Le droit à la légitime défense en situation de violence conjugale : un régime de tutelle pour les femmes*, Québec, Cahiers de recherche du GREMF, 2001, p. 12.

droit de correction « raisonnable » sur leur femme⁵. Cependant, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, ils s'inquiètent de la maltraitance qui peut découler de cette tolérance, et formulent des projets de loi visant à punir du fouet les maris qui « abusent » de leur force. À cet égard, le Canada suit les exemples du Royaume-Uni et des États-Unis qui, quelques années plus tôt, avaient discuté du fouet pour contrer ce crime. L'étude de l'adoption et de l'application de cet article du code criminel nous permettra donc d'évaluer les variations dans le degré de violence jugé condamnable au XXe siècle dans les rapports entre époux⁶.

À quels facteurs faut-il attribuer cette prise de conscience? L'industrialisation, et l'urbanisation l'accompagnant, avaient engendré des changements majeurs dans le fonctionnement de la famille. Les législateurs de l'époque ont-ils voulu protéger l'ordre social dont la famille est considérée comme la base? Sans doute, mais pourquoi recourir à la peine corporelle plutôt qu'à de longues peines d'emprisonnement? Peut-être ont-ils voulu préserver la famille de l'accusé d'une précarité financière causée par des longues peines d'emprisonnement? Il est possible également que cette peine corporelle, qui prenait nettement la forme d'une justice de classe, ait été considérée comme la seule qui convenait à cette catégorie de criminels associés aux bas-fonds de la société urbaine. Enfin, il est probable que cette modification de l'article soit une conséquence de la montée du mouvement des femmes, qui prend notamment la forme des sociétés pour la protection des femmes et des enfants. Voilà autant de questions qui ont été soulevées en 1909 lors du débat précédant l'adoption de l'article 292c.

⁵ Comme William Blackstone le mentionnait au sujet de l'Angleterre du XVIIIe siècle. William Blackstone, *Commentaries on the laws on England*, Chicago and London, University of Chicago Press, 1979, p. 432.

⁶ James G. Snell, *In the Shadow of the Law : Divorce in Canada, 1900-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1991, p. 7.

Au-delà de l'adoption de la loi, nous pouvons nous questionner sur la façon dont les juges ont usé de leurs pouvoirs discrétionnaires. À quelle fréquence cette peine a-t-elle été appliquée? Fut-elle aussi rare au Québec que dans le reste du Canada? Les épouses hésitaient-elles à accuser formellement leur mari par crainte que la flagellation fasse partie de la peine? S'exerçait-elle au détriment des classes sociales inférieures et a-t-elle pris un caractère raciste comme aux États-Unis? Était-elle réservée aux cas les plus graves ou encore aux récidivistes? Certains juges se montraient-ils plus sévères que d'autres? Carolyn Strange a affirmé, à propos de cet article de loi, que « It became evident that a judge could sentence one man to fifteen lashes and another, found guilty of the same offense, simply to a prison term. »⁷. Une étude plus fine permettrait-elle de nuancer cette affirmation, de saisir des régularités malgré l'apparence d'arbitraire que présentent les condamnations?

Finalement, comment expliquer l'abrogation de cet article de loi en 1955? Cette décision suit, en partie, l'exemple du Royaume-Uni, qui avait rayé les châtiments corporels dans le code criminel en 1948⁸. Plus largement, dans la plupart des pays occidentaux, les punitions corporelles ont été graduellement abandonnées au cours du XXe siècle. Est-il possible d'analyser les raisons spécifiques de cette abolition pour le crime de la violence conjugale à partir de l'exemple canadien, et notamment de son application dans le district judiciaire de Montréal?

⁷ Carolyn Strange, « The Undercurrents of Penal Culture : Punishment of the Body in Mid-Twentieth-Century Canada », *Law and History Review*, vol. 19, no 2, été 2001, p. 359.

⁸ Parlement du Canada, « Rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur les punitions corporelles », *Chambre des communes*, Ottawa, 1956, p. 39-59.

3. Le corpus de sources

Pour traiter ces problèmes, nous aurons recours à un corpus de sources variées. D'abord, nous nous appuierons sur la transcription des débats de la Chambre des communes et du Sénat, instances législatives responsables des modifications du Code criminel⁹. Ces documents permettent de reconstituer de façon détaillée les arguments avancés en 1909, qu'ils soient favorables à cette modification ou non. Cette documentation nous permet de constater les divergences d'opinions des députés.

Une source majeure pour l'analyse de l'abrogation de la loi, en 1955, est le *Rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des Communes sur les punitions corporelles*¹⁰. Il reprend les arguments pour et contre le fouet comme peine et permet de mesurer l'évolution dans les idées qui s'est produite depuis 1909. Le document permet de comprendre que certains arguments ont plus de poids que d'autres au milieu des années 1950. Il contient aussi de précieuses statistiques sur les condamnations au fouet au Canada et un survol historique de l'application de cette peine en Occident. Comme les débats parlementaires, ce rapport ne représente pas l'opinion du grand public, mais seulement celle des membres du comité parlementaire. Les travaux de la Commission royale d'enquête et ceux du Comité spécial chargé de la révision du Code criminel sont aussi des incontournables qui mettent en lumière les changements survenus en

⁹ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa.
Parlement du Canada, « Débats du Sénat », *Sénat*, Ottawa.

¹⁰ Parlement du Canada, « Rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur les punitions corporelles », *Chambre des communes*, Ottawa, 1956, p. 39-59.

1955 et qui laissent entrevoir l'opinion populaire, exprimée par la voix des organismes qui ont témoigné devant le comité.

Pour connaître les modalités d'application de la peine du fouet, les registres d'écrou de la prison de Montréal (Bordeaux)¹¹ ont été utilisés. Ces registres fournissent plusieurs informations biographiques sur les prisonniers (religion, occupation, pays d'origine, etc.) et surtout le motif et le contenu de la peine : durée d'emprisonnement et nombre de coups de fouet s'il y a lieu. Ces registres contiennent aussi les numéros des dossiers juridiques des accusés, donnant ainsi accès à des informations supplémentaires. Bien sûr, il faut rappeler que la prison de Montréal accueillait uniquement les prisonniers ayant reçu des peines de moins de deux ans, les autres se retrouvant généralement au pénitencier fédéral de Saint-Vincent-de-Paul. Cela dit, puisque la durée maximale d'emprisonnement pour voies de fait sur une femme était de deux ans, on peut déduire que les hommes emprisonnés pour ce crime, dans le district judiciaire de Montréal, ont probablement purgé leur peine à la prison de Bordeaux.

Nos recherches ont permis de déceler 17 cas d'hommes ayant reçu la peine de fouet pour avoir été violents à l'endroit d'une femme, dans le district judiciaire de Montréal, entre 1909 et 1955. Ce faible nombre est intrigant. Qu'avaient de particulier ces causes? Qu'est-ce qui les distingue de la multitude d'autres plaintes associées à la violence conjugale? Les journaux, décrivant plus ou moins bien l'événement reproché, fournissent une partie de la réponse.

¹¹ *Fonds Ministère de la Justice, Administration des prisons, Registres de la prison de Montréal, BAnQ Vieux-Montréal.*

En effet, les journaux¹² de l'époque sont une source incontournable à l'étude de notre sujet, autant pour trouver des détails concernant les hommes fouettés pour violence conjugale que pour des articles d'opinion sur le sujet. C'est là que s'expriment, bien que toujours filtrées par le média lui-même, les préoccupations de la population. Le principal journal utilisé pour la présente recherche est *La Presse*, un quotidien montréalais à grand tirage, fondé en 1884. Marie-Aimée Cliche, dans une étude antérieure, a fait dépouiller ce journal pour la période qui nous intéresse (1884 à 1950) et y a relevé tous les articles relatifs à la peine de fouet. L'accès à ces informations est un atout considérable pour notre mémoire. *The Gazette*, le *Montreal Star*, *La Patrie* et le *Montreal Herald* ont également été consultés ponctuellement, en ciblant les dates des procès. Bien que cette source soit très riche, il faut se rappeler que les journalistes choisissent, parmi une multitude de cas, ceux qu'ils jugent les plus propres à intéresser leurs lecteurs. Bien que les articles contiennent des informations factuelles intéressantes pour comprendre l'application de la condamnation au fouet, c'est aussi le discours médiatique sur cette peine qu'ils révèlent.

Les registres de la prison et les journaux révèlent quel tribunal a décidé du sort des maris brutaux. Les causes de nature criminelle étaient généralement déposées en premier lieu à la Cour de police (qui se chargeait, en cas de besoin, de l'enquête préliminaire) pour possiblement être dirigées vers la Cour du Recorder. Les plumitifs (répertoires chronologiques des causes) et les index des défendeurs (répertoires alphabétiques des causes) sont donc un autre moyen d'en apprendre plus (comme l'identité de la victime et quelques détails sur les procédures) sur les

¹² Essentiellement *La Presse* consultée d'après les recherches de M-A Cliche.

causes repérées dans les écrous. La majorité d'entre elles plafonnait à ce niveau¹³. La différence entre les deux est liée à la gravité de l'infraction plutôt qu'à la nature de celle-ci, puisque toutes deux avaient des compétences pour juger des procès criminels. Les procès de la Cour du banc du roi se déroulaient devant un jury. Les personnes accusées de meurtre se retrouvaient alors habituellement devant ce tribunal, mais aucune des causes de voies de fait sur une femme que nous avons repérées ne s'est terminée par un meurtre, puisque dans ce cas l'article 292c ne s'appliquait évidemment pas. Quant aux procès de la Cour des sessions de la paix, ils se déroulaient devant un juge seul. C'est en 1908 que les sessions de la paix font leur apparition. Bien qu'elles couvrent l'ensemble du territoire québécois, elles ne siègent qu'à Montréal et à Québec jusqu'en 1945. Par la suite, d'autres villes acquerront leur Cour des sessions de la paix¹⁴. Quel que soit le tribunal, les dossiers nous informent généralement peu sur les causes, et cela lorsqu'ils ne sont pas carrément détruits¹⁵. Exceptionnellement, on y déniche des informations d'autant plus précieuses qu'elles ne peuvent être trouvées ailleurs (documents officiels, transcription des témoignages, évaluation médicale, etc.).

Une dernière source nous permet d'approfondir l'analyse des dossiers et des jugements portant sur l'article 292c : ce sont les recueils de jurisprudence. En effet, le système de justice criminelle canadien repose en partie sur la jurisprudence, c'est-à-dire des jugements rendus dans des causes semblables. Elle

¹³ Effectivement, selon Marcela Aranguiz, 97,3% des plaintes étaient jugées par ces tribunaux inférieurs.

Marcela Aranguiz, *Cours de justice criminelle et classes ouvrières au tournant du XXe siècle à Montréal (1891-1921)*, Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 2009, p.51.

¹⁴ *Fonds Cour des sessions de la paix, Greffe de Montréal, Matières criminelles en général*, BAnQ Vieux-Montréal.

¹⁵ Neuf dossiers sur dix ont été détruits depuis 1929.

nous permet d'approfondir l'analyse des dossiers et des jugements impliquant l'article 292c. Étant donné leurs fonctions dans le système de justice, les recueils de jurisprudence présentent donc des jugements détaillés. Les causes retenues sont celles où les juges justifient leur décision et citent des causes antérieures similaires. En faisant une recherche thématique dans deux index de jurisprudence¹⁶, couvrant les périodes de 1926 à 1935 et de 1935 à 1955, nous avons répertorié, à travers différentes revues¹⁷, quelques causes pertinentes à notre recherche, dont trois spécifiquement de voies de fait sur une femme, c'est-à-dire traitant de l'article 292c.

Rappelons finalement que la zone géographique étudiée est limitée au district judiciaire de Montréal. La disponibilité des sources, l'inquiétude des députés par rapport à la criminalité de la métropole et sa densité de population justifient ce choix.

4. Le système de justice

Étant donné la nature de notre projet, il est essentiel de comprendre le fonctionnement du système de justice. La Cour du Recorder et celle des sessions de la paix sont équivalentes dans leur mandat. Il s'agit de cours criminelles de

¹⁶ Maurice Tellier, *Répertoire général de jurisprudence canadienne 1926-1935*, Montréal, Wilson & Lafleur, vol. 1 et 2, 1935.

Robert Lévesque, *Répertoire général de jurisprudence canadienne 1925-1955*, Montréal, Wilson & Lafleur, vol. 1 et 2, 1955.

¹⁷ *Rapports Judiciaires Officiels de Québec, Rapports Pratiques de Québec, La Revue Légale, Ontario Law Reports, British Columbia Reports.*

première instance. Toutes les peines de fouet pour les maris violents ont été prononcées devant la Cour des sessions de la paix (de Montréal bien sûr). Une seule de ces causes a été portée en appel à la Cour du banc du roi et le jugement original a été maintenu. Il semblerait qu'aucune condamnation au fouet n'ait eu lieu à la Cour du Recorder qui entendait pourtant quotidiennement des causes de violence conjugale¹⁸. Cet extrait d'un article de *La Presse* au sujet de cette cour indique bien l'ambiance de celle-ci : « La caravane des petites misères a défilé, ce matin, comme toujours, en correctionnelle. Ivrognes, filles, laitiers en contravention, maris un peu vifs, femmes querelleuses, etc.¹⁹ ».

L'accusé doit se présenter devant le tribunal de juridiction criminelle ou pénale mentionné dans le mandat ; il peut plaider coupable et recevoir sa sentence immédiatement ou alors plaider non coupable et subir un procès. Les poursuites sommaires se déroulent devant un juge seul²⁰.

Comme mentionné précédemment, ce sont les juges des tribunaux criminels inférieurs qui dirigent les enquêtes préliminaires. Ils prennent connaissance de

¹⁸ « Fondée en 1851, cette dernière est mandatée dans un premier temps pour entendre les cas relevant des infractions aux règlements municipaux et touchant les personnes considérées vagabondes ou désordonnées. Ses pouvoirs sont toutefois étendus progressivement, si bien qu'à la fin de la décennie elle a également juridiction sur certains cas de larcin, assaut, assaut grave, assaut sur des officiers de justice, ainsi que la fréquentation et la tenue des maisons de désordre, entre autres ».

Aranguiz, *op. cit.*, p. 26-27.

¹⁹ « Au Recorder », *La Presse*, 15 mars 1910, p. 14.

²⁰ Evelyn Kolish, « Guide des Archives judiciaires », BANQ, 2000, p. 28.

l'acte d'accusation, des témoins, des preuves et de la déclaration de l'accusé pour justifier un procès²¹.

Selon l'acte d'accusation, certaines causes doivent obligatoirement être entendues devant un juge et un jury, d'autres doivent nécessairement l'être devant un juge seul et une autre catégorie est au choix de l'accusé²². En vertu de l'article 773 du Code criminel, c'est à cette dernière catégorie que l'article 292(c) appartient. Ce choix de procédure sera d'ailleurs primordial pour comprendre l'abrogation de l'article, en 1955.

Il existait trois institutions pouvant accueillir les condamnés du district judiciaire de Montréal : la prison de Montréal (Bordeaux), le pénitencier fédéral Saint-Vincent-de-Paul (pour les peines de deux ans et plus) et l'hôpital de Bordeaux (aussi pour ceux déclarés aliénés par la cour). La principale institution reliée à notre étude est la prison de Montréal, puisque, comme nous l'avons dit, elle accueillait les hommes reconnus coupables de voies de fait sur une femme (la peine maximale étant de deux ans)²³.

²¹ *Id.*, p. 29.

²² *Id.*, p. 29-30.

²³ Toutefois, comme nous le verrons, Ovila F. condamné à deux ans a purgé sa peine au pénitencier et Charles André P., malade au moment des procédures, est d'abord passé par l'hôpital.

5. Plan du mémoire

Notre mémoire sera divisé en quatre chapitres. Le premier chapitre présentera l'historiographie et permettra de justifier notre projet de recherche. Le deuxième servira à l'analyse de l'adoption de la loi de 1909 qui ajoutait la possibilité d'une condamnation au fouet pour les maris brutaux. Dans ce chapitre, nous verrons principalement l'argumentation qui soutient ce projet afin de tenter de comprendre les raisons de ce changement. Le chapitre trois sera consacré à l'application de cette peine dans le district judiciaire de Montréal. Le quatrième chapitre traitera de l'abrogation de l'article 292, en 1955. Nous expliquerons pourquoi il disparaît à ce moment, alors que les peines corporelles ont persisté pour d'autres crimes.

CHAPITRE I

L'HISTORIOGRAPHIE

Notre sujet se situe au carrefour de l'histoire du droit criminel, plus spécifiquement des peines corporelles judiciaires, et de celle de la famille, plus précisément de l'histoire de la violence conjugale. Nous présenterons ces deux historiographies distinctes, en commençant par Michelle Perrot, essentielle pour notre cadre d'analyse.

Perrot propose d'aborder le crime en tant que construit historique. Elle soulève l'idée qu'« Il n'y a pas de faits criminels en eux-mêmes, mais un jugement criminel qui les fonde en désignant à la fois ses objets et ses acteurs; un discours criminel qui traduit les obsessions d'une société »¹. Cet extrait justifie l'importance d'étudier l'origine des lois criminelles. Il n'y a de criminel que ce que les législateurs décident de rendre comme tel. Dans notre cas, il est important de souligner que ce qui est considéré comme le crime de la violence conjugale à l'époque vise à désigner une utilisation abusive de la force qui entraîne des blessures importantes.

Pour rendre compte de l'historiographie pertinente à notre étude, nous pouvons distinguer l'approche « par le haut » de celle « par le bas ». Les auteurs que nous

¹ Michelle Perrot, « Délinquance et système pénitentiaire en France au XIXe siècle », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, no 1, janvier-février, 1975, p. 72.

classons dans la première s'attardent essentiellement aux valeurs imposées par l'élite au reste de la population. Cette approche met de l'avant la perspective des décideurs, c'est-à-dire ce qu'on pourrait appeler le prescrit. À l'inverse, l'approche par le bas aborde plutôt le sujet par l'« agency » des femmes, c'est-à-dire leur capacité d'agir, autant par des moyens informels (éviter des querelles par exemple) que formels (utilisation des cours de justice). Les auteurs cherchent alors à capter le « vécu » des femmes « ordinaires ». Les historiens ont donc choisi différents angles pour questionner un même objet d'étude. Nous verrons d'abord l'approche par le haut et ensuite celle par le bas, mais en gardant toujours en tête qu'il ne s'agit pas d'une division nette et qu'elles peuvent coexister. D'ailleurs, nous nous inspirerons des deux approches pour mener notre analyse.

1. L'approche « par le haut »

L'article de Carolyn Strange, « The Undercurrents of Penal Culture : Punishment of the Body in Mid-Twentieth Century Canada », est fondamental pour notre recherche. Elle cherche à comprendre comment les punitions corporelles, dans une période valorisant de plus en plus les droits sociaux, ont survécu jusqu'aux années 1970². Comme elle le mentionne, depuis Foucault, l'histoire du droit criminel ne peut plus être perçue comme une progression en ligne droite, contrairement à ce que certains historiens ont déjà pensé³. Le contexte historique prend alors toute son importance. Selon Strange, malgré le peu de changements légaux d'importance, beaucoup de réflexions et de préoccupations se sont

² Carolyn Strange, « The Undercurrents of Penal Culture : Punishment of the Body in Mid-Twentieth-Century Canada », *Law and History Review*, vol. 19, no 2, été 2001, p. 344.

³ *Id.*, p. 343.

manifestées en ce qui concerne les punitions corporelles au cours de la première moitié du XXe siècle. En faisant référence à la thèse de la « civilisation des mœurs » introduite par Elias, elle montre bien qu'autant les partisans que les adversaires des châtiments corporels se disaient « civilisés ». Les deux parties utilisaient cet argument pour justifier leur position respective. Ceci peut s'expliquer, selon elle, car il n'est pas si simple de distinguer la civilité de la barbarie sur un débat qui nous est contemporain⁴.

Son article se divise en deux parties, la première s'attardant aux procédures entourant les punitions corporelles et la seconde à la philosophie qui les sous-tend. Les sources qu'elle utilise sont principalement le rapport fédéral de 1937 sur la peine capitale et celui de 1956 sur la peine capitale et les châtiments corporels, ce qui correspond à son approche par le haut, par le prescrit. Elle effectue une comparaison thématique de ces rapports, faisant ainsi ressortir le contexte historique entourant leur production. Les années de dépression économique, quand le gouvernement fédéral cherchait à limiter ses interventions dans la société⁵, sont bien différentes de celles de prospérité économique d'après-guerre. Certains événements historiques modifient inévitablement la manière dont les membres du comité perçoivent les punitions corporelles. La réaction contre le nazisme et les atrocités survenues durant la Deuxième Guerre mondiale favorise le développement d'une nouvelle sensibilité par rapport à la souffrance et aux droits humains, rendant la barbarie de la peine capitale et du fouet plus évidente⁶. Les

⁴ *Id.*, p. 348.

⁵ *Id.*, p. 353.

⁶ *Id.*, p. 365.

pays démocratiques, comme le Canada, cherchent alors à s'éloigner des régimes totalitaires. Parallèlement, la place grandissante de l'expertise et de la science est indéniable. L'objectivité, l'efficacité et la rationalité sont devenues des normes puissantes de légitimité⁷.

Strange identifie trois préoccupations des membres des comités qui ont enquêté sur les peines corporelles : l'étendue et la nature de la souffrance infligée au corps du criminel, l'influence de ces punitions sur ceux qui les administrent ou qui y assistent, et enfin la réputation du gouvernement aux yeux de l'opinion publique canadienne et étrangère, surtout celle des États-Unis et du Royaume-Uni⁸.

La contribution de Strange à l'historiographie est bien résumée dans cette citation : « What this article indicates, however, is that refined sensibilities about pain and suffering could coexist, albeit uneasily, with rationales for their retention in state punishment. »⁹. C'est ce paradoxe que nous étudierons. Quelle est la justification du fouet en tant que peine, selon les cas? Aussi, puisque nous utilisons aussi le rapport fédéral de 1956 dans nos sources, cet article est d'une utilité évidente quant à l'explication du contexte socio-historique des années 1950.

⁷ *Id.*, p. 355.

⁸ *Id.*, p. 348.

⁹ *Id.*, p. 382.

Le livre de Loo et Strange, *Making Good*, trace, un peu comme Snell que nous aborderons plus loin, le lien entre la législation et la moralité. Les auteurs démontrent comment, depuis les débuts du Canada, le contrôle de la moralité avait aussi comme finalité de former une nation de « bons » citoyens¹⁰. Elles soutiennent que les lois n'ont pas simplement des objectifs répressifs ou administratifs, mais également idéologiques. Les auteures distinguent aussi le Québec du reste du Canada en raison du rôle de l'Église catholique qui était une autorité morale particulièrement puissante. L'Église catholique gère, entre autres, des problèmes tels l'alcool et le respect du congé dominical. Elles soutiennent aussi que le contrôle de l'État sur des questions jugées morales, au début du XXe siècle, augmente de manière significative¹¹. Ce contrôle s'exerce, entre autres, sur l'homosexualité, l'alcool et les drogues, et de plus en plus sur ce qui touche aux femmes et aux enfants. Effectivement, la loi de 1909 visant une plus grande protection des femmes, et du même coup de la famille, s'inscrit très bien dans ce courant de contrôle étatique.

L'étude de Joanne Martel montre comment la presse peut contribuer à la construction des normes familiales et du problème de la violence conjugale. Elle s'attarde spécifiquement au traitement médiatique de cette maltraitance selon le quotidien *La Presse*, au XIXe siècle. Martel croit que la culture patriarcale, dans le contexte d'industrialisation, justifie une certaine tolérance face à la violence conjugale, et tout comme Gordon¹² avant elle, elle remarque un basculement de

¹⁰ Tina Loo et Carolyn Strange, *Making Good Law and Moral Regulation in Canada, 1867-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, p. 145.

¹¹ *Id.*, p. 80.

¹² Linda Gordon, *Heroes of their Own Lives: the Politics and History of Family Violence: Boston, 1880-1960*, New York, Viking, 1988, 383 p.

cet enjeu de la sphère privée vers la sphère publique à la fin du XIXe siècle¹³. La manière de diffuser l'information ainsi que la sélection de celle-ci contribuent à l'image que la population s'en fait. Un de nos objectifs périphériques est d'ailleurs d'analyser cette construction du problème social, dans l'espace public, de la violence conjugale. L'analyse des articles traitant du sujet dans les journaux est essentielle pour une bonne compréhension.

Hammerton observe quant à lui un changement d'attitude de la population face à la violence conjugale. Il a remarqué, durant l'époque victorienne, en Angleterre, une diminution de la tolérance envers ces voies de fait. Il se penche sur les valeurs diffusées par la classe moyenne de l'époque, selon lui moteur de ce changement idéologique dans la communauté¹⁴. Il s'attarde à la justice informelle et par le biais des charivaris¹⁵ (en ce sens, son approche est plutôt par le bas). En fait, les charivaris (répertoriés à partir de journaux locaux) de cette époque modifient leurs cibles, passant d'abord des épouses « plaignardes » et adultères aux batteurs de femmes¹⁶. Selon lui, ce phénomène fait partie d'un changement plus vaste dans la communauté en général. Il constate également la distinction majeure entre les voies de fait contre « une femme » et les mauvais traitements infligés à « sa femme ». Il s'agit de deux réalités bien différentes qui ne sont pas perçues de la même manière. S'attaquer à son épouse est considéré comme bien plus grave.

¹³ Joanne Martel, « Femme battue et mari 'bateur': Une reconstruction médiatique » dans *La Presse* au XIXe siècle, *Criminologie*, vol. 27, no 1, 1994, p. 124.

¹⁴ *Id.*, p. 24.

¹⁵ Bryan D. Palmer s'intéresse au même sujet, c'est-à-dire les charivaris, au Canada. Bryan D. Palmer, « Discordant music : Charivaris and Whitecapping in Nineteenth-Century North America », *Le Travail*, vol. 3, 1978, p. 5-62.

¹⁶ James A. Hammerton, « The Targets of 'Rough Music' : Respectability and Domestic Violence in Victorian England », *Gender and History*, vol. 3, no 1, printemps 1991, p. 23.

Cette perception est évidemment essentielle pour comprendre le processus de construction du problème social de la violence conjugale.

Le livre, *In the Shadow of the Law*, et l'article, « 'The White Life for Two' », de James G. Snell sont tous deux des incontournables à notre recherche. D'abord, son livre cherche à comprendre pourquoi le Canada a des règles aussi défavorables au divorce, comparativement aux autres régions de l'Occident, au début du XX^e siècle¹⁷. Selon lui, au Canada, les élites ont tenté d'imposer, plus qu'ailleurs, une idéologie conservatrice de la famille conjugale. Dans ce contexte, une menace à l'institution du mariage est perçue comme une attaque à la relation de pouvoir entre les sexes et plus largement à l'ordre social¹⁸. Ainsi, les sujets comme l'avortement, l'homosexualité, et la diffusion du contrôle des naissances sont considérés comme autant de « {...} threats to the future of the family. »¹⁹.

Il constate que le contexte canadien, autant social, politique qu'intellectuel, ne permettait pas de réformes sur ces enjeux et donc favorisait plutôt le statu quo²⁰. L'unité familiale était si importante pour l'élite qu'il lui aurait été très difficile de faire des changements dans ce domaine. Ce n'est que dans les années 1920 et 1930, alors que la radio et le cinéma homogénéisent les valeurs occidentales, que

¹⁷ James G. Snell, *In the Shadow of the Law : Divorce in Canada, 1900-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1991, p. 6.

¹⁸ *Id.*, p. 9.

¹⁹ *Id.*, p. 7-8.

²⁰ *Id.*, p. 8.

les valeurs familiales canadiennes commenceront à se transformer²¹. Il est intéressant de constater qu'il utilise, en partie, les mêmes sources que nous, c'est-à-dire les débats parlementaires.

L'article « 'The White Life for Two' » montre que les classes sociales supérieures projettent une certaine image de la famille canadienne pendant la période allant de 1890 à 1914. Il tente de déterminer l'idéologie des élites de la classe moyenne sur la sexualité et les rôles genrés²². Selon lui, cette volonté d'établir clairement une vision de la famille est le résultat d'une crainte de l'effondrement de cette institution. Ici aussi, il se base principalement sur les débats parlementaires afin d'étudier son sujet. Encore une fois, le Québec est un peu différent du reste du Canada, étant donné le régime matrimonial spécifique inscrit dans le Code civil²³. Dans ses deux publications, Snell fait un lien entre les lois touchant la famille et la volonté des classes supérieures de maintenir, voire d'inculquer, ce qu'on considère être les valeurs canadiennes se définissant par le mari pourvoyeur et la femme ménagère.

Enfin, l'article de Cellard et Pelletier s'intéresse au fondement du Code criminel. Les auteurs analysent les transformations apportées à ce code entre 1892 et 1927. Ils défendent, tout comme Snell, Loo et Strange, que ces changements prennent

²¹ *Id.*, p. 262-3.

²² James G. Snell, « 'The White Life For Two' : The Defense of Marriage and Sexual Morality in Canada, 1890-1914 », dans BRADBURY, Bettina, *Canadian Family History : Selected Readings*, Toronto, Irwin, 2000, p. 382.

²³ Snell, *op. cit.*, p. 14.

racine dans le tissu social²⁴. Selon eux, l'action des groupes de pression joue un rôle essentiel dans les modifications apportées au droit et à la législation. Cet élément sera intéressant à vérifier dans notre recherche, puisque nous traitons aussi bien de l'adoption de la loi que de son application.

Domestic Tyranny, d'Elizabeth Pleck, est un autre ouvrage important pour notre recherche. Bien que son livre porte sur les États-Unis, elle traite de plusieurs éléments fondamentaux pour l'étude des abus entre conjoints. Un de ceux-ci est l'emploi du concept de violence familiale. Cette dernière peut être dirigée sur tous les membres de la famille et la violence conjugale n'est donc qu'une des formes qu'elle peut prendre. Pleck affirme que la problématisation de la violence familiale est, historiquement et politiquement, un construit social²⁵. Tout en traitant de la législation, Pleck aborde son sujet à travers les archives de certaines associations de bienfaisance (ou associations d'aide sociale), ce qui permet d'élargir le questionnement en débordant le cadre restreint des débats parlementaires. Elle qualifie de mythe l'idée que la famille ait connu un « âge d'or »²⁶. Effectivement, il ne faut pas considérer les années 1909 à 1955 comme une période sombre des politiques sur la famille, car croire que la situation était nettement meilleure avant serait une fausse piste. Aussi, comme d'autres l'ont fait²⁷, elle n'aborde pas la famille en tant qu'unité homogène²⁸. Chaque membre

²⁴ André Cellard et Gérald Pelletier, «Le Code criminel canadien, 1892-1927 : Étude des acteurs sociaux », *Canadian Historical Review*, vol. 79, no 2, juin 1998, p. 262.

²⁵ Gordon, *op. cit.*, p. 3.

²⁶ *Id.*, p. 12.

²⁷ Thierry Nootens, *Fous, prodigues et ivrognes : familles et déviance à Montréal au XXe siècle*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2007, p. 8.

de la famille a des intérêts et objectifs propres et il faut donc éviter de concevoir la famille comme un bloc monolithique.

Pleck s'attache à observer les variations de l'attention portée à la violence familiale à travers les politiques sociales. Tout comme Strange et Perrot, elle ne croit pas que cette évolution soit linéaire²⁹. Puisqu'elle s'intéresse à la longue durée, c'est-à-dire de l'époque coloniale à nos jours, ces variations sont plus facilement observables. En témoigne également le récent article, « The Judicial Prosecution In The Longue Durée », de Donald Fyson qui tente de capter l'évolution du droit criminel à partir des cours de justice, au Québec, sur trois siècles, du XVIII^e siècle aux années 1960³⁰. À partir d'une étude sur la longue durée, Fyson dégage des tendances tout à fait éclairantes dans l'évolution des pratiques judiciaires. D'ailleurs, Fyson s'aperçoit que même si les normes pénales du Québec suivent celles du reste du Canada, le Québec a son propre rythme interne, ce qui justifie une recherche comme la nôtre qui tente de déceler les particularités de la société québécoise dans l'application de la peine du fouet³¹.

Une analyse plus circonscrite comme la nôtre doit nécessairement s'appuyer sur une contextualisation plus fine, notamment en tenant compte d'enjeux politiques.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Elizabeth Pleck, *Domestic Tyranny. The Making of American Social Policy against Family Violence from Colonial Times to the Present*, New York, Oxford U. Press, 1987, 273, p. 6.

³⁰ Donald Fyson, «The Judicial Prosecution In the *Longue Durée* : Quebec, 1712-1965», dans *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution. Pour une problématique historique de l'interaction*, Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey (dir.), Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 85.

³¹ *Id.*, p. 115.

Par exemple, vers la fin du XIX^e siècle (1876-1906), aux États-Unis, il y a une campagne pour punir du fouet les batteurs de femmes. Pleck, en comparant ce mouvement avec celui de la protection de l'enfance, se rend bien compte de sa faible portée : « This campaign, by comparison with the child protection movement of roughly the same period, was an abysmal failure. »³². Toutefois, la campagne se déroule à la fin d'une ère de réformes libérales, et elle marque le début d'une vague conservatrice des approches sociales³³. Ceci rappelle que le contexte politique et social dans lequel s'inscrit l'adoption de la loi canadienne de 1909 est essentiel afin de comprendre les motifs en sa faveur. Au Canada, l'article 292c correspond-il à la poursuite d'un courant, une simple percée isolée ou carrément un changement de cap? Le Canada suit-il la tendance de l'Occident en matière de criminologie? Cette approche répressive représente-t-elle un épisode ou s'agit-il d'un courant qui perdurera dans le temps? Il faudra, comme Pleck l'a fait, associer les groupes ou les personnes à certains types d'arguments. Les groupes de pression ont chacun leurs intérêts spécifiques et il s'agirait d'une trop grande simplification de les traiter comme un seul ensemble.

Constance Backhouse, dans son livre *Petticoats and Prejudice Women and Law in Nineteenth-Century Canada*, traite aussi des lois relatives à la famille, mais dans une perspective différente de celle d'Elizabeth Pleck. Elle analyse la place des femmes dans le processus de justice canadien du XIX^e siècle³⁴. Son approche féministe est centrée sur des études de cas représentatifs de procès entamés par

³² Pleck, *op.cit.*, p. 109.

³³ *Ibid.*

³⁴ Constance Backhouse, *Petticoats and prejudice women and law in nineteenth-century Canada*, Toronto, Toronto Women's Press, 1991, p. 1.

des « héroïnes ». Elle conclut que « Nineteenth-century law provided an almost perfect example of a formally patriarchal institution. »³⁵. Elle affirme que le mariage patriarcal, dans ce contexte, favorise la tyrannie, l'abus et la dépendance des femmes³⁶. C'est dans un contexte assez semblable que notre recherche se situe.

2. L'approche « par le bas »

Les ouvrages de Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la Crise*, et de Bettina Bradbury, *Working Families*, montrent bien, à travers le vécu de la classe ouvrière, la dépendance dans laquelle les conjointes se trouvent par rapport à leur mari, autant pour la période d'industrialisation (Bradbury) que durant la crise économique des années 1930 (Baillargeon). Cette citation de Bradbury met bien cette réalité en évidence : « Enfin, la nature et l'étendue du statut inégal des femmes et de leur dépendance se trouvaient mises en lumière sitôt que leur mari ne subvenait pas aux besoins du ménage, les abandonnait ou mourait. »³⁷. De plus, ces auteures insistent toutes deux sur le concept d'« économie familiale »³⁸, indispensable pour une représentation juste de la famille de la fin du XIXe siècle

³⁵ *Id.*, p. 327.

³⁶ *Id.*, p. 332.

³⁷ Bettina Bradbury, *Working Families : Age, Gender, and Daily Survival in Industrializing Montreal*, Toronto, McClelland and Stewart, 1993, 310p., traduit par Christiane Teasdale, 1995, p. 295.

³⁸ *Id.*, p. 17.

Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la Crise*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1993, p. 15.

et du début du XXe siècle. Si le concept de « stratégie familiale » estompe les différences de points de vue des membres de la famille, celui d'économie familiale comprend ces différences dans sa définition, chaque membre contribuant, à sa manière, à la survie de la famille.

Dans la même lignée que Backhouse, Kathryn Harvey analyse les débats entourant la violence conjugale au sein de la classe ouvrière montréalaise, entre 1869 et 1879³⁹. En plus de démontrer qu'à l'époque, l'association de l'alcool à la violence conjugale est pratiquement un consensus social, elle rappelle que cette violence est étroitement liée à l'état de dépendance de la femme à l'égard de son mari⁴⁰. Elle insiste surtout sur le fait que les femmes battues réagissent toutes, d'une manière ou d'une autre, à leur situation⁴¹. C'est de cette « agentivité » des femmes que notre sujet découle. Le dépôt d'une plainte est une action de dernier recours pour les épouses violentées par leur mari. Le niveau de violence doit alors être très élevé. Seule une petite portion des situations de violence maritale se retrouvait devant la cour, et donc susceptible de déboucher sur une condamnation à la peine du fouet.

Le sujet traité dans l'article d'Annalee E. Gölz, « If a Man's Wife Does Not Obey Him, What Can He Do? », est similaire au nôtre. Il s'agit d'une analyse, à partir de 332 causes judiciaires de la Cour de police et de comté, des stratégies des

³⁹ Kathryn Harvey, « To Love, Honour and Obey: Wife-Battering in Working-class Montreal, 1869-79 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol.19, no 2, octobre, 1990, p. 129.

⁴⁰ *Id.*, p. 129-134.

⁴¹ *Id.*, p. 139.

femmes battues, en Ontario (dans la région de Toronto), de 1869 à 1920⁴². Gözl se concentre sur l'« agency » de ces femmes et s'aperçoit que les moyens employés par celles-ci sont plutôt informels (comme essayer d'éviter les querelles), les plaintes formelles étant un dernier recours. Effectivement, la loi, bien qu'elle interdise la violence excessive des époux envers leur femme, privilégie avant tout la réconciliation et, en ce sens, joue le rôle de médiateur plutôt que celui de justicier. Gözl souligne que les magistrats souhaitent avant tout la préservation du groupe familial, donc que l'objectif demeure la réconciliation. Cet aspect concret de la justice est primordial pour une compréhension exacte de la réalité de l'époque. De plus, comme le souligne Thierry Nootens, il faut tenir compte du principe de flexibilité dans les rapports entre le droit et les familles⁴³.

Gözl aborde le sujet selon les droits du mari (dont la correction « raisonnable » de sa femme) et ses responsabilités économiques qui constituent un contexte favorable à la violence conjugale⁴⁴. Ce contexte, selon Gözl, est la clef qui permet de comprendre l'application de la loi et les moyens, nécessairement limités, qui seront mis à la disposition des femmes battues. Ces deux prémisses (droits et responsabilités économiques) ne sont jamais remises en question à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Comme Backhouse, Gözl adhère à la thèse de la société patriarcale mentionnée plus tôt.

⁴² Annalee E. Gözl, « 'If a Man's Wife Does Not Obey Him, What Can He Do?' Marital Breakdown and Wife Abuse in Late Nineteenth-Century and Early Twentieth-Century Ontario », dans KNAFLA, Louis A. et Susan W.S. BINNIE, *Law, Society, and the State : Essays in Modern Legal History*, Totonto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1995, p. 324.

⁴³ Thierry Nootens, *Fous, prodigues et ivrognes : familles et déviance à Montréal au XIXe siècle*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2007, p. 215.

⁴⁴ Gözl, *loc. cit.*, p. 323.

Gölz est également une source d'inspiration pour nous lorsqu'elle cherche à déterminer le niveau à partir duquel la violence apparaît « anormale » ou « intolérable » (unnatural, intolerable) dans un contexte donné. Effectivement, si le mari n'a pas le droit de battre sa femme, il a néanmoins à l'époque le droit de la « corriger » afin de maintenir un contrôle, puisqu'il répond de ses actions⁴⁵. Comment tracer la limite entre « corriger » et « maltraiter »? Nos standards actuels sont évidemment différents de ceux de l'époque. C'est donc précisément cette frontière entre ce qui est considéré juste et ce qui est considéré injuste, et ainsi susceptible d'être criminalisé, que nous devons cibler pour bien comprendre l'esprit de la loi de 1909 et son application, au Québec. Gölz, en s'appuyant sur les propos des juges, affirme que la violence conjugale est définie à l'époque comme des: « {...} excessive and persistent acts that would 'cause danger to life, limb, or health, bodily or mental, or to give rise to a reasonable apprehension of such danger'. »⁴⁶. Les magistrats du Québec avaient-ils la même conception? Rappelons également qu'au-delà de la définition légale de ce qu'est le crime, le jugement implique nécessairement d'autres facteurs, comme par exemple les antécédents judiciaires de l'accusé et, plus informellement, l'orientation personnelle même du juge.

À partir de son échantillon (332 cas impliquant des femmes battues aux Cours de police et de comté de l'Ontario, entre 1869 et 1920), Gölz conclut qu'il y a très peu de causes pour lesquelles le fouet a été imposé comme peine⁴⁷. Pourtant, elle donne peu d'explications à cet égard (ce que nous tenterons de faire). Elle affirme cependant que la violence de la peine aurait simplement découragé les conjointes

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ *Id.*, p. 334.

⁴⁷ *Id.*, p. 339.

de dénoncer leur mari. Effectivement, il est probable que les femmes qui déposent une plainte officielle n'aient pas la réelle intention de voir leur mari se faire fouetter. Peut-être entamaient-elles ces procédures dans l'espoir que la menace seule soit suffisante (sinon une amende ou un court emprisonnement). Notre mémoire peut certainement se positionner comme une extension de l'article de Gölz. Nous traitons cependant d'un article de loi et non des moyens à la disposition des femmes maltraitées de manière générale. La période (1909 à 1955) et le lieu (province de Québec) sont aussi différents.

Marcela Aranguiz s'est aussi intéressée au rôle des cours de justice quant à la violence conjugale, plus précisément aux pratiques judiciaires, à Montréal, entre 1891 et 1921. Son approche est procédurale, puisqu'elle se concentre sur les procédures initiées par les autorités et celles entamées par les particuliers⁴⁸. Sa thèse nous permet bien de comprendre le mandat et le fonctionnement des différentes cours de justice qui, à certaines époques, se chevauchaient. Sa thèse démontre que les cours de justice étaient fréquemment utilisées par les femmes. Celles-ci se plaignaient le plus souvent de violence conjugale (25% des plaintes déposées par les femmes en 1901)⁴⁹ ou de refus de pourvoir de la part de leur mari. Cependant, elle en vient à la conclusion que les juges, priorisant avant tout l'unité familiale et remettant régulièrement en question la légitimité des procédures entamées par les femmes, étaient très peu sévères à l'égard des maris. Ce moyen légal n'améliorait donc pas vraiment la situation des plaignantes⁵⁰.

⁴⁸ Marcela Aranguiz, *Cours de justice criminelle et classes ouvrières au tournant du XXe siècle à Montréal (1891-1921)*, Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 2009, p. xii.

⁴⁹ *Id.*, p. 196.

⁵⁰ *Id.*, p. xiii-xiv.

Les deux articles de Marie-Aimée Cliche sur les séparations de corps dévoilent, entres autres, les normes de la vie conjugale au XIX^e et au début du XX^e siècle⁵¹. Effectivement, dans le déroulement des procès pour séparation de corps, chacune des parties tente de se présenter sous son meilleur jour et de faire ressortir les défauts de l'autre. Il s'agit donc d'un bon indicateur des comportements attendus et ceux inacceptables aux yeux des juges, à tout le moins. Aussi, elle remarque, comme Nootens, que malgré l'apparente rigidité des lois, leur application est souvent plus souple⁵². Enfin, d'après les centaines de procès en séparation de corps qu'elle a consultés, elle observe, comme Aranguiz⁵³, qu'il y en a de plus en plus de jugements qui évoquent « l'incompatibilité d'humeur » ou « l'absence d'affection »⁵⁴. Cette évolution est particulièrement importante pour notre recherche puisqu'elle indique un changement envers les attentes d'un ménage dans la première moitié du XX^e siècle. Si les juges s'attendaient à davantage d'affection dans un couple, ce changement a-t-il eu un impact sur l'application de l'article 292c?

Finalelement, Linda Gordon, comme Gölz, a étudié l'« agency » des femmes victimes de maltraitance par leur mari. Pour cela, elle a utilisé les archives de trois organismes d'aide sociale de Boston, de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. Comme Harvey, elle insiste sur un changement majeur dans l'histoire des

⁵¹ Marie-Aimée Cliche, « Les séparations de corps dans le district judiciaire de Montréal de 1900 à 1930 », *Canadian Journal of Law and Society/Revue canadienne Droit et société*, vol.12, no.1, printemps 1997, p. 75.

⁵² Marie-Aimée Cliche, « Les procès en séparation de corps dans la région de Montréal, 1795-1879 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, no 2, Automne 1995, p. 6.

⁵³ Aranguiz, *op. cit.*, p. 199.

⁵⁴ Cliche, *loc. cit.*, p. 71.

politiques sur la famille : les femmes battues deviennent un problème social, plutôt que d'être un problème de la sphère privée. Tout comme pour Backhouse, la violence conjugale s'explique par la dimension patriarcale du mariage. C'est sur l'action des femmes (plaintes) que son étude s'appuie. Elles, tout comme les « amazones » de Harvey⁵⁵, ont réagi face à leur situation. L'étude de Gordon se distingue en étant une des premières à présenter les femmes non pas comme des victimes impuissantes, mais plutôt comme des personnages actifs de l'histoire.

Conclusion

Ces études en histoire de la famille, qu'elles adoptent l'approche par le haut ou par le bas, s'accordent à reconnaître certains traits à la famille canadienne au début du 20^e siècle : le cadre patriarcal maintenu par la loi et l'Église, les sphères d'activités séparées (homme pourvoyeur, femme au foyer) et les changements dus à l'urbanisation et l'industrialisation. Les contemporains ont l'impression que ces transformations menacent la famille et qu'il faut la protéger. C'est dans ce contexte que se déroulent les débats sur l'adoption de l'article 292c.

⁵⁵ Kathryn Harvey, « Amazons and victims : Resisting Wife-Abuse in Working-Class Montréal, 1869-1879 », *Revue de la Société historique du Canada*, vol. 2, no 1, 1991, p. 131-148.

CHAPITRE II

L'ADOPTION DE LA LOI DE 1909

Ce deuxième chapitre servira à expliquer comment, dans un contexte de réduction des peines corporelles, le projet de loi du député fédéral Robert Bickerdike, condamnant du fouet le crime de voies de fait sur une femme, est adopté en 1909. Dans la première partie, nous présenterons quelques éléments contextuels, afin de bien tracer le cadre dans lequel les débats de la Chambre des communes se sont déroulés. Une deuxième partie sera consacrée à l'analyse de ces débats et aux arguments déterminants qui ont mené à l'adoption du projet de loi.

1. Les exemples anglais et américain

En Occident, la peine de fouet pour les voies de fait sur une femme est une solution qui a été soit envisagée, soit littéralement adoptée. Le Royaume-Uni et les États-Unis, deux pays culturellement proches du Canada, ont débattu de la question. Nous verrons ce qui en a été dit, pour ensuite constater l'influence de ces discours sur le Canada.

1.1 Le Royaume-Uni

Au XIX^e siècle, au Royaume-Uni, les punitions corporelles pour voies de fait, en l'occurrence celui envers les femmes, ont été considérées, mais rejetées à quatre

reprises¹. Dès 1850, John Stuart Mill et Harriet Taylor publient une série d'articles de journaux sur la prédominance du crime de voies de fait sur l'épouse. Ils font un lien entre la violence conjugale et celle envers les animaux, deux types de crimes considérés brutaux². Comme aux États-Unis, les lois punissant la cruauté animale précèdent celles qui protégeront les femmes et les enfants³.

L'idée d'un changement législatif pour punir les voies de fait provient de Thomas Phinn. En 1852, il présente des statistiques qui montrent que parmi les voies de fait commises, une sur six se produit entre les membres d'une famille (il considère les voies de fait par des hommes sur des femmes et des enfants comme étant familiaux). Phinn propose et défend ardemment la peine du fouet pour ce crime⁴. L'année suivante, Fitzroy propose une loi dans le but de protéger les femmes et les enfants d'hommes violents : « Act for the Better Prevention of Aggravated Assaults Upon Women and Children »⁵. Cette loi, la première ayant cet objectif à être adoptée, punit les voies de fait graves sur les femmes et les enfants de moins de quatorze ans, de six mois d'emprisonnement, d'une amende et d'un engagement à garder la paix pendant six mois. Selon Phinn cela ne suffit pas, il faut ajouter les punitions corporelles. Son amendement sera toutefois rejeté.

¹ Elizabeth Pleck, *Domestic Tyranny. The Making of American Social Policy against Family Violence from Colonial Times to the Present*, New York, Oxford U. Press, 1987, p. 273.

² *Id.*, p. 64-5.

³ Effectivement, des lois contre la cruauté des chevaux, du bétail et des chiens ont été adoptées. Pleck, *op.cit.*, p. 63.

⁴ *Ibid.*

⁵ Royaume-Uni, «Hansard », *Chambre des communes*, Westminster, 10 mars 1853, vol. 124, no 1414-1422.

Trois ans plus tard, en 1856, Dillwyn tente également d'amender la loi de Fitzroy pour y ajouter le fouet⁶. C'est un nouvel échec. Selon Pleck, c'est au cours de cette même année que l'expression « wife beating » commence à être utilisée en Angleterre⁷, durant une campagne réformatrice au sujet du divorce (deux phénomènes liés pour des raisons évidentes). L'année suivante est créée la *Society for the Protection of Women and Children*, association qui offre un service d'hébergement et des conseils légaux aux victimes d'abus⁸.

À deux autres reprises, des députés tentent d'ajouter les peines corporelles aux condamnations possibles du crime de voies de fait. En 1860, Raynham suggère de laisser le fouet à la discrétion du juge pour une première infraction, mais de l'imposer dès la deuxième⁹. Il n'aura pas plus de succès que ses prédécesseurs. Finalement, un peu plus tard, en 1875, Cross ramène le sujet. Cette fois, il propose que la cause soit jugée par un jury et que le maximum de coups de fouet soit de 25¹⁰. Ce projet se termine une fois de plus par un échec. P.A. Taylor est le principal opposant à ce projet et soulève plusieurs arguments. Le principal, pour lui, est que la peine de fouet pour les meurtres par strangulation aurait été précédemment adoptée dans un vent de panique, sans toutefois produire d'effets concrets sur l'occurrence

⁶ Royaume-Uni, «Hansard », *Chambre des communes*, Westminster, 12 mars 1856, vol. 141, no 24-28.

⁷ Pleck, *op.cit.*, p. 63.

⁸ *Id.*, p. 64.

⁹ Royaume-Uni, «Hansard », *Chambre des communes*, Westminster, 2 mai 1860, vol. 158, no 519-536.

¹⁰ Royaume-Uni, «Hansard », *Chambre des communes*, Westminster, 6 mai 1875, vol. 224, no 209.

de ce crime¹¹. En 1882, Harcourt, ministre des affaires intérieures, affirme que le sujet a été longuement discuté en 1875 et qu'il n'a pas l'intention d'y revenir¹².

Certains arguments des débats de la Chambre des communes de Westminster sont pertinents à souligner, car nous les retrouverons dans l'analyse des discussions canadiennes. S'appuyant sur l'actualité du moment, certains députés ont l'impression que ce crime devient incontrôlable. Ils croient aussi que les châtiments corporels sont adaptés à cette classe de criminels. Leurs détracteurs, en plus de considérer ce moyen répressif barbare et contraire aux principes de réforme, doutent grandement de son efficacité. Au final, le Royaume-Uni n'a jamais adopté une loi pour punir les maris violents par le fouet. C'est plutôt aux États-Unis que cette peine se diffusera.

1.2 Les États-Unis

Comme Elizabeth Pleck le mentionne, de la même manière qu'au Royaume-Uni, la lutte contre l'intempérance, dans les années 1840, et la campagne pour une réforme du divorce, la décennie suivante, précèdent la protection des femmes et des enfants¹³. Dans les années 1870, on craint de plus en plus les crimes violents qu'on

¹¹ Royaume-Uni, «Hansard », *Chambre des communes*, Westminster, 14 juin 1875, vol. 224, no 1853-1867.

¹² Royaume-Uni, «Hansard », *Chambre des communes*, Westminster, 9 mars 1882, vol. 267, no 451-452.

¹³ Pleck, *op.cit.*, p. 49-56.

relie aux impulsions brutales¹⁴. C'est à ce moment qu'apparaissent les associations contre la cruauté animale. La campagne contre la violence familiale, qui propose la peine de fouet, a effectivement lieu entre 1876 et 1906. Elle est menée par des avocats, juges, procureurs, etc., en général républicains.

New York et l'Arkansas sont les premiers États américains à voter une loi en lien avec la violence maritale en 1873. Selon ces lois, qui ne prévoient pas la peine du fouet, la victime (souvent l'épouse) de voies de fait, suite à une intoxication de son mari, peut poursuivre le propriétaire du débit de boisson d'où il arrive. L'État du Maryland est le premier à imposer la peine de fouet aux époux brutaux, en 1882¹⁵. La peine maximale pour ce crime est d'un an de prison et d'un certain nombre de coups de fouet, à la discrétion du juge. Cette loi, adoptée par une majorité de deux tiers, sera en vigueur jusqu'en 1938.

Au Maryland, l'aspect économique et l'effet dissuasif sont les principaux arguments des défenseurs de la peine du fouet pour les coupables de violence conjugale. L'aspect économique se comprend dans la mesure où la femme dont le mari violent est emprisonné doit se débrouiller seule pour subvenir aux besoins de la famille. Les punitions corporelles permettent alors de réduire le temps d'emprisonnement, et donc de réduire le temps où la famille sera privée du salaire du pourvoyeur. Pour ses défenseurs, le fouet semble extrêmement efficace en tant que moyen dissuasif. Ces criminels, croit-on, n'ont pas de morale et il s'agit de la seule façon de les corriger¹⁶.

¹⁴ *Id.*, p. 109.

¹⁵ *Id.*, p. 111.

¹⁶ *Id.*, p. 112.

Il est vrai que l'année suivant l'instauration de cette nouvelle mesure, au Maryland, il n'y a aucun cas de voies de fait graves sur une femme, uniquement des accusations de voies de faits simples. Un seul cas est puni du fouet l'année suivante¹⁷.

De leur côté, les opposants à cette peine disent qu'elle est barbare et « faussement » efficace. Ils soutiennent notamment que les statistiques apparemment encourageantes sont le résultat d'autres facteurs (le crime fait simplement l'objet d'une autre accusation) et que la violence conjugale est toujours bien réelle. Ils craignent également une possible vengeance du mari sur sa famille suite à un châtement si humiliant¹⁸.

Le Delaware, en 1901, est le deuxième État à se pourvoir d'une loi semblable¹⁹. La peine prévue pour le crime en question est l'emprisonnement, l'amende et entre cinq et quinze coups de fouet. Cette loi est en vigueur jusqu'en 1952. En 1905, l'Oregon ajoute le fouet à la peine possible pour voies de fait sur une femme. L'année précédente, le président Theodore Roosevelt a probablement donné un bon coup de pouce à la cause en déclarant, lors de son adresse annuelle au Congrès :

The wifebeater, for example, is inadequately punished by imprisonment; for imprisonment may often mean nothing to him, while it may cause hunger and want to the wife and children who have been the victim of his brutality. Probably some form of corporal punishment would be the most adequate way of meeting this crime²⁰.

¹⁷ *Id.*, p. 113.

¹⁸ *Id.*, p. 114-115.

¹⁹ *Id.*, p. 120.

²⁰ *Id.*, p. 119.

Au total, 12 États, entre 1876 et 1905, ont considéré la peine du fouet pour les hommes coupables de voies de fait sur une femme, sans nécessairement l'adopter²¹. Cela dit, la peine a été peu appliquée, on misait surtout sur sa nature dissuasive. Le Maryland met en pratique cette législation surtout dans les années 1920 et le Delaware a fouetté six hommes blancs et quinze hommes noirs entre 1901 et 1942. Il n'y a pas de donnée disponible pour l'Oregon. Sans avoir beaucoup de détails sur ces cas, on voit déjà qu'une dimension raciste se dégage. Il semble que plusieurs défenseurs du fouet trouvaient cette peine particulièrement bien adaptée aux Noirs pour toutes sortes de raisons²². Cela dit, les États du Sud n'ont pas adopté de lois similaires. Selon Pleck, les lynchages, bien présents dans cette région, ont peut-être comblé la fonction de justice publique que le fouet a eue au Nord²³. Puisque ce ne sont pas tous les États américains qui ont adopté cette mesure, le Canada serait le seul pays à l'avoir fait, à l'échelle nationale.

2. 1909 : Vers l'adoption de la loi

Les lois relatives aux couples mariés changent peu pendant notre période. L'homme étant le chef de famille, la femme doit toujours être soumise à son mari, comme l'article 174 du Code civil l'indique clairement²⁴. Elle peut toutefois obtenir la

²¹ Californie (1876), Missouri (1879), Maryland (1882), Massachussets (1884 et 1905), Pennsylvanie (1885), New Hampshire (1885), New York (1895), New Jersey (1898 et 1901), Virginie (1899-1900), Illinois (1899), Delaware (1901) et Oregon (1905).

Pleck, *op.cit.*, p. 249.

²² On croyait que les Noirs avaient des tendances criminelles innées, qu'ils aimaient la prison car ils y étaient traités également par rapport aux Blancs, et qu'ils craignaient particulièrement le fouet puisqu'il portait l'étiquette de l'esclavage.

Pleck, *op.cit.*, p. 116.

²³ *Ibid.*

²⁴ « Le mari doit protection à sa femme; la femme obéissance à son mari. »
Code civil du Bas-Canada, 1885, Titre cinquième, chapitre 6, article 174.

séparation de corps en cas de refus de son mari de pourvoir à ses besoins²⁵ et les « époux peuvent réciproquement demander la séparation de corps pour excès, sévices et injures graves de l'un envers l'autre »²⁶.

2.1 Les associations de protection des femmes

Des voix se sont fait entendre, au Canada même, sur la question de la violence conjugale. Tout comme au Royaume-Uni et aux États-Unis, les associations de protection des femmes, recrutées essentiellement au sein des classes moyennes et bourgeoises²⁷, influencent le gouvernement pour qu'il adopte des peines qu'elles jugent plus appropriées aux chefs de famille violents. C'est notamment le cas de la *Woman's Christian Temperance Union (W.C.T.U)*, d'abord implantée à Picton, en Ontario, qui s'étend jusqu'au Québec en 1883²⁸. Sa mission est notamment de combattre la violence et l'intempérance. Pour ce faire, l'association préconise l'éducation des familles, c'est-à-dire la dénonciation de la production, de la

Le double standard est appliqué en matière de séparation et la femme est frappée de l'incapacité juridique, ce qui lui retire le droit de poursuite judiciaire, à moins d'une autorisation d'un juge.

Code civil du Bas-Canada, 1885, Titre sixième, chapitre 1, articles 187, 188.

Code civil du Bas-Canada, 1885, Titre cinquième, chapitre 6, articles 176, 178.

²⁵ Code civil du Bas-Canada, 1885, Titre sixième, chapitre 1, article 191.

²⁶ Code civil du Bas-Canada, 1885, Titre sixième, chapitre 1, article 189.

²⁷ Fernand Hébert, *La philanthropie et la violence maritale. Le cas de la Montreal Society for The Protection of Women and Children et de la Women's Christian Temperance Union of the Province of Quebec*, UQÀM, 1999, p. 118.

²⁸ *Id.*, p. 29.

distribution et de la consommation d'alcool. L'hébergement de femmes est parfois aussi possible, mais ce moyen ne semble pas privilégié²⁹.

La *Montreal Society for the Protection of Women and Children (M.S.P.W.C.)* est fondée en 1883. Inspirée par la *New York Society for the Prevention of the Cruelty to Children (NY.S.P.C.C.)*, elle a comme projet de départ la protection des enfants, mais c'est davantage sur celle des femmes que l'accent est mis³⁰. L'hébergement de conjointes maltraitées et des conseils légaux sont les principaux moyens mis de l'avant par la *M.S.P.W.C.* En outre, elle exerce des pressions sur les politiciens concernant la famille. Par exemple, en 1914, l'association propose que les maris emprisonnés reçoivent une rémunération pour leur travail à la prison, qui serait versée à leur famille³¹.

En 1898, l'association montréalaise, tout comme la *NY.S.P.C.C.* l'avait fait en 1874, se positionne ouvertement en faveur de la peine du fouet pour les maris brutaux. Cette solution, selon elle, pallierait à l'inefficacité apparente de la prison et éviterait l'appauvrissement de la famille engendré par l'emprisonnement du mari, comme Roosevelt l'avait dit³². Le secrétaire de l'association, M. Marshall, explique dans une lettre adressée au Procureur général de la province de Québec que l'emprisonnement de quelques mois n'a pas d'effets suffisants. Selon lui, la crainte

²⁹ *Id.*, p. 103-108.

³⁰ *Id.*, p. 19.

³¹ *Id.*, p. 89.

³² *Id.*, p. 90.

du fouet aura certainement un effet salulaire. Il croit aussi que ce châtiment est approprié au crime³³.

La *W.C.T.U.* est, de plus, en faveur du droit de vote des femmes afin que ces dernières puissent participer aux décisions qui les concernent. Elle réclame également une réforme du Code civil, notamment la règle du double standard en cas d'infidélité. Selon Hébert qui s'appuie sur les rapports annuels et procès-verbaux de l'association, cette dernière est en faveur des châtiments corporels pour les voies de fait sur épouses³⁴.

2.2 La peine du fouet à la Chambre des communes

La loi de 1909 ajoutant l'option du fouet pour les voies de fait sur les femmes a été précédée de deux propositions semblables. Bien que ces projets soient différents, ils permettent de comprendre le cheminement qui a mené au dépôt du projet de loi de 1909.

Après la discussion sur la peine du fouet au Royaume-Uni en 1882, et l'adoption d'une telle loi au Maryland la même année, un projet de loi sera discuté à la Chambre des communes du Canada en 1883. C'est également l'année de fondation de la M.S.P.W.C. au Canada, et donc d'une intensification du mouvement des

³³ Lettre de Marshall au Procureur général de la province de Québec, 5 janvier 1899, no 11568 (fournie par M-A Cliche).

³⁴ Hébert, *Op.cit.*, p. 10.

femmes. Le député ontarien John Fisher Wood présente le projet de loi. Cet avocat et instituteur, député conservateur de Brockville, entre 1882 et 1896, est très respecté, autant de ses collègues que de ses adversaires à la Chambre des communes³⁵.

Le projet qu'il soumet le 12 mars 1883 s'intitule : « Bill (No 81) amendant la loi criminelle et établissant certaines dispositions pour la punition de ceux qui sont trouvés coupables de mauvais traitements envers leurs femmes »³⁶. À la deuxième lecture, Thomas Robertson, d'Hamilton, explique davantage son contenu :

Ce bill est très court et très simple; mais il apporte un changement important à la loi criminelle, son but étant de punir par l'amende et l'emprisonnement les maris coupables de voies de fait sur leurs femmes, et de les condamner à la peine du fouet³⁷.

Toutefois, ce projet de loi ne dépasse pas le stade de la deuxième lecture. Il semble que ce ne soit qu'en 1908 que l'idée du fouet pour la protection des femmes refait surface.

³⁵ Lovell C. Clark, « WOOD, JOHN FISHER », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 12, Université Laval/University of Toronto, 2003, consulté le 25 nov. 2013, http://www.biographi.ca/fr/bio/wood_john_fisher_12F.html.

³⁶ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 12 mars 1883, vol.13, p. 170.

³⁷ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 20 mars 1883, vol.13, p. 305.

En 1908, vingt-cinq ans après ce premier projet de loi, ce châtiment revient dans l'actualité du parlement fédéral. C'est encore une fois un Ontarien, Edward Norman Lewis, député conservateur de Huron-Ouest, qui le présente en chambre. Le projet de loi 179 modifiant les dispositions du Code criminel concernant les attentats à la pudeur des femmes et des enfants, qu'il propose le 22 janvier 1908, rendrait obligatoire la peine du fouet dans les cas d'attentat à la pudeur :

Cette modification obligerait les magistrats à condamner à la peine du fouet celui qui aurait été convaincu d'un attentat de cette nature; aujourd'hui cette obligation n'est pas imposée aux magistrats³⁸.

Cette proposition, en plus de rendre obligatoire le fouet pour le crime d'attentat à la pudeur d'une femme, donnerait plus de latitude au juge pour la durée de l'emprisonnement. Ce projet est un peu différent de celui de 1883 en raison de la nature du crime, soit l'attentat à la pudeur. Cela dit, tout comme le premier projet, celui-ci sera bloqué en deuxième lecture à la chambre.

Toutefois, un mois plus tard, un dénommé Plouffe est condamné à un an de prison et huit coups de fouet par le juge Piché, pour grossière indécence sur des enfants. Un journaliste pose d'ailleurs la question au public à savoir si cette peine a toujours sa place dans le système de justice canadien :

³⁸ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 22 janvier 1908, vol.82, p. 1735.

Puisque c'est l'opinion publique qui fait les lois, il serait à propos de connaître ce qu'elle pense du maintien de ce supplice du fouet dans notre système de justice pénale. {...} Nous soumettons ce grave problème à nos lecteurs. {...} Nous le répétons, nous croyons à propos de connaître l'opinion publique sur la peine du fouet³⁹.

Aylesworth, le ministre de la Justice, malgré un grand nombre de requêtes de clémence (entre autres de citoyens et de gardiens de prison), refuse d'épargner le fouet à Plouffe, l'année suivante⁴⁰. Il s'agit bel et bien d'une préoccupation sociale. Avec la proposition du projet de loi 179 et une condamnation, on voit bien que la question du fouet est dans l'air au Canada.

Comme nous avons vu, des éléments contextuels structurels et conjoncturels peuvent expliquer la discussion sur le fouet pour la violence conjugale à la Chambre des communes, mais quels sont les arguments qui ont décidé les députés d'adopter cette proposition?

2.2.1 La loi de 1909 modifiant le Code criminel

Les débats de la Chambre des communes autour de ce projet de loi sont évidemment essentiels pour déterminer les raisons de son adoption. Il est clair que la crainte du désordre urbain, au début du XXe siècle, semble jouer un rôle important dans les préoccupations politiques. Le Code criminel prévoyait déjà la peine du fouet pour

³⁹ « La peine du fouet à la prison de Montréal », *La Patrie*, 21 février 1908, p. 1.

⁴⁰ « La peine du fouet », *La Presse*, 2 février 1909, p. 1.

des crimes de nature sexuelle. D'autre part, la violence sur autrui était punie par l'emprisonnement sans le fouet (articles 291 et 295). En 1909, voici comment le libéral Robert Bickerdike présente le problème, souhaitant ajouter la peine du fouet à un plus grand nombre de crimes⁴¹ :

Comme je l'ai déjà dit en déposant ce bill, mon but est d'autoriser l'application de la peine du fouet dans un plus grand nombre de cas.

Le premier article vise ceux qui portent des armes offensives et en font usage à la plus légère provocation. L'article 2 vise ceux qui se livrent à des voies de fait sur les femmes; il est ainsi conçu :

Est coupable d'un acte criminel et passible de trois ans d'emprisonnement et du fouet quiconque se livre à des voies de fait sur sa femme ou quelque autre personne du sexe, lui occasionnant effectivement par là des blessures corporelles.

Le bill prescrit les mêmes peines à l'égard de quiconque se rend coupable de vol; et l'article 4 vise les voies de fait ayant le vol pour mobile – le vol de grand chemin. Je considère qu'en chacun de ces cas il devrait être loisible au juge de condamner le délinquant à la peine du fouet de même qu'à l'emprisonnement⁴².

La partie qui nous intéresse est bien sûr l'article 2 du projet de loi. Les libéraux étant fortement majoritaires (presque les deux tiers des sièges) au parlement, il n'est pas étonnant que cette proposition soit adoptée. Elle sera tout de même amendée de sorte que le temps d'emprisonnement soit limité à deux ans. Le projet de loi 4 sera fusionné au bill 148 modifiant plusieurs articles du Code criminel, proposé par le ministre de la Justice Aylesworth. Sa troisième lecture et son adoption se font le 15 mai 1909. Le projet est alors soumis au Sénat, qui suggère quelques modifications

⁴¹ Il est par ailleurs important de rappeler que des articles de loi, voies de fait et lésions (291 et 295), punissaient déjà la violence sur autrui d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans, mais sans possibilité de fouet.

⁴² Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 4 février 1909, vol.89, p. 584-585.

(aucune relative à l'article 292). La Chambre des communes accepte ces changements et la loi reçoit la sanction royale le 19 mai 1909.

La peine de fouet est maintenant possible pour un plus grand nombre de crimes : port illégal d'armes, vol à main armée et attaque avec intention de vol. Mais surtout, un troisième paragraphe est ajouté à l'article 292 du Code criminel canadien, stipulant qu'il est laissé à la discrétion des juges d'imposer ou non le fouet pour les hommes coupables de voies de fait sur une femme et que la durée maximale d'emprisonnement pour ce crime est de deux ans. L'article 292 stipule que :

Est coupable d'un acte criminel et passible de deux ans d'emprisonnement, et d'être fouetté, celui qui :

- a) Attente à la pudeur d'une femme ou fille; ou
- b) Fait quelque chose à une femme ou fille, de son consentement, qui, sans ce consentement, constituerait un attentat à la pudeur, si ce consentement est obtenu par de fausses et frauduleuses représentations quant à la nature et au caractère de l'acte; ou
- c) Se livre à des voies de fait sur son épouse ou toute autre femme ou fille et la bat, et lui cause par là des blessures corporelles⁴³.

Un élément de procédure important accompagne cet article. L'article 773 du Code criminel stipule que l'accusé visé par l'article 292c a le choix d'un procès devant jury ou d'une procédure sommaire devant le juge. Soulignons au passage qu'une accusation selon l'article 295 (voies de fait contre un citoyen quelconque), qui ne prévoit pas la peine de fouet, ne permet pas ce choix et la procédure se déroule nécessairement par voies sommaires.

⁴³ Code criminel, Statuts du Canada, 1909, chapitre 36, article 292c.

2.2.2 La présentation du projet de loi

La discussion sur le projet de loi, avant son adoption en 1909, totalise un peu plus de quinze pages dans le compte rendu officiel des débats. Les désaccords portent essentiellement sur la nécessité ou non d'ajouter la peine du fouet pour un plus grand nombre de crimes. La perception d'une augmentation du nombre de cas de violence conjugale est très rarement contestée. C'est pourquoi l'adoption de nouvelles mesures pour combattre ce crime semble aller de soi. C'est le choix du moyen, dans ce cas-ci, le fouet, qui est discuté : pour quels crimes et à qui l'appliquera-t-on? Voyons d'abord les arguments de ceux qui sont en faveur de la proposition.

C'est le député de Saint-Laurent (Montréal), Robert Bickerdike, qui propose le projet de loi. Cet homme né à Kingston, en Ontario, a grandi sur une ferme de Beauharnois, au Québec, et est devenu boucher, avant de migrer vers le milieu des assurances. Il cumule quelques expériences en politique municipale, puis, en 1897, il remporte le comté de Montréal no 5 sur la scène provinciale en tant que libéral. Trois ans plus tard, il est élu pour la première fois dans Saint-Laurent comme député fédéral à la Chambre des communes d'Ottawa, toujours affilié au Parti libéral. Il évoluera aux côtés de Wilfrid Laurier jusqu'en 1917, alors que leur désaccord sur la conscription le pousse à quitter ses fonctions.

Cet homme qu'on disait intègre s'est vivement opposé à la peine capitale, châtiment qu'il trouvait injuste (car plus souvent appliqué aux pauvres) et honteux pour une nation civilisée. Il préside, à partir de sa fondation en 1919, *l'Association pour le bien-être des prisonniers*⁴⁴. Bickerdike, des années plus tôt, faisait déjà partie de

⁴⁴Jack Jedwab, « BICKERDIKE, ROBERT », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 15, Université Laval/University of Toronto, 2003-, consulté le 25 nov. 2013, http://www.biographi.ca/fr/bio/bickerdike_robert_15F.html.

regroupements semblables, comme la *National Prison Reform Association* ⁴⁵. Cette association s'opposait à la peine capitale, aidait les ex-détenus à trouver un travail, et portait également assistance aux familles des prisonniers. En observant ce personnage, sa proposition de punir du fouet les époux brutaux est étonnante. Une partie de l'explication se trouve peut-être dans cette intervention en chambre:

on rencontre des individus qui battent leur femme à l'automne, pour être confortablement logés en prison, pendant les six mois d'hiver. Il faudrait appliquer le fouet, et sans ménagement, à cette classe de délinquants. Au lieu de condamner à six mois de prison un homme qui bat sa femme, je préférerais l'enfermer durant un mois et lui appliquer trente coups de fouet. Après cette correction, il ne serait plus tenté de battre sa femme. Cette classe de criminels redoute plus le fouet que la corde et je crois que si nous faisons un usage plus fréquent du fouet nous aurions moins souvent à recourir à la corde⁴⁶.

Ces propos semblent refléter l'opinion déjà exprimée par Roosevelt (voir p. 37). Comme lui, Bickerdike cherche un moyen de punir le coupable tout en évitant de pénaliser aussi sa famille. De plus, il distingue une « classe de délinquants »: des maris brutaux calculateurs qui choisissent la prison pour échapper à leur devoir de pourvoyeur. La prison est pour Bickerdike une institution de réforme et doit s'adresser aux « vrais criminels », pas à cette classe de délinquants. C'est pourquoi les délinquants qui commettent un crime pour profiter du gîte de la prison en hiver devraient plutôt être fouettés puisque la prison n'est pas un moyen de réforme pour eux. Il affirme d'ailleurs que la peine capitale serait moins fréquente avec la présence du fouet pour les cas de violence maritale, démontrant sa foi à la vertu réformatrice des châtiments corporels. Il est très clair, dans sa proposition, que le

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 25 janvier 1909, vol.89, p. 96.

fouet est laissé à la discrétion du juge⁴⁷. Il ne semble pas souhaiter le fouet systématique pour la violence conjugale, mais plutôt pour une « classe » de délinquants. Sa proposition de départ (trois ans d'emprisonnement) est conforme avec ses intentions de réforme. Il devait véritablement croire aux vertus de réforme du fouet au pénitencier, prévu pour un emprisonnement prolongé qui laisse le temps aux détenus de changer. La prison commune est utilisée pour les petits crimes et les détenus y sont pour un maximum de deux ans. Finalement, comme d'autres le feront, il remarque que ce type de criminalité (vol et violence conjugale) est présent dans les grandes villes, particulièrement à Montréal⁴⁸.

Le député conservateur Lewis, de Huron-Ouest (Ontario), qui avait d'ailleurs proposé le projet de loi de 1908, appuie Bickerdike. Il considère que la violence envers les femmes est un problème de plus en plus fréquent qu'il faut enrayer, et la ligne dure est la seule méthode qui aura un effet sur ce genre de criminels. Les futurs problèmes d'application (par exemple un gardien qui refuserait d'infliger la peine) ne sont pour lui qu'un simple détail qui ne constitue pas un enjeu du débat. Il argumente même que ces considérations s'appliquent aussi pour la peine capitale et l'abolition de cette peine est présentée comme une absurdité⁴⁹.

Le député conservateur Northrup, de Hastings-Est (Ontario), appuie lui aussi la proposition. Il est d'accord avec Lewis sur le fait que les peines en place sont

⁴⁷ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 4 février 1909, vol.89, p. 585.

⁴⁸ *Id.*, p. 96.

⁴⁹ *Id.*, p. 589.

insuffisantes et que les punitions corporelles représentent le moyen le plus sûr d'enrayer ce crime. Il étoffe davantage sur deux points. D'abord, il conçoit bien que le fouet est avilissant, mais puisqu'il s'adresse à des hommes qui ont brisé leur parole de protéger leur épouse, les notions de civilité ne tiennent pas. Il est convaincu de l'efficacité du châtiment corporel qui, selon lui, « amènera [ces criminels] à faire leur devoir ». Il considère aussi que la meilleure manière de protéger la victime est d'appliquer le fouet à l'agresseur. Il désire que la protection de la victime soit mise de l'avant et croit que la prison fait l'affaire de certains « fainéants » qui n'ont pas de considération pour les difficultés économiques que leur famille subira lors de leur emprisonnement, comme le président Roosevelt le mentionnait en 1904⁵⁰.

Le député conservateur Crosby, pour sa part, appuie le projet libéral. Il considère que la conjointe maltraitée est coincée dans une situation dont elle ne peut sortir gagnante, et que sa situation n'a rien à voir avec celle de l'homme battu qui n'a qu'à quitter le foyer. Voici ce qu'il affirme :

Elle doit rester constamment à la maison et fréquemment endurer des mauvais traitements afin de prendre soin de ses enfants. L'homme qu'on veut punir est celui qui souvent importune et persécute cette femme, la dérange, elle et sa famille, et mange les aliments qu'elle s'était procurés pour ses enfants grâce à une rude journée de travail⁵¹.

Laurier ajoute quelques mots pour appuyer le projet de loi de son collègue. Il croit, comme d'autres, que le châtiment du fouet est proportionnel au crime de la violence

⁵⁰ *Id.*, p. 589-90.

⁵¹ *Id.*, p. 595.

conjugale. Aussi, il argumente en citant l'exemple de l'application du fouet pour le crime de strangulation en Angleterre, en 1862. Il semble donc être convaincu de l'efficacité de ce moyen⁵². Pourtant, comme nous l'avons vu, les effets de cette loi de 1862 étaient déjà contestés depuis plusieurs années au Royaume-Uni⁵³.

Allen Bristol Aylesworth, député de York-Nord, en Ontario, est simultanément ministre des Postes et du Travail, de 1905 à 1906 sous le gouvernement libéral de Wilfrid Laurier. Il devient ensuite ministre de la Justice jusqu'en 1911⁵⁴. Personnage clef sur la question de la peine du fouet, sa longue allocution représente environ le quart de la discussion. Il mentionne, à deux reprises, qu'il exprime son opinion personnelle de député⁵⁵. Toutefois, en tant que ministre de la Justice, il se conformera à la décision de la Chambre. Il considère, comme l'extrait suivant le démontre, le fouet avilissant:

En principe, je suis opposé à la flagellation en tant que moyen de punir les criminels, la considérant comme un reliquat des âges primitifs, où on ne connaissait d'autre loi que celle du talion, qui voulait œil pour œil, dent pour dent, vie pour vie⁵⁶.

⁵² *Id.*, p. 591.

⁵³ Royaume-Uni, «Hansard », *Chambre des communes*, Westminster, 14 juin 1875, vol. 224, no 1854.

⁵⁴ PARLEMENT DU CANADA, *PARLINFO*,
<http://www.parl.gc.ca/Parlinfo/Files/Parliamentarian.aspx?Item=f086f57f-8342-4b2e-819a-37713991d665&Language=F> (site consulté le 15 août 2014).

⁵⁵ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 4 février 1909, vol.89, p. 585, 589.

⁵⁶ *Id.*, p. 585.

Il trouve ce châtement trop violent, alors que d'autres méthodes existent pour corriger les prisonniers, comme la palette ou le jet d'eau qui ne laissent pas de marque sur le corps⁵⁷. Ces moyens, selon lui, sont d'ailleurs privilégiés comme mesures disciplinaires, au détriment du fouet. Il anticipe également de « graves obstacles »⁵⁸ dans la mise en pratique de cette peine. Ce qui lui semble le plus inquiétant est que la responsabilité d'attribution de la peine retombe sur les épaules des directeurs et gardiens de prison. La première question qui se pose est celle-ci :

qui doit infliger le châtement? Après avoir condamné le délinquant à tant de mois ou tant d'années d'emprisonnement, le juge ajoute, -sans sembler y attacher d'importance, pour ainsi dire- que le prisonnier sera fouetté une fois, deux fois, et peut-être même trois fois pendant qu'il purgera sa peine. Le tribunal s'en tient à cela; il ne donne aucune instruction, et c'est aux fonctionnaires qu'il appartient d'appliquer la sentence. Le prisonnier est enfermé dans une prison ou un pénitencier, et c'est le directeur de l'institution qui porte toute la responsabilité de l'exécution de la sentence⁵⁹.

De plus, un gardien mécontent de flageller un détenu, en ne faisant pas preuve de vigueur, peut transformer cette peine en comédie. Il s'inquiète également des effets moraux sur les gardiens de prison, désignés pour l'occasion comme bourreaux⁶⁰, qui n'ont pas choisi leur métier dans l'intention de pratiquer ce genre de méthodes⁶¹.

⁵⁷ *Id.*, p. 587.

⁵⁸ *Id.*, p. 585.

⁵⁹ *Id.*, p. 586.

⁶⁰ Effectivement, un gardien de prison est désigné pour faire office de bourreau, comme nous l'indique un article de *La Presse*, en 1909, juste avant le dépôt de la loi.
« La peine du fouet », *La Presse*, 2 février 1909, p. 1.

⁶¹ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 4 février 1909, vol.89, p. 586.

Le projet de loi comprend quatre infractions pour lesquels le fouet serait ajouté. Le ministre de la Justice s'oppose à trois d'entre eux : port illégal d'armes, vol à main armée et attaque avec intention de vol⁶². Il reconnaît, tout comme Laurier, que le fouet a été un moyen efficace, en Angleterre, contre les assassinats par strangulation. Toutefois, la situation au Canada ne justifie pas, selon lui, une telle mesure pour ces trois crimes. Bien que les vols soient plus fréquents à Montréal que n'importe où ailleurs au pays, selon lui, aucune recommandation des magistrats n'a été faite afin d'adopter des mesures draconiennes⁶³. Bref, le ministre de la Justice Aylesworth ne souhaite pas de modification au code criminel pour ces trois infractions. En ce qui concerne, la violence envers les femmes il faut toutefois faire une exception (la fiabilité de la traduction française étant douteuse, voici un extrait en anglais du débat) :

There remains the offence of assault and battery where a woman is the victim of it, and in this regard I will admit that the application of the law of retaliation (because it simply comes to that) is more justifiable because the apparent fitness of things seems to make it more proper, or less improper, to demand whipping as a part of the punishment than any of the other instances that my hon. friend has selected in the measure now under consideration⁶⁴.

C'est ce qui termine sa première et principale intervention. Ses autres interventions au sujet du projet de loi concernent plutôt la procédure judiciaire à suivre. À ce moment de la discussion du projet de loi, il s'agit essentiellement d'ajouter un

⁶² *Id.*, p. 587-588.

⁶³ *Id.*, p. 588.

⁶⁴ Parlement du Canada, « *House of Commons Debates* », *Chambre des communes*, Ottawa, 4 février 1909, p. 560.

paragraphe à un article du Code criminel déjà existant. Aylesworth suggère de simplement ajouter un paragraphe relatif à la violence conjugale à l'article 292 déjà existant qui stipule déjà deux ans d'emprisonnement et la possibilité du fouet pour certains crimes.

2.2.3 L'opposition au projet de loi

Maddin, député conservateur de Cap-Breton-Sud (Nouvelle-Écosse) est en principe contre le fouet. Outre l'argument de la barbarie, il souligne le fait que l'attentat à la pudeur est déjà punissable du fouet dans le Code criminel. Visiblement, cela semble suffisant pour lui. Selon le projet de loi à l'étude, l'accusation pourrait être jugée par procès sommaire et, selon Maddin, ces procédures sont très arbitraires. Il est intéressant de lire que, comme Bickerdike, il distingue l'institution de la prison commune de celle du pénitencier. Il croit que les autorités de la première sont mal préparées pour appliquer un tel châtiment.

La tâche n'incombera pas au préfet du pénitencier, mais au gardien de la prison commune et au shérif de la municipalité. Or, je soumets que ce sont des gens qui ont beaucoup de savoir vivre et de délicatesse, et il leur répugnerait infiniment d'appliquer des coups de fouet sur le dos de l'un de leurs semblables⁶⁵.

Même les juges, selon lui, pourraient répugner à l'idée d'imposer cette peine et ainsi, pourraient éviter de l'appliquer. Il conclut cet argument en disant qu'une loi non appliquée ferait perdre de la crédibilité au système de justice. De plus, il affirme que

⁶⁵ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 4 février 1909, vol.89, p. 593.

les experts qui écrivent dans les revues légales sont généralement contre cette mesure. Toutefois, si *The Law Magazine* du Royaume-Uni lui donne raison⁶⁶, les *Medico-Legal Journal* et *Journal of the American Institute of Criminal Law and Criminology*⁶⁷ des États-Unis le contredisent.

Beuparlant, représentant libéral de Saint-Hyacinthe est également contre le fouet au nom du progrès. Il considère que l'adoption de ce projet de loi serait un recul historique. Comme Maddin, l'existence des punitions corporelles dans leur forme actuelle, dont l'attentat à la pudeur, est, pour lui, déjà suffisante. Il insiste aussi sur le fait que ce moyen ne fera du prisonnier qu'un ennemi irréconciliable de la société. Plutôt que de corriger un comportement, il croit que le fouet retirera toute envie aux détenus de devenir d'honnêtes citoyens. De plus, ce châtiment, dégradant à ses yeux, rejaillira sur la famille du condamné. Il donne l'exemple du frère et de deux neveux d'un homme ayant été pendu. Ces hommes, pourtant innocents, se sont à ce point fait harceler qu'ils ont dû quitter leur emploi et l'un d'eux est carrément devenu criminel à son tour⁶⁸. Le châtiment, dans ce cas, a littéralement eu l'effet contraire de ce qui est recherché par le système pénal qui est de réduire la criminalité en réformant le criminel.

⁶⁶ Royaume-Uni, «Hansard», *Chambre des communes*, Westminster, 14 juin 1875, vol. 224, no 1857-1858.

⁶⁷ Pleck, *op.cit.*, p. 250-251.

⁶⁸ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 4 février 1909, vol.89, p. 591-593.

Finalement, si le député Nantel, représentant conservateur de Terrebonne (Québec), est pour la peine de mort, il est totalement opposé aux punitions corporelles. Il évoque, lui aussi, leur caractère barbare et, en plus de ne pas être convaincu de l'urgence de la situation, à Montréal, il ne croit pas que la faute soit assez grave pour justifier un tel moyen⁶⁹.

2.2.4 Voies de fait sur « sa » femme ou sur « une » femme?

La proposition de Bickerdike référerait aux voies de fait sur « une » femme, pas nécessairement sur l'épouse. Il précise d'ailleurs sa pensée durant le débat : « je suis d'avis qu'un homme est aussi coupable, s'il ne l'est pas plus, lorsqu'il bat la femme d'un autre que lorsqu'il bat la sienne. »⁷⁰. Le ministre Aylesworth renchérit sur cette idée lorsqu'il réfère aux possibles abus d'un père⁷¹. Toutefois, le député Edward Arthur Lancaster, représentant conservateur de Lincoln, est plutôt d'avis que seulement l'épouse devrait faire l'objet de cette modification du Code criminel: « De plus, le mari jure de protéger sa femme, mais il ne s'engage pas à protéger les autres. »⁷². Puisqu'il considère qu'une voie de fait sur son épouse est une infraction plus grave que sur une autre femme, il croit que le fouet devrait être applicable uniquement pour le premier cas. Il fait donc une proposition d'amendement au projet de loi afin de limiter l'application de la peine du fouet à la seule violence conjugale. À l'évidence, c'est la protection du mariage qui est au cœur de la question, puisque

⁶⁹ *Id.*, p. 595.

⁷⁰ *Id.*, p. 597.

⁷¹ *Id.*, p. 589.

⁷² *Id.*, p. 597.

les hommes ont la responsabilité de subvenir aux besoins de leur famille. Suite à un vote (71 pour toutes les femmes et 62 seulement sur l'épouse), cet amendement est toutefois rejeté⁷³. Cela dit, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, les juges n'appliqueront en pratique cette peine qu'aux maris brutaux.

2.2.5 Les hommes maltraités

Une autre question périphérique, qui nous renseigne sur l'esprit du projet de loi, est abordée lors du débat de 1909. Le problème des hommes battus par leur femme est soulevé par le député Maddin de manière rhétorique : pourquoi la chambre, qui s'opposerait à la peine du fouet pour les femmes qui battraient leur époux, accepterait-elle le projet de loi⁷⁴? Bickerdike répond, en parlant du sort des maris battus: « Je dirais que c'est bien fait. »⁷⁵. Le député Crosby, quant à lui, rappelle la nature économique du mariage. Les hommes ne sont pas dépendants, financièrement, de leur famille. Il n'en est pas de même pour les femmes qui se trouvent souvent dans l'obligation de rester au foyer et d'endurer la situation⁷⁶. Un troisième et dernier député, Lancaster, se prononce sur cette question. Comme les autres, il considère que ce n'est pas un réel problème, car de toute manière, il ne croit pas que beaucoup de femmes puissent faire vraiment mal à leur conjoint⁷⁷. Plus

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Id.*, p. 594.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Id.*, p. 595.

⁷⁷ *Id.*, p. 596.

largement, les hommes n'ont donc besoin d'aucune protection légale. Cette façon de voir est logique dans un mode de pensée patriarcal où la famille dépend du père de famille et non l'inverse.

2.3 Le Sénat

Une fois le projet de loi adopté à la Chambre des communes, il est déposé au Sénat. C'est suite à la deuxième lecture que la discussion en comité général a lieu, le 18 mai 1909. Le sénateur conservateur William Owens et les libéraux Thomas Osborne Davis, Lawrence Geoffrey Power, Raoul Dandurand, John Valentine Ellis et Frédéric Liguori Béique se sont prononcés sur la modification de l'article 292 qui leur est présentée comme suit :

Article 292.-Ajouter au dit article l'alinéa suivant :

c) se livre à des voies de fait contre sa femme ou toute autre personne du sexe féminin et la bat et lui cause par là des blessures corporelles.⁷⁸

Les sénateurs, bien que la discussion soit beaucoup plus brève (environ deux pages) qu'à la Chambre des communes, semblent avoir des préoccupations semblables à celles des députés. En fait, les mêmes sujets sont abordés : les hommes battus, la protection des femmes, la discrétion accordée aux juges, etc. On craint aussi le chantage entre époux. Le sénateur William Owens argumente par exemple que le fouet est plus efficace que l'emprisonnement (qu'il trouve d'ailleurs un peu trop

⁷⁸ Parlement du Canada, « *Débats du Sénat du Canada* », Sénat, Ottawa, 18 mai 1909, p. 732.

long dans le projet proposé) pour les individus de cette « nature »⁷⁹. Il ne s'agit pas de remarques nouvelles par rapport aux précédentes des députés.

Toutefois, deux sénateurs s'opposent au projet de loi dans sa présente forme. Effectivement, le sénateur Lawrence Geoffrey Power croit que le projet va trop loin et qu'une simple querelle pourrait mener un mari en prison et à recevoir la flagellation.

Vous pouvez vous imaginer aisément que, quelquefois, le mari et la femme peuvent se quereller. Dans ce cas, s'il arrive au mari de donner le plus léger soufflet à sa femme, il est passible d'un emprisonnement de deux ans et du supplice du fouet. Les maris, sans doute, doivent traiter convenablement leurs femmes, et le code criminel contient diverses dispositions contre le mari qui maltraite sa femme; mais le présent article pousse les choses bien trop loin en décrétant que, pour la plus légère voie de fait, le mari sera passible de l'amende infligée par le présent article⁸⁰.

Il propose donc l'ajout du mot « graves » après « blessures corporelles », de façon à distinguer ce qu'il considère être la violence excessive des simples querelles entre époux. Il ne tient pas à ce que les disputes qu'il juge probablement anodines soient soumises à la possibilité du fouet. Ce sous-amendement est toutefois rejeté. De son côté, le sénateur John Valentine Ellis s'oppose encore plus catégoriquement à cet article du projet de loi 148. Il croit que ceux qui supportent le projet de loi sont simplement avides de sang et que le châtimement est beaucoup trop déshonorant. Ce déshonneur se transposant sur la famille entière, croit-il, il pourrait pousser la femme

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *Ibid.*

à quitter son mari, augmentant ainsi le nombre de divorces⁸¹. Au final, le projet de loi sera adopté tel qu'il avait été formulé par la chambre.

Conclusion

Avec l'ajout du nouvel article 292c, qui punit les voies de fait et lésions contre une épouse ou une autre femme d'une peine d'emprisonnement et d'une peine facultative du fouet, on a voulu distinguer la violence en général de celle faite aux femmes. On peut donc déduire que le législateur perçoit deux problématiques différentes ayant, logiquement, des solutions différentes. Le fouet, à ses yeux, est le moyen qui aura le meilleur effet pour un problème spécifique. La perception d'une classe de criminels calculateurs et sans honneur, choisissant la prison pour échapper à leur rôle naturel de pourvoyeur, est prédominante. D'ailleurs, jamais le législateur n'a pensé qu'une solution adéquate à la violence conjugale serait l'indépendance économique de la femme, dans ce cas, victime. On considère les maris violents comme des gens qui passent quelque temps en prison, sans y rester nécessairement assez longtemps pour entreprendre un processus de réforme. On comprend mieux, suivant cette perspective, qu'on cherche une alternative à l'emprisonnement.

Du débat autour de l'adoption de l'article 292c, on peut alors dégager grosso modo deux opinions : celle des opposants, horrifiés par l'aspect barbare du châtiment et celle des partisans, qui y voient le seul châtiment approprié « à une certaine classe de brutes », en même temps qu'une façon de ne pas priver la famille de son pourvoyeur. La majorité finit par imposer son point de vue : le fouet, dans les cas les

⁸¹ *Id.*, p. 733.

plus graves seulement, en laissant aux juges le soin d'apprécier la gravité des offenses. Comment ceux-ci s'acquitteront-ils de leur tâche?

CHAPITRE III

L'APPLICATION DE L'ARTICLE 292c

Les débats autour de la loi de 1909 nous permettront de mieux comprendre les cas pour lesquels elle a été appliquée. Il peut évidemment y avoir une différence entre les visées et l'esprit de la loi de ses promoteurs et son application concrète. Cela fera l'objet du sujet du présent chapitre : de quelle manière le fouet, en vertu de l'article 292 (c) a-t-il été mis en pratique, au Québec, principalement dans le district judiciaire de Montréal? Le choix de cette zone géographique s'explique d'abord par le poids démographique de Montréal¹ et sa diversité culturelle, comparativement aux autres régions du Québec. De plus, aux yeux des parlementaires eux-mêmes, c'est avant tout pour s'attaquer à la violence dans la métropole industrielle du Canada que le projet de loi est adopté.

Certaines périodes contenues entre 1909 et 1955 ont une importance particulière pour notre sujet. Comme nous avons vu, au tournant et au début du siècle, le Québec est en pleine phase d'industrialisation. Il s'agit d'une période de changements, donc d'instabilité. C'est dans ce contexte que l'adoption de la loi modifiant le Code

¹ En 1901, la population de l'île de Montréal correspondait à 22% de celle du Québec. Cette proportion s'élève à 33% en 1951.

Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain : De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1979, p. 63, 31.

Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 196, 260.

criminel se fait, en 1909. À partir de 1921, au Québec, la population devient majoritairement urbaine (51,8%), une donnée qui confirme les changements entamés par l'industrialisation. Globalement, les trois premières décennies du XXe siècle sont une période de prospérité. La Crise, en 1929, change tout.

C'est d'ailleurs la décennie de crise qui compte le plus de peines de fouet pour des causes de violence conjugale (9 sur 17). Sans y voir un lien de causalité, il y a probablement une corrélation. L'intensification du stress de la vie quotidienne crée certainement des situations propices à la violence maritale. Comme le souligne, en 1935, un curé dans sa correspondance avec le procureur général du Québec, au sujet d'un cas de violence familiale, le manque de travail, la pauvreté et la misère « exaspèrent le mari »². La Deuxième Guerre mondiale et la période d'après-guerre ramènent la prospérité et d'ailleurs, un seul homme coupable de violence sur une femme sera condamné au fouet (Harvey B., en 1946) après 1945.

Les diverses réactions des femmes à la violence conjugale sont un aspect contextuel essentiel à la compréhension du cadre d'application de la loi. Elles constituent la première partie du chapitre. La seconde partie touchera justement l'application concrète de la peine de fouet pour voies de fait sur une femme : les causes, la magistrature et les facteurs aggravants. Nous tenterons de rendre justice à la complexité des enjeux, tout en dégagant des tendances qui nous permettent d'expliquer l'évolution de l'application de la loi.

² *Correspondance du procureur général*, 8110-38, no 2208, Documents civils et criminels, 20 mars 1935, Archives nationales du Québec à Québec, (fourni par M-A Cliche).

1. Les réactions des femmes à la violence conjugale

L'autorité patriarcale du mari est bien implantée au début du XXe siècle. L'Église catholique, au Québec, maintient cette inégalité, c'est-à-dire la subordination des femmes tout en recommandant aux maris de bien aimer leur femme. Bien que la violence conjugale semble être un phénomène répandu, la situation de chaque famille est évidemment différente. Conséquemment, la réaction des femmes qui subissent ces mauvais traitements est variée. Sans avoir la prétention de faire une analyse approfondie, quelques réactions possibles ou fréquentes à cette triste réalité peuvent être esquissées. Cela permettra de mieux comprendre le choix des femmes (ou de leur entourage³) qui retiendra notre attention, c'est-à-dire le dépôt d'une plainte officielle aux autorités légales.

1.1 La résignation ou la soumission

L'idée de la soumission de l'épouse à son mari n'est évidemment pas nouvelle. Saint Augustin écrivait ceci à propos de sa mère: « son mari, à qui elle se soumettait, bien que valant mieux que lui, parce que en cela encore elle vous était soumise, à Vous qui voulez que la femme obéisse à son mari. »⁴. Il explique aussi que celles qui se soumettent à leur mari, comme sa mère, ne se feront pas maltraiter : « Elle savait, quand il s'emportait, ne lui opposer ni actes ni même paroles. ». Elle conseillait à ses amies de faire de même : « Celles qui s'y conformaient, expérience faite, la [sa mère]

³ La plainte peut être aussi portée par un voisin ou la Société de protection des femmes et des enfants.

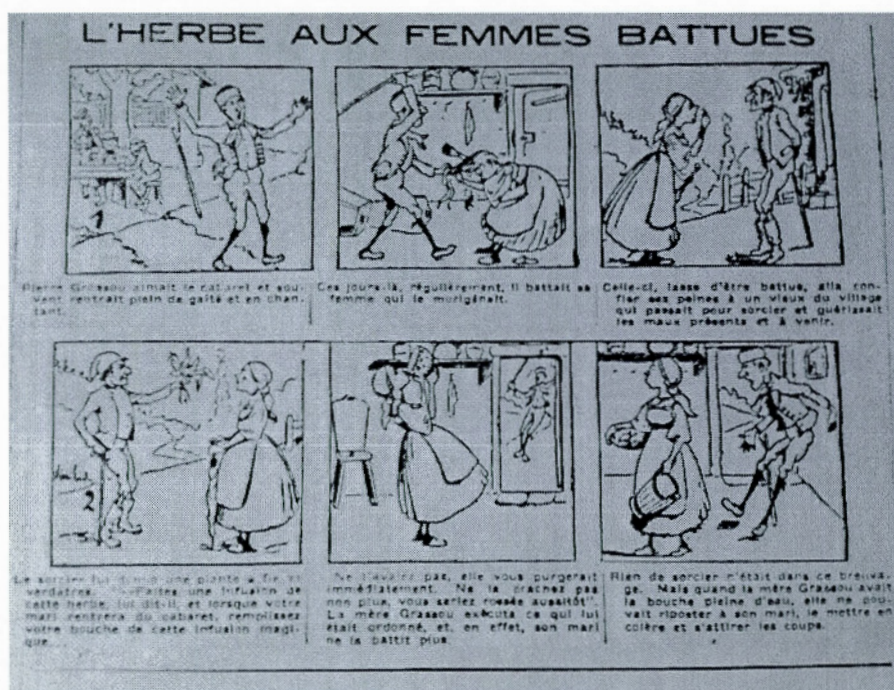
« Pour les femmes et les enfants », *La Presse*, 19 septembre 1910, p. 13.

⁴ Saint Augustin, *Les confessions*, Paris, Flammarion, 2008, présentation par Roger-Pol Droit, traduction par Joseph Trabucco, livre premier, chapitre XI, p. 19.

remerciaient; les autres continuaient à subir humiliations et sévices. »⁵. On voit bien qu'il est suggéré, entre autres pour le bien de l'épouse, de se conformer et se soumettre aux volontés du mari, comme le prescrit la volonté divine.

L'encouragement de ce comportement soumis a traversé les âges. En effet, l'obéissance de l'épouse correspondait très bien à la société patriarcale canadienne du début du XXe siècle, comme nous le montre la caricature ci-dessous, publiée dans *La Presse* en 1916. En résumé, l'épouse qui se tait ne se fera plus battre, exactement ne Saint Augustin le suggérait des siècles plus tôt.

Figure 3.1 : L'herbe aux femmes battues



Source : « L'herbe aux femmes battues », *La Presse*, 17 juin 1916, p. 6.

⁵ *Id.*, livre neuvième, chapitre IX, p. 222-223.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que plusieurs de celles qui subissent la violence conjugale se résignent à leur sort. La peur d'un scandale qui aurait pu nuire à la femme, en lui attribuant la réputation de mauvaise épouse, peut en partie expliquer cette attitude. Le peu d'espoir de voir la situation s'améliorer, après une dénonciation, est peut-être une autre raison. La romancière québécoise Claire Martin (1914-2014), dans son récit autobiographique *La joue gauche*⁶, témoigne de cette situation. Elle décrit une vie familiale dont le quotidien est imprégné de violence. Un jour, sa mère n'en peut plus et elle se confie à son frère et au conjoint de sa mère qui, à leur tour, en discutent avec le patron de son mari. Ce dernier est alors envoyé travailler à la baie d'Hudson. Cette séparation durera deux ans. Après leur réunification la violence reprend. Pourtant, la mère de Claire Martin ne tentera jamais autre chose pour le quitter⁷. Comme d'autres, elle s'est finalement résignée. Les parents de Claire Martin ont vécu une séparation de fait, sans passer devant les tribunaux. D'autres époux entamaient des procédures judiciaires pour obtenir une séparation légale de corps et de biens.

1.2 La séparation légale

Une séparation de fait comme celle des époux Martin pouvait être une alternative à la vie conjugale. D'autres femmes préféraient entamer des démarches juridiques pour

⁶ Claire Martin, *Dans un gant de fer 1 : La joue gauche*, Ottawa, Cercle du livre de France, 1965, 235p.

⁷ *Id.*, p. 16, 28-29.

obtenir une séparation légale de corps et de bien⁸. Les travaux de Marie-Aimée Cliche ont montré que certaines femmes victimes d'abus entament des démarches juridiques. Effectivement, parmi son analyse de 253 procès en séparation de corps, entre 1795 et 1879, la violence conjugale est mentionnée dans 80% des cas. De 1900 à 1930, encore, 62% des femmes qui demandent la séparation (et 14% des maris) se plaignent de la violence physique de leur conjoint.⁹ Le Québec est particulièrement propice à cette solution, puisque le divorce, qui exige comme dans les autres provinces l'adoption d'une loi spéciale du parlement fédéral, est non seulement onéreux, mais est également interdit par l'Église catholique¹⁰. Ce type de séparation survient souvent après des années de maltraitance. En fait, la fréquence des voies de fait est un critère d'obtention de cette permission de la cour.

Il faut, encore ici, distinguer entre ce qu'on considère l'exercice naturel de l'autorité maritale et la violence excessive susceptible d'entraîner la séparation de corps. Les demandes de séparation de corps ne sont pas toujours couronnées de succès. En 1911, par exemple, le juge Lavergne se prononce contre une séparation de corps sur

⁸ Les époux demeurent mariés, ils doivent donc remplir les obligations liées au mariage (le versement d'une pension alimentaire par exemple dans le cas où un des conjoints serait dans le besoin), mais vivent séparément.

⁹ Marie-Aimée Cliche, « Les séparations de corps dans le district judiciaire de Montréal de 1900 à 1930 », *Canadian Journal of Law and Society/Revue canadienne Droit et société*, vol.12, no.1, printemps 1997, p. 81.

Marie-Aimée Cliche, « Les procès en séparation de corps dans la région de Montréal, 1795-1879 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, no 2, Automne 1995, p. 15.

¹⁰ Le divorce par loi privée du parlement variait entre 800\$ et 1500\$, alors que la séparation de corps était plutôt de l'ordre de 146\$. Entre 1900 et 1930, il y a eu 72 divorces au Québec (contre 2043 au Canada) et 1504 séparations de corps.

Marie-Aimée Cliche, « Les séparations de corps dans le district judiciaire de Montréal de 1900 à 1930 », *Canadian Journal of Law and Society/Revue canadienne Droit et société*, vol 12, no 1, printemps 1997, p. 76.

les bases d'un plaidoyer de provocation et explique que « si les mauvais traitements sont isolés et ne sont pas graves, cette excuse (la provocation) peut être jugée suffisante ». En fait, il est jugé que : « Le mari poursuivi en séparation de corps peut opposer aux allégations de sévices, la provocation causée par l'inconduite et les désobéissances de sa femme. »¹¹. Il est clairement indiqué dans le jugement que le juge s'appuie sur le cas *Bonneau c. Circé*, en 1890, qui a fait jurisprudence. À ce moment, il avait été stipulé : « Que, lorsque l'épouse provoque elle-même, par la légèreté de sa conduite, et par la désobéissance aux ordres légitimes de son mari, la colère de celui-ci, et s'expose à certains mauvais traitements isolés de sa part, elle n'obtiendrait pas la séparation de corps. »¹². Cette cause permet de saisir le point de vue des juges sur une situation conjugale considérée acceptable. D'ailleurs, la vie des épouses doit être menacée pour qu'une séparation soit endossée par l'Église et les traces physiques servent de preuves¹³. La loi de 1909 respectera cette conception.

1.3 Le prêtre comme médiateur

Bien avant le recours en séparation de corps, le prêtre est souvent un intervenant dans les relations de couple. Il utilise son influence pour favoriser la préservation des ménages. Au XIX^e siècle, comme l'indique Serge Gagnon dans son ouvrage, les prêtres tentent tout pour réconcilier des époux désunis¹⁴. Si le simple conseil ne suffit

¹¹ *O'Callaghan c. Ahern*, Rapports judiciaires de Québec, C.B.R., vol. 21, 1911, p. 83.

¹² *Bonneau c. Circé*, La revue légale, C.B.R., vol. 19, 1890, p. 437-438.

¹³ Serge Gagnon, *Mariage et famille au temps de Papineau*, Sainte-Foy, Les presses de l'université Laval, 1993, p. 245.

¹⁴ *Id.*, p. 238.

pas à réunir les époux, le prêtre peut alors refuser les sacrements à ceux-ci, ou à l'un d'eux, qu'il juge avoir eu tort ou être à la source de la mésentente¹⁵. Il ne faut cependant pas se méprendre sur les intentions des curés. Proches de leur communauté, il est probable qu'ils souhaitent protéger les femmes de leur conjoint abusif, mais pas nécessairement au prix d'une séparation. En fait, la séparation est contraire à la morale, sauf si la vie de la femme est en danger. Ainsi, pour qu'une séparation soit acceptée du clergé, la violence conjugale ou paternelle doit être une menace à la survie de l'épouse ou des enfants. Ce sera toujours le cas dans la première moitié du XXe siècle. Vers 1920, la mère de Claire Martin se laisse persuader par le confesseur de son mari, un jésuite, de reprendre la vie commune. Encore dans les années 1950, le Père Marcel-Marie Desmarais, qui tient un courrier du cœur, recommande la réconciliation à un couple désuni même si le mari admet avoir frappé sa femme plus d'une fois¹⁶.

D'autres cas révèlent l'intervention du curé. L'avocat Beaudoin de Saint-Joseph de Beauce reproche à Edmond V., en 1930, de maltraiter sa femme et ses enfants. Ses voisins craignent même pour leur vie. Mme V. a menacé son mari d'aller voir le curé pour lui « demander de les séparer »¹⁷ deux à trois semaines afin d'améliorer leur relation. L'accord et l'influence du curé sont indéniables. Entre autres parce qu'aucune marque n'était visible sur le corps de la femme et qu'aucun enfant n'a témoigné contre son père, le constable Bégin qui a produit le rapport conclut qu'il n'y a rien d'assez sérieux pour intervenir. Un autre cas le démontre. Philémon L., en

¹⁵ *Id.*, p. 240.

¹⁶ Marcel-Marie Desmarais, *La clinique du cœur Tome 7*, « Combat à finir entre un mari et son épouse », Montréal, Éditions du Lévrier, 1958, p. 12-20.

¹⁷ No 1805, Documents civils et criminels, 4 avril 1930, BAnQ, (fournit par M-A Cliche).

1931, bat sa femme et ses enfants à un tel point qu'ils risquent la mort. Mme L. en discute avec le prêtre, mais formule tout de même une plainte officielle en 1932. Toutefois, son époux s'engage à garder la paix et lui fait des excuses. Mme L. a donc déclaré au juge qu'elle retirait sa plainte et préférait demeurer avec son mari et ses enfants comme il le lui avait « ordonné ». Ces exemples démontrent le poids que le curé a dans la gestion de la violence familiale.

1.4 Rendre des coups

Toutes les femmes ne font pas preuve d'une égale résignation. Certaines rendent les coups. Les plaintes déposées par les hommes ne sont sûrement pas une source fiable à consulter pour évaluer ce phénomène. Les hommes battus, comme nous l'avons vu lors des débats parlementaires sur la question, n'attirent la sympathie de personne. Les hommes craignent le ridicule en dévoilant leur incapacité de tenir leur rôle de chef de famille. Ils ne sont alors probablement pas enclins à porter plainte, puisque cette démarche exposerait leur situation familiale au regard de tous. Il est donc difficile d'analyser ce comportement.

Pourtant, selon Kathryn Harvey, 15% des cas de violence conjugale comprenaient des situations d'hommes battus dans les années 1870¹⁸. Au début du XXe siècle, les journaux rapportent occasionnellement des cas de maris battus¹⁹. Les procès en

¹⁸ Kathryn Harvey, « Amazons and victims : Resisting Wife-Abuse in Working-Class Montréal, 1869-1879 », *Revue de la Société historique du Canada*, vol. 2, no 1, 1991, p. 147.

¹⁹ « Elle assomme son mari d'un coup de tisonnier », *La Patrie*, 27 décembre 1916, p. 14.

séparation de corps en font aussi mention. Ainsi, en 1905, dans la cause de Lumina D contre Philias G., la femme demande une séparation entre autres pour cause de mauvais traitements infligés par son mari. De son côté, ce dernier affirme que son épouse est toujours la première à frapper et qu'il ne fait que se défendre²⁰.

L'affaire Napolitano en est un autre exemple²¹. Le 16 avril 1911, alors que le député Aylesworth est ministre de la justice, Angelina Napolitano, une italienne immigrante, tue son mari, Pietro Napolitano, à Sault-Sainte-Marie, en Ontario. Angelina a subi de la violence conjugale pendant des années (son mari fut entre autres condamné avec sursis pour lui avoir infligé neuf coups de couteaux au visage deux ans plus tôt) et a été forcée de se prostituer par son époux. À la suite de son procès, le juge Byron Moffatt Britton la condamne à la pendaison, malgré les recommandations de clémence du jury.

Cet exemple est intéressant puisqu'il s'agit de la première femme, au Canada, à présenter son acte comme de la légitime défense²². Le 14 juillet 1911, le ministre de

²⁰ *Registres de C.S.*, vol. 1, no 65, 1905, p. 380-382 (fournit par M-A Cliche).

²¹ Franca Iacovetta, « NAPOLITANO (Neapolitano), ANGELINA », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 15, Université Laval/University of Toronto, 2003 (11 janv. 2015). http://www.biographi.ca/fr/bio/napolitano_angelina_15F.html

²² Bien entendu, nous nous rappellerons de Marie-Josephte Corriveau qui a été jugée pour avoir tué son mari, en Nouvelle-France. Toutefois, elle sera pendue en 1763 par une cour martiale pour son geste.

la Justice, Aylesworth, commute sa peine capitale en prison à vie²³. Elle sera d'ailleurs libérée du pénitencier de Kingston onze ans plus tard. Il s'agit du même ministre qui a approuvé un projet de loi punissant les voies de fait sur une femme du fouet. En allégeant la peine, Aylesworth confirme qu'une situation d'épouse maltraitée doit être considérée dans le jugement, chose qui ne se faisait pas, comme le juge Britton l'a démontré dans sa décision. Robert Bickerdike pensait peut-être à ce genre de situation lorsqu'il affirmait : « si nous faisons un usage plus fréquent du fouet nous aurions moins souvent à recourir à la corde. ». (voir p.46).

1.5 Les plaintes criminelles

Dix-sept pour cent de ces hommes ont déjà été condamnés pour voies de fait et « batterie » sur leur épouse²⁴. Cette situation se poursuit au XXe siècle. Entre 1900 et 1930, dans le district judiciaire de Montréal, 10% des femmes qui demandent la séparation ont déjà porté plainte à la cour de police ou du recorder. Marcela Aranguiz a constaté un fait semblable²⁵. Toutefois, comme nous avons vu, d'autres solutions s'offrent aux victimes de violence conjugale et il est évident que la plainte officielle est perçue comme une solution de dernier recours. Ce sont ces cas judiciairisés qui

²³ Entre 1884 et 1909, peu d'années (4) comportent plus de 50% de commutations de peines capitales en peine de prison à vie.
Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 8 février 1909, vol.89, p. 706.

²⁴ Cliche, *loc.cit.*, 1995, p. 15.

²⁵ Marcela Aranguiz, *Cours de justice criminelle et classes ouvrières au tournant du XXe siècle à Montréal (1891-1921)*, Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 2009, p. 177.

retiendront notre attention, puisqu'une sentence prononcée par un juge (incluant le fouet dans notre cas) ne peut qu'être le résultat d'une plainte officielle.

Aranguiz a démontré une utilisation bien réelle des cours de justice criminelle par les femmes. Presque 43% des plaintes y étaient déposées par elles. Terry Chapman a également constaté que la cour du Recorder, en Alberta, était utilisée par les femmes²⁶. Cette apparente autonomie ou « agency » peut être biaisée. La parenté, les autorités policières ou mêmes les associations d'aide sont souvent les initiatrices des démarches judiciaires. Autre fait intéressant soulevé par Aranguiz, 70% des plaintes déposées par les femmes sont portées contre leurs maris. Le refus de pourvoir et la violence conjugale (que ce soit selon l'article 292c ou 295, comme nous verrons plus loin) sont les accusations les plus fréquentes. Aranguiz soutient que la présence des femmes en justice est liée à leur dépendance économique face à leur époux. Bien que le processus ait pu mener à l'emprisonnement ou à l'amende, les cours donnaient rarement gain de cause aux femmes²⁷.

Plusieurs femmes ont entamé ces démarches dans la seule intention de faire peur à leur époux, dans l'espoir que la menace seule fasse cesser les abus²⁸. Le juge Monet se plaint même que dans les trois quarts des cas, les femmes veulent retirer la plainte

²⁶ Terry Chapman, « "Til death do us part": Wife Beating in Alberta, 1905-1920 », *Alberta History*, vol. 36, no 4, 1988, p.13-22.

²⁷ *Id.*, p. 179-186.

²⁸ On retrouve un exemple clair parmi les recueils du courrier du cœur du Père Marcel-Marie Desmarais. Une femme qui se fait battre par son mari avoue : « Hier, lorsqu'il voulut de nouveau me frapper, je le menaçai d'avertir la police. S'il veut un scandale, il l'aura. » Desmarais, *op.cit.*, p. 16.

qu'elles ont déposée contre leur mari²⁹. Conscient du fait que l'emprisonnement du mari ferait sombrer sa famille dans la misère, le Recorder préfère souvent régler l'affaire en imposant une simple amende au coupable³⁰.

D'autres, comme Gölz l'a noté³¹, ont accusé leur mari de voies de fait simples (article 295) plutôt que d'utiliser l'article 292c qui nous intéresse. Le cas suivant révèle peut-être une femme qui voulait éviter la flagellation à son mari. Ces propos du juge Perrault, rapportés dans un article de *La Presse* en 1926, le suggèrent :

Pour avoir battu votre femme j'aurais pu, en vertu d'un article spécial du code criminel, vous condamner à deux ans de bagne et au fouet, si la plainte avait été portée en ce sens. Heureusement pour vous, votre femme ne vous accuse que de voies de fait simples, sans se prévaloir de l'article du code³².

L'acte d'accusation détermine les issues possibles. La peine de fouet s'applique pour des voies de fait sur une femme (article 292(c)) et non pour voies de fait (articles 291 et 295). Comme le mentionnent certains juges, ceux-ci auraient voulu imposer une

²⁹ « Dragged by hair, forgives husband », *Montreal Star*, 8 juin 1923, p. 25.

³⁰ « La clémence légitime du tribunal », *La Patrie*, 22 juillet 1920, p. 1.

³¹ Annalee E. Gölz, « 'If a Man's Wife Does Not Obey Him, What Can He Do?' Marital Breakdown and Wife Abuse in Late Nineteenth-Century and Early Twentieth-Century Ontario », dans KNAFLA, Louis A. et Susan W.S. BINNIE, *Law, Society, and the State : Essays in Modern Legal History*, Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1995, p. 339.

³² « Les batteurs de femmes peuvent être fouettés », *La Presse*, 1^{er} mars 1926, p. 1.

peine de fouet, mais n'ont pu le faire en raison de procédures légales. Ce cas publié dans *La Presse*, en 1911, n'est qu'un exemple parmi d'autres : « Le juge a fait remarquer au prévenu que si l'accusation avait été portée d'autre façon, il aurait pu être condamné au fouet. »³³.

Les femmes battues ont donc le « choix » entre se résigner à leur sort, quitter leur conjoint (avec ou son procès), faire intervenir le curé, rendre les coups ou porter une plainte pour voies de fait. Certaines ont recours successivement à plus d'un moyen. Notre attention se limitera au dernier groupe.

2. Les jugements

Une accusation selon l'article 292c pouvait engendrer la condamnation au fouet. Nous en avons repéré 17, dans le district judiciaire de Montréal, pour toute la durée d'existence de cet article de loi³⁴. Avant d'analyser ces cas, toutefois, quelques remarques doivent être faites au sujet des jugements et de l'application de la peine de fouet.

³³ « Un mari barbare », *La Presse*, 17 mars 1911, p. 16.

³⁴ À partir de 1945, plusieurs nouveaux districts sont créés, ce qui réduit la superficie de celui de Montréal. Toutefois, les peines de fouet, à cette époque, sont rarissimes. On peut donc penser que ce changement de zonage n'a pas eu un grand impact sur nos données.

2.1 Le fouet

Le législateur est conscient du fait que les souffrances varient en fonction de la volonté et de la vigueur du gardien, et a donc fixé à l'avance les modalités et les limites de cette peine. Voici ce que l'article 668 du Code criminel canadien prévoit pour l'exécution de la flagellation entre 1909 et 1955, soit pour la période qui nous intéresse.

- (1) En une, deux ou trois occasions dans les limites de la prison³⁵
- (2) Une condamnation au fouet doit spécifier le nombre de coups
- (3) Sous la surveillance du médecin
- (4) « chat à neuf queues », à moins que la condamnation ne spécifie quelque autre instrument
- (5) À l'époque que fixe le gardien de la prison. Au moins dix jours avant la l'expiration de la durée de tout emprisonnement
- (6) Aucune personne du sexe féminin³⁶

Voici une description du chat à neuf queues, selon un article de journal de *La Patrie* :

À un solide manche de bois franc de quatorze pouces de longueur sont attachées neuf lanières de cuir, longues de seize pouces et divisées au bout en mèches minces. Trois nœuds durs, distants d'un pouce l'un de l'autre, agrémentent aussi les bouts de ces lanières³⁷.

Dans *La Presse* de la fin du XIXe siècle, on retrouve des descriptions très détaillées de l'application des peines de fouet. La population ne pouvant pas assister à la scène,

³⁵ Effectivement, les coups de fouet étaient souvent donnés en plusieurs occasions. Par exemple, à l'entrée du détenu en prison, et une autre fois quelques jours avant sa sortie. Cette spécificité est mentionnée dans le jugement.

³⁶ I. Lagarde, *Peine du fouet*, (Abrogé par l'article 59, c 13 de la Loi de 1972 modifiant le Code criminel), Droit pénal canadien, vol.2, art. 668.

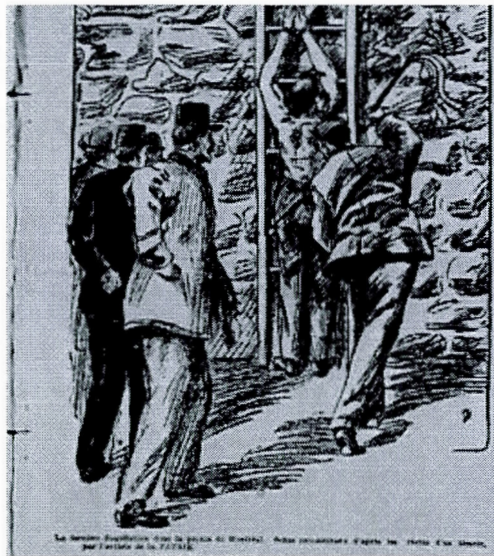
³⁷ « La peine du fouet à la prison de Montréal », *La Patrie*, 21 février 1908, p. 1.

on tente de la décrire du mieux possible. L'exemple de « Black » Mainville en 1889 est éloquent :

Ce premier coup a été le plus fort de tous et nul doute que si le bourreau eût continué de cette allure, Mainville aurait trouvé la dose trop forte. Le second coup fut presque manqué, mais les autres furent appliqués avec régularité et précision, sans être aussi violents que le premier. Les traces du fouet ne tardèrent pas à se manifester par la boursoufflure de la peau sur l'épaule droite. Au onzième coup, Mainville poussa un gémissement sourd : un violent frémissement lui parcourut tout le corps et le chevalet craqua sous l'effort de ses bras vigoureux qui s'agitèrent de douleur. Tout l'appareil faillit crouler sous les soubresauts du supplicié³⁸.

En 1908, la procédure était la même à en juger par ce dessin paru dans *La Patrie* :

Figure 3.2 : La peine du fouet



Source : « La peine du fouet à la prison de Montréal », *La Patrie*, 21 février 1908, p. 1.

³⁸ « Le châtiment », *La Presse*, 8 avril 1889, p. 4.

Très peu d'information existe sur l'attitude des gardiens de prison qui exécutent cette peine judiciaire. Tout de même, nous avons vu que les débats parlementaires de 1909 évoquent, à travers les propos du ministre de la Justice Aylesworth, une réticence de la part de certains gardiens pour ce châtement³⁹. D'ailleurs, suite à la condamnation de J. Plouffe en 1908, une délégation de gardiens de prison, l'année suivante, formule le souhait que le juge Piché (responsable de la peine) lui évite le fouet⁴⁰. Il est évident que plusieurs gardiens ne désirent pas infliger cette punition. Nous avons vu que le rapport sur les peines corporelles de 1956 confirme l'existence de cette attitude, mais ajoute que certains gardiens de prison prennent également plaisir à fouetter des détenus.

2.2 Portrait des condamnations

L'article 292c du Code criminel s'applique évidemment à l'échelle nationale. Voyons s'il est possible, à l'aide des quelques données statistiques, de comparer l'application des peines de fouet pour cette accusation entre le district judiciaire de Montréal sur lequel porte notre étude et l'ensemble du Canada sur lequel nous avons des statistiques globales.

³⁹ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 4 février 1909, vol.89, p. 586.

⁴⁰ « La peine du fouet », *La Presse*, 2 février 1909, p. 1.

Tableau 3.1 : Condamnations comportant des punitions corporelles sous l'article 292 (c) du Code criminel, au Canada et dans le district judiciaire de Montréal

	Canada	District jud. de Montréal		
	Nombre de condamnations comportant des punitions corporelles sous l'article 292 (c) du Code criminel	Nombre de cas	Condamnations au fouet pour l'article 292(c) par rapport à celles du Canada (%)	% de la population de l'île de Montréal par rapport au Canada
1910-1919	ND	1	ND	ND
1920-1929	ND	3	ND	ND
1930-1939	233	9	3,8	9,6
1940-1949	70	4	5,7	9,5
1950-1954	40	0	0	9,3

ND : Non disponible.

Sources :

Parlement du Canada, « Rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur les punitions corporelles », *Chambre des communes*, Ottawa, 1956, p. 39-59.

Fonds Ministère de la Justice, *Administration des prisons, Registres de la prison de Montréal*, BAnQ Vieux-Montréal.

Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain : De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1979, p. 63.

Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 260.

Entre 1930 et 1954, la population de l'île de Montréal dans le Canada est d'environ 9,5%. Pourtant, la proportion des cas de fouet du district judiciaire de Montréal sur la totalité de ceux du Canada ne dépasse jamais 5,7% pour cette période. Il faut être prudent dans l'interprétation de ces données, étant donné le faible nombre de cas en cause. Il semble néanmoins clair que la peine du fouet en vertu de l'article 292(c) a été infligée moins souvent dans le district judiciaire de Montréal qu'ailleurs au Canada⁴¹. Quelques idées peuvent être avancées et qui mériteraient davantage d'attention. D'abord, est-ce que les femmes catholiques étaient moins enclines à poursuivre leur conjoint pour voies de fait (selon l'article 292c), ce qui aurait nécessairement un impact sur le nombre de condamnations? Ensuite, les cas de

⁴¹ Donald Fyson constate aussi cet écart pour les peines corporelles judiciaires, tous crimes confondus, entre 1887 et 1921.

Donald Fyson, « Penal Justice and State Violence in Quebec 1760-1960 », Université Laval, CIEQ, Mars 2014, p. 12.

violence conjugale étaient plutôt réglés devant la Cour du Recorder comme l'a démontré Marcela Aranguiz.

Nous avons vu que 17 causes de violence sur une femme ont mené à une peine de fouet dans le district judiciaire de Montréal. Lors de nos recherches dans les registres d'écrou de la prison de Bordeaux, nous nous sommes aperçue que l'article 292c apparaît régulièrement, sans nécessairement être accompagné de la mention du fouet. Notre échantillonnage⁴² nous a permis de constater que cet article de loi est donc fréquemment utilisé, même si le châtiment corporel l'est peu. Le tableau suivant en témoigne.

⁴² Entre 1909 et 1955, nous avons répertorié tous les cas (trois mois par année à tous les deux ans) de voies de fait sur une femme (sans fouet) selon les registres d'écrou de la prison de Montréal (Bordeaux).

Tableau 3.2 : Voies de fait sur une femme / épouse sans sentence de fouet

	1909	1910-1919	1920-1929	1930-1939	1940-1949	1950-1953
R.O.	6	3	-	3	-	-
Libérés	-	2	1	1	-	-
Parole	-	-	-	17	5	2
Sentence suspendue	-	-	-	7	-	-
Caution	-	2	1	12	5	7
Dépôt	-	-	-	-	1	1
8 à 30 jours de prison*	2	5	3	8	-	-
1 mois de prison*	-	9	2	8	1	-
2 mois de prison*	3	15	-	13	1	-
3 mois de prison*	-	5	2	4	2	-
6 mois de prison*	-	3	-	1	1	-
11 mois de prison ou +*	-	1	1	1	-	-
Total des condamnations	11	45	10	75	16	10

* ou amende

Ces sentences relatives à l'article 292c font ressortir la rareté des cas où la peine du fouet a été appliquée. De plus, ces données montrent que les peines d'emprisonnement diminuent à partir des années 1940 (les années 1930 relevant le plus de cas) pour être remplacées par des sentences comme « caution » ou « parole »⁴³. On peut penser que les juges utilisent une approche de moins en moins punitive à l'égard de la violence conjugale. Il est cependant possible que les hommes soient condamnés en vertu de l'article du Code qui punit les voies de fait simple (295).

⁴³ Nous avons d'ailleurs constaté que les peines de fouet pour d'autres crimes que celui de voies de fait sur une femme ont aussi diminué à partir des années 1940. Toujours à partir des écoures de la prison de Montréal, nous avons répertorié tous les cas entre 1909 et 1953. Voir annexe 1.

2.3 Le profil des condamnés

Les 17 hommes condamnés au fouet selon l'article 292c sont au cœur de l'analyse de l'application de cette peine. Les registres d'écrou de la prison de Montréal nous fournissent différentes informations sur ces personnes.

Tableau 3.3 : Profil des condamnés au fouet pour violence conjugale (292c), dans le district judiciaire de Montréal, entre 1909 et 1955

Cas	Date de la sentence	Origine	Âge	Occupation	Religion	Éducation	État civil	Temps d'incarcération	Coups de fouet
William G.	1911	Canada	21	Journalier	Catholique romaine	Point	Marié	12 mois	6
Edouard R.	1927	Canada	36	Journalier	Catholique romaine	Imparfaitement	Marié	2 mois	15
Marcel L.	1928	Canada	47	Journalier	Catholique romaine	Point	Marié	1 mois	5
Charles André P.	1928	Canada	44	Agent d'assurances	Catholique romaine	Imparfaitement	Non marié	6 mois	10
Arthur A.	1930	Canada	45	Charpentier	Catholique romaine	Lire	Marié	12 mois	8
Demitro K.	1933	Russie	38	Journalier	Orthodoxe	Non écrire	Marié	1 mois	5
Ovila F.	1934	Canada	34	Plâtrier	Catholique romaine	Lire	Marié	24 mois	16
Povel D.	1935	Pologne	33	Cordonnier	Orthodoxe	Lire	Marié	4 mois	5
Rolland R.	1935	Canada	24	Chef cuisinier	Catholique romaine	Lire	Marié	1 mois	10
Wilbrod M.	1935	Canada	36	Journalier	Catholique romaine	Lire	Marié	2 mois	10
Frank C.	1935	Roumanie	43	Journalier	Église d'Angleterre	Lire	Marié	1 mois	5
Sam K.	1935	Russie	43	Journalier	Orthodoxe	Nul	Marié	4 mois	4
Steve K.	1937	Roumanie	44	Journalier	Orthodoxe	Lire	Marié	3 mois	10
Adélard Adrien B.	1940	Canada	39	Journalier	Catholique romaine	Lire	Marié	6 mois	20
Albert D.	1942	Canada	42	Journalier	Catholique romaine	Nul	Marié	2 mois	5
Jean Albert D.	1943	Canada	32	Expéditeur	Catholique romaine	Lire	Célibataire	3 mois	10
Harvey B.	1946	-	41	Ex militaire	-	-	Célibataire	6 mois	10

*Sources : Fonds Ministère de la Justice, Administration des prisons, Registres de la prison de Montréal, BANQ Vieux-Montréal.
La Presse pour Harvey

Sans surprise, la majorité de ces hommes qui ont été condamnés au fouet pour avoir battu une femme sont mariés (14/17). Les autres ont commis des voies de fait sur une femme qu'on peut également considérer de leur famille : mère (Charles André P.), conjointe non mariée (Harvey B.) ou épouse désertée par son mari (Jean Albert D.). Même si la loi prévoit la possibilité du fouet pour voies de fait sur toute femme (une précision qui, rappelons-nous, a été débattue à la Chambre des communes), on voit que dans la pratique, cette peine est utilisée uniquement dans le cadre de conflits familiaux. Apparemment, l'esprit de la loi adoptée par les députés a été compris de la même manière par les juges. Parmi ces cas, au moins deux ne recevront finalement pas les coups de fouet, Charles André P., en raison de son mauvais état de santé et Harvey B. puisque le juge s'est ravisé deux jours après avoir rendu son jugement. On remarque qu'il s'agit de deux des trois cas qui concernent des voies de fait sur une femme autre que l'épouse.

Parmi les hommes condamnés au fouet en vertu de l'article 292(c), 12 sur 17 (71%) sont nés au Canada. Cinq cas sur 17 sont donc des immigrants, tous de l'Europe de l'Est (2 Russes, 2 Roumains et un Polonais). Toutefois, le nombre de cas repérés (17) est évidemment trop faible pour définir une tendance claire de discrimination raciale. Nous n'avons d'ailleurs pu distinguer des particularités apparentes (soit dans le crime ou dans les commentaires du juge) pour les causes concernant des immigrants.

Certains faits portent à croire à une justice de classe. Dix condamnés sur 17 sont des journaliers, et trois autres appartiennent clairement à la classe ouvrière. Il est donc probable que les maris brutaux aient une situation économique assez précaire, ce que semble confirmer le fait que plus de la moitié (9) des causes ont été jugées pendant la crise économique des années 1930. Bien sûr, la violence conjugale des classes

supérieures, pourtant bien réelle, comme le prouve l'exemple du père de Claire Martin qui était ingénieur⁴⁴, était probablement moins portée devant les tribunaux. De telles causes auraient entaché leur réputation.

2.4 Les condamnations et le profil des juges

Les peines comprennent toujours, en plus du fouet, une période d'emprisonnement, en moyenne de 5,3 mois, dont seulement trois cas de plus de 6 mois. Cette durée d'emprisonnement est comparable aux condamnations d'emprisonnement obligatoire pour voies de fait sur une femme, sans peine de fouet⁴⁵. Ceci démontre qu'en général, ceux qui reçoivent des coups de fouet pour avoir battu leur épouse ne restent pas moins de temps en prison, comme certains députés l'avaient envisagé dans le projet de loi initial. On peut alors penser que lorsque le fouet fait partie de la peine dans une condamnation sous l'article 292c, le cas est particulièrement grave.

L'application de la peine de fouet pour voies de fait sur une femme est laissée à la discrétion du juge. Ainsi, l'application de ce châtiment est indissociable de l'orientation personnelle et des valeurs du juge lui-même. Il semble bien que ce dernier fasse la différence entre une peine sévère ou clémentine en termes de nombre

⁴⁴ Martin, *op.cit.*, p. 75, 113.

⁴⁵ Ces peines d'emprisonnement sont d'approximativement 53 jours, selon notre analyse des registres d'écrou de la prison de Montréal (Bordeaux). Pour calculer cette statistique, nous avons sélectionné tous les emprisonnements obligatoires (excluant les possibilités de caution) des condamnations pour voies de fait sur une femme (sans fouet) de la prison de Bordeaux, pendant 3 mois à tous les deux ans (en alternant les périodes d'été et d'hiver), entre 1909 et 1955.

de coups et de durée d'emprisonnement. Bien entendu, certains éléments du crime font pencher la balance vers une peine sévère ou clément. Nous y reviendrons. Pour l'instant, soulignons que certains juges sont plus convaincus que d'autres de l'efficacité de cette mesure ou encore sont plus sensibles aux causes de la violence envers les femmes. Nous tenterons donc de connaître les juges qui ont ordonné des peines de fouet dans le cas de violence conjugale et de déterminer à quel point l'orientation personnelle même du juge fait une différence dans le choix de la peine.

Quatre magistrats, entre 1909 et 1955, ont ordonné des peines de fouet en vertu de l'article 292(c) dans le district judiciaire de Montréal, il s'agit des juges Langelier, Enright, Marin et Lacroix.

Le juge en chef de la Cour des sessions de la paix de Québec, Charles Langelier, en remplacement du juge Choquette à Montréal, le 21 mars 1911, est le premier à condamner un accusé au fouet, en vertu de l'article 292 (c), dans ce district judiciaire. M. Skroder, secrétaire de la M.S.P.W.C., voit un lien entre le lieu d'activité habituel du juge et cette peine:

Je suis content, dit-il. On rencontre trop de femmes maltraitées et il était temps de faire un exemple. Les juges de Montréal, voyant tant de ces plaintes, ont fini par s'y habituer et ne condamnaient qu'à de légères peines, mais M. le juge Langelier, qui vient de Québec, n'a pas l'habitude de ces causes et il a prononcé la sentence que méritait l'accusé⁴⁶.

⁴⁶ « Ce que l'on pense des châtiments corporels », *La Presse*, 22 mars 1911, p. 16.

Le juge Charles Langelier est un libéral avoué. Il a été député de Lévis à l'Assemblée législative de Québec et député de Montmorency au Parlement fédéral à Ottawa. En récompense pour sa carrière politique de plus d'une vingtaine d'années, il est nommé juge des sessions de la paix de Québec en 1910⁴⁷. Il est clairement en faveur du fouet pour les maris violents. Il croit à l'effet dissuasif de l'exemple et à la crainte de ce châtiment. C'est, selon lui, une méthode efficace pour réduire le nombre de voies de fait envers les femmes. Il se livre, à ce sujet, dans une entrevue accordée à *La Presse* : « Cette habitude de brutaliser les femmes devient par trop commune; il est temps d'y mettre un terme; il est temps de protéger les femmes contre les maris ivrognes. Et le moyen d'arrêter de tels poltrons, c'est une répression sévère et vigoureuse. »⁴⁸. Cet autre extrait d'une lettre de Langelier envoyée au quotidien suite à la condamnation de William G. décrit également sa pensée:

Maintenant que, grâce à la publication donnée à cette sentence, on sait que la peine du fouet est établie pour ces sortes de délits, vous verrez que les batteurs de femmes y regarderont à deux fois avant de se livrer à leurs excès. Ces vauriens ne craignent guère la prison, où ils sont logés et nourris, mais ils ont une peur terrible des châtiments corporels. C'est donc, suivant moi, une sage disposition du code criminel que d'avoir établi ce châtiment. Vous verrez qu'il aura pour effet d'arrêter la main souvent trop lourde de certains maris en goguette⁴⁹.

⁴⁷ Andrée Désilets, « LANGELIER, CHARLES », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 14, Université Laval/University of Toronto, 2003, consulté le 9 déc. 2013, http://www.biographi.ca/fr/bio/langelier_charles_14F.html.

⁴⁸ « La peine du fouet et les batteurs de femmes », *La Presse*, 23 mars 1911, p. 1.

⁴⁹ « La peine du fouet et les batteurs de femmes », *La Presse*, 23 mars 1911, p. 1.

Le juge Langelier ne condamnera pas d'autres personnes à la peine du fouet selon l'article 292c. Son rôle, pour ce district, est donc passager, mais non négligeable puisqu'il est le premier et qu'il prend position publiquement en faveur de cet article de loi.

La réputation du Juge Frederick Thomas Enright est redoutable. Cet anglophone protestant est juge à la Cour des sessions de la paix de Montréal de 1922 à 1947. Il est à lui seul responsable de 11 des 17 condamnations recensées. Dans ses commentaires accompagnant les jugements, le juge Enright démontre clairement son opinion favorable du fouet. Il réfère à maintes reprises (6 fois sur 11) à la loi du talion : « Les maris qui battent leurs femmes doivent goûter un peu à leur propre médecine »⁵⁰ et souhaite que ces peines corporelles servent d'exemples aux autres hommes qui voudraient brutaliser leur épouse. Par ailleurs, puisque la peine d'emprisonnement, dans 8 de ses 11 jugements, ne dépasse pas 3 mois, on peut penser qu'il était également sensible à cette idée que la famille, malgré la menace que faisait peser un mari violent, avait besoin de compter sur le salaire du pourvoyeur.

Le juge Gustave Marin a prononcé trois des 17 condamnations recensées. Il siège à la Cour des sessions de la paix de Montréal de 1927 à 1953⁵¹. Pour les trois condamnations, il réfère, à chaque fois, à la loi du talion. En voici quelques exemples : « You believe in corporal punishment for your wife. The effect may be

⁵⁰ « Le juge Enright s'est montré sans pitié pour les batteurs de femmes », *La Presse*, 20 mars 1928, p. 3.

⁵¹ « Gustave Marin ». <<http://memoireduquebec.com>> (site consulté le 14 octobre 2013).

good for you also. »⁵², « a dose of his own medecine »⁵³. On en déduit qu'il considère probablement la punition appropriée au crime. Il condamne 3 hommes au fouet pour avoir battu leur femme (4 mois et 5 coups, 4 mois et 4 coups, et 2 mois et 5 coups).

Le juge Joseph-Olias Lacroix, enfin, a ordonné deux peines de fouet selon l'article qui nous intéresse. Il est juge à la Cour des sessions de la paix de 1923 à 1937. Ces peines de fouet pour voies de fait sur une femme sont respectivement de 12 mois et 8 coups de fouet, et de 2 ans et 16 coups. D'ailleurs, lors de la deuxième condamnation (Ovila F.), il affirme regretter ne pouvoir sanctionner l'accusé à la prison à vie⁵⁴. Dans les deux cas, le temps d'emprisonnement est significativement plus long que dans les autres causes recensées.

Des constantes ressortent de l'analyse des jugements. Tous les juges sont d'accord que le cas doit être grave (nous verrons, plus loin, la définition de la « gravité »), ils mentionnent le principe « œil pour œil », et ils sont convaincus de l'efficacité du fouet pour certaines catégories de criminels. Malgré tout, le peu de cas pour lesquels une punition corporelle a été ordonnée (17 en 46 ans) démontre que les juges considèrent probablement cette peine comme un dernier recours, comme quelque chose à éviter la plupart du temps, mais qu'ils sont tout de même prêts à utiliser si la situation, à leurs yeux, l'exige. Le fait de condamner le mari au fouet pour éviter une

⁵² « Jail and the Lash », *Montreal Herald*, 24 septembre 1935, p. 3.

⁵³ « Accused Gets Dose of 'Own Medicine' », *Montreal Star*, 29 octobre 1935, p. 3.

⁵⁴ « 16 coups de fouet », *La Patrie*, 31 janvier 1934, p. 30.

longue peine de prison n'est jamais mentionné par un juge, même si les jugements de Enright semblent confirmer cette préoccupation.

D'autres juges, même s'ils ne condamnent aucun accusé à la peine de fouet selon les dispositions de l'article 292c, se prononcent publiquement sur ce sujet. La plupart de ces juges sont en faveur de ce châtiment. C'est le cas du juge Greenshields qui se prononce suite à « une résolution présentée devant les membres de l'Association de l'aide aux prisonniers, au cours de leur réunion annuelle »⁵⁵. Il affirme que les prisonniers craignent la flagellation, qu'elle est efficace, qu'un médecin surveille le déroulement de l'opération et que le nombre de coups dépasse rarement dix. Certains, en l'occurrence le juge Choquette, pensent même que cette peine devrait être étendue à un plus grand nombre de crimes, comme le refus de pourvoir⁵⁶. Pourtant, d'autres juges sont plutôt en désaccord. Par exemple, le juge Constantineau croit davantage à l'efficacité de l'emprisonnement : « Un homme qui mérite le fouet, suivant moi, mérite d'être pendu. L'infliction de cette punition est dégradante pour le sentencié comme pour le bourreau. »⁵⁷.

⁵⁵ « L'hon. Juge Greenshields en faveur de la peine du fouet », *La Presse*, 19 novembre 1938, p. 19.

⁵⁶ « Le fouet pour les époux sans cœur », *La Presse*, 16 avril 1929, p. 12.

⁵⁷ « La peine du fouet entraîne une disgrâce pire que la pendaison », *La Presse*, 9 janvier 1926, p. 1.

2.5 Présentation de quelques jugements

Certains cas particulièrement bien documentés aident à comprendre la sévérité plus ou moins grande des peines. Demitro K., en 1933, a été condamné à une peine « légère » si on la compare aux autres condamnations, c'est-à-dire à un mois de prison et à 5 coups de fouet. Pourtant, au moment de la condamnation, le juge Enright a qualifié ce cas de « particularly revolting »⁵⁸. Ce journalier d'origine russe, de confession orthodoxe, et vers la fin de la trentaine, est marié à Helen R. Alors qu'elle veut le quitter en raison des mauvais traitements qu'il lui inflige, elle se fait battre à coups de poings. Elle est donc blessée au visage et au corps. En cour, plusieurs (six personnes autres que la victime) témoigneront en faveur de la victime, dont le médecin qui l'a traitée. La défense n'a que deux témoins. Il est intéressant de noter que le coupable ira en appel du jugement (le seul d'ailleurs, parmi les 17). Ses principaux arguments seront qu'il a été provoqué par une attaque et que s'il y a des faits reprochables, ils ne constitueraient qu'une voie de fait simple. Cependant, la cour du Banc du roi maintiendra le jugement initial.

D'autres cas se sont terminés avec des peines beaucoup plus sévères, comme celui d'Ovila F., un Canadien français. Ce plâtrier de 34 ans est marié à Emma R. Après avoir passé 23 mois en prison pour avoir battu sa femme, il l'agresse sévèrement de nouveau, alors qu'il est ivre. Il est arrêté et sort de prison grâce à une caution de 500\$. Deux semaines plus tard, encore une fois intoxiqué, il bat une fois de plus son épouse. Selon elle, il l'a battue au moins quatre fois depuis son long séjour en prison. Cette fois, le juge Lacroix le condamne à 24 mois d'emprisonnement (la durée maximale prévue par la loi) et à 16 coups de fouet. C'est sa cinquième condamnation en autant d'années pour des infractions semblables. Il est clair que le fouet, dans ce

⁵⁸ « Wife Beater Given Jail Term And Lash », *Montreal Star*, 13 juin 1933, p. 3.

cas, a été attribué suite aux échecs répétés de la prison. Effectivement, même un emprisonnement prolongé (23 mois) ne semble pas avoir eu d'effets sur lui. Le juge choisit donc d'ajouter à la peine maximale prévue par la loi (24 mois) de nombreux coups de fouet.

Le juge Langelier condamne William G. à 12 mois de prison et à 6 coups de fouet. Ce dernier est un journalier catholique au début de la vingtaine, marié depuis moins de deux ans à Marguerite V., âgée de 17 ans. En la frappant de ses poings et de ses pieds à plusieurs reprises, il cause une fausse couche à sa conjointe. Selon des témoins (au nombre de six, dont la sœur de la victime, la belle-mère de l'accusé et le médecin qui a traité la victime), la maltraitance dure depuis le mariage. Marguerite V. est d'ailleurs devenue sourde suite à des coups à la tête assenés par son mari. Elle s'est déjà réfugiée chez sa sœur, mais William G. l'a ramenée au foyer familial. Selon des témoins, l'accusé vend de l'alcool sans permis et maltraite même ses clients. Finalement, ses antécédents judiciaires n'ont certainement pas joué en sa faveur. Ce jeune homme, lors des six dernières années, a été condamné pour cinq infractions : voies de fait graves, évasion, vol avec effraction, vagabondage et voies de fait sur un constable. Ce lourd dossier judiciaire explique en partie la sévérité de la peine.

Povel D., ce Polonais de 33 ans n'a pas su, lui non plus, s'attirer la sympathie du juge. Effectivement, le juge Marin l'a condamné à 4 mois d'emprisonnement et à 5 coups de fouet pour voies de fait et blessures sur son épouse, le 24 septembre 1935. Sa femme, qui était en convalescence suite à un séjour à l'hôpital, a refusé de se lever de son lit. Povel, lui reprochant alors de ne pas guérir assez vite, lui a brisé la clavicule gauche et causé de nombreuses blessures sur tout le corps, en raison de

coups de pieds et de poings. La victime est alors de nouveau hospitalisée à l'hôpital Saint-Luc⁵⁹. Il ne s'agit que de quelques-uns des cas de violence conjugale accompagnés d'une peine de fouet, qui ont tous leur lot de cruauté.

2.6 Analyse des jugements

Outre l'orientation personnelle du juge lui-même, certains éléments du dossier, de l'accusé ou de la plaignante, favorisent ou non l'application du fouet. Dans cette partie, nous tenterons de déterminer les facteurs aggravants qui justifient, aux yeux des juges, l'imposition de cette peine. Qu'ont de différents ces 17 cas parmi des centaines d'autres du même crime (voies de fait sur une femme) qui ont été entendus devant un juge, mais qui n'ont pourtant pas été punis d'une peine corporelle?

Une épouse qui implore le juge de ne pas imposer le fouet à son mari peut avoir gain de cause. Quelques cas, trouvés au hasard dans les articles de journaux du pays, le démontrent. Effectivement, certains maris ont évité la peine corporelle en raison d'une supplication de leur femme qui a demandé au juge de leur éviter ce châtiment. C'est par exemple le cas à Windsor, en Ontario, rapporté par *Le Soleil* en 1930 : «Seules les instances de sa femme auprès du juge ont préservé l'échine de [Joseph M.] des coups de fouet qu'il avait mérités pour le traitement brutal infligé à sa compagne. »⁶⁰. Les journaux de Montréal rapportent plusieurs cas où une femme

⁵⁹ « Un mari cruel est condamné au fouet », *La Presse*, 24 septembre 1935, p. 3.

⁶⁰ « Les supplications de sa femme le sauvent du fouet », *Le Soleil*, 19 mars 1930, p. 2.

implore la clémence du juge en faveur de son mari brutal, mais nous n'en avons trouvé aucune qui essaie précisément de lui épargner le fouet.

2.6.1 La violence est permanente et non momentanée

La fréquence de la violence conjugale est un élément essentiel de toutes les causes qui ont débouché sur une peine corporelle. Une perte de contrôle unique, à moins que des blessures extrêmes en découlent, n'est visiblement pas punissable par le fouet. Dans ce cas, le coupable peut alors espérer s'en tirer à meilleur compte, une simple amende ou une caution étaient fréquentes. À l'opposé, des abus quotidiens qui durent depuis longtemps constituent un fort argument pour les victimes, même si celles-ci n'ont jamais déposé de plainte formelle. Toutefois, dans ces cas, des témoins constituent un atout majeur.

Huit des 17 cas font référence à de la violence récurrente. Les dossiers étant parfois incomplets ou inexistant, on peut penser que d'autres cas (sur les 17) s'ajoutent à cette liste. L'importance de la fréquence des coups démontre que les valeurs paternalistes, plus précisément l'autorité du mari et son droit de correction, ne sont jamais remis en question et qu'il s'agit plutôt de corriger un comportement déviant de l'époux, c'est-à-dire la violence non contrôlée récurrente, qui place, à long terme, la famille dans une position plus vulnérable. On s'imagine mal, à cette époque, une femme qui quitte son mari suite à un seul incident. D'ailleurs, la séparation de corps n'est pas autorisée pour ce motif. Le cas le plus révélateur pour la fréquence est probablement celui d'Ovila F. que nous avons déjà décrit. Ce dernier a été formellement condamné à cinq reprises en autant d'années pour des accusations de

violence sur sa femme. D'ailleurs, lors de sa dernière condamnation (sentence de 24 mois d'emprisonnement), il venait tout juste (deux semaines plus tôt) de terminer une peine de 23 mois de prison.

2.6.2 Les coups placent la victime en danger

Les blessures infligées sont un autre indicateur de gravité. L'analyse des jugements permet de conclure que les « blessures graves » sont définies comme suit : elles nécessitent un traitement à l'hôpital ou elles causent des dommages physiques apparents ou permanents (fausse couche, surdité, saignement du nez, ecchymoses, etc). Au moins 4 victimes se sont rendues à l'hôpital, mais on doit supposer que plusieurs autres l'ont fait, sans que cela ne transparaisse dans les dossiers. D'ailleurs la description des voies de fait laisse croire que certaines victimes auraient probablement dû se rendre à l'hôpital mais ne l'ont pas fait. La question de l'hospitalisation était pourtant cruciale. Par exemple, Martial L., qui est condamné pour « avoir battu sa femme à maintes occasions, en la frappant avec un gros bâton »⁶¹, ne sera pas fouetté. Dans ce cas, le juge retire le fouet entre autres parce que la victime n'a pas été hospitalisée.

⁶¹ « Cinq coups de fouet pour ce batteur de femme », *La Patrie*, 20 mars 1928, p. 3.

2.6.3 Criminel récidiviste

Les antécédents judiciaires de l'accusé, surtout ceux de même nature que l'accusation, pèsent lourd dans la balance de la justice. L'accusé apparaît comme un récidiviste sur qui la prison n'a pas d'emprise. Pour ces récidivistes, la peine de fouet est parfois envisagée comme un nouveau moyen, autre que la prison. Selon les informations disponibles, 8 des 17 condamnés ont des antécédents judiciaires de crimes semblables, mais plusieurs dossiers sont incomplets. Par exemple, outre Ovila F. qui est le cas le plus évident, William G. a déjà été condamné, entre autres, à 2 mois de prison pour voies de fait graves et à 6 mois de prison pour voies de fait sur un constable. Des antécédents judiciaires pour d'autres crimes peuvent aussi nuire à l'accusé, dépendamment de leur nature. Par exemple, les crimes liés à la famille, comme le refus de pourvoir font dire au juge Langelier, pour le cas de William G. : « Ces vauriens ne craignent guère la prison, où ils sont logés et nourris, mais ils ont une peur terrible des châtiments corporels. »⁶². Ces hommes sont alors perçus comme sans honneur, de la pire espèce.

2.6.4 L'alcoolisme

Ensuite, l'alcoolisme est très mal perçu. Cette dépendance est considérée comme une faiblesse qui caractérise une « catégorie » d'hommes. Ce manque de contrôle est vu par presque tous les acteurs de l'époque comme la véritable cause de la violence maritale. Bien que les juges n'en fassent pas spécifiquement mention, les journaux soutiennent l'idée que l'alcool est le véritable responsable du fléau à combattre. Dans

⁶² « La peine du fouet et les batteurs de femmes », *La Presse*, 2 mars 1911, p. 4.

7 cas sur 17, l'alcool est spécifiquement mentionné⁶³. L'histoire d'Edouard R., en 1927, est probablement la plus éloquente à ce titre. Il a battu sa femme deux fois en deux semaines, la seconde fois assez violemment pour que les blessures soient toujours apparentes en cour, deux jours plus tard. Il commet cet acte suite à un retour de deux jours d'absence, alors qu'il entre ivre. Il la frappe au visage et au corps et lorsqu'elle tombe par terre, il la frappe de coups de pieds avec ses bottes de travail⁶⁴. Si l'abus d'alcool répugne, le refus du mari de pourvoir à sa famille est véritablement interdit par la loi.

2.6.5 Le refus de pourvoir

Sans répéter l'importance des antécédents, le refus de pourvoir aux besoins de sa famille est particulièrement mal toléré. Il est du devoir de l'homme de faire vivre sa famille et la femme est tout à fait dans son droit de s'attendre à ce qu'il le fasse. D'ailleurs, le député Northrup avait lancé l'idée, lors du débat de 1909 sur l'article 292c, que le refus de pourvoir soit puni du fouet⁶⁵. Précédemment, nous avons également vu que le juge Choquette aurait souhaité que le fouet s'étende au refus de pourvoir. De plus, un des condamnés, Jean Albert D., doit aussi répondre à une telle accusation. Cette infraction est clairement un comportement inacceptable pour la

⁶³ William G., Edouard R., Martial L., Charles André P., Demitro K., Ovila F., Steve K.

⁶⁴ « Lash is sentence imposed by judge upon wife-beater », *Montreal Star*, 25 octobre 1927 1908, p. 3.

⁶⁵ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 4 février 1909, vol.89, p. 590.

société de l'époque et l'idéal du mari pourvoyeur et de la mère au foyer semble consensuel.

Un jugement, dans le système judiciaire, porte bien son nom. Il ne s'agit pas d'une formule mathématique donnant toujours le même résultat, on ne peut prévoir la sentence avec certitude. C'est l'ensemble du dossier qui est pris en compte et en raison de cela, aucun cas n'est identique. Sans appuyer totalement le jugement sur un seul des critères que nous avons vus, l'accumulation de ceux-ci favorise une peine corporelle, car ils dévoilent le profil d'un criminel qui ne peut se corriger que par des mesures différentes des peines habituelles (prison et amende). L'analyse des jugements montre nettement qu'une accumulation de circonstances aggravantes comme des blessures nécessitant l'hospitalisation, la récidive, l'abus d'alcool et le refus de pourvoir peut accroître la possibilité d'aboutir à une condamnation au fouet. Mais ce n'est pas une issue inévitable et l'orientation personnelle du juge entre aussi en considération. La façon dont le juge Choquette règle le cas de deux maris brutaux le montre bien. Le premier, Alfred D. , en état d'ébriété, avait blessé sa femme aveugle au point de requérir l'hospitalisation, et il avait déjà un lourd casier judiciaire : trois peines à Saint-Vincent-de-Paul et douze condamnations à la prison commune. Le second, Archie O., a crevé un œil de sa femme en plus d'être accusé de refus de pourvoir et d'ivresse. Ces deux indésirables semblaient bien réunir les conditions pour mériter le fouet. Pourtant, le juge Choquette préfère les condamner à quatre années de prison chacun. Ces deux sentences rendues en 1910 montrent bien que tous les juges n'ont pas accepté d'emblée l'idée d'imposer la peine du fouet au lieu d'une longue peine de prison, même dans les cas les plus graves⁶⁶.

⁶⁶ « Les ménages malheureux », *La Presse*, 4 juillet 1910, p. 8.

« Batteur de femme puni », *La Presse*, 19 juillet 1910, p. 14.

Conclusion

Tout comme les réactions des femmes face à la violence conjugale, l'application de la peine du fouet n'avait rien de constant, elle était variable. Le principe de flexibilité dans les rapports entre le droit et la famille, que nous avons vu au premier chapitre, est une fois de plus prouvé. Outre la fréquence, la gravité du cas et les antécédents judiciaires de l'accusé, les mœurs, incluant les rôles genrés attendus, autant chez l'homme que chez la femme, tout comme les convictions personnelles du juge faisaient grandement varier l'application de ce châtiment. Le risque de récidive, qui fragilise la famille, est mal accepté. Bien entendu, il ne faut pas oublier que le fouet reste à la discrétion du juge. Il s'agit alors d'une variante cruciale. Mais au final, le fouet demeure une peine peu commune pour les maris brutaux. Elle sera de moins en moins appliquée à mesure que le XXe siècle avance. Dans le prochain chapitre, nous verrons le contexte de réécriture du Code criminel et les arguments qui ont mené à l'abrogation de l'article 292c, en 1955. Au cœur de l'article 292c existe un arbitraire qui deviendra inconciliable avec une conception du droit plus rationnelle et soucieuse d'équité, qui prévaudra dans les années 1950.

CHAPITRE IV

LA « DISPARITION » DU CRIME DE LA VIOLENCE CONJUGALE EN 1955

En 1952, le gouvernement fédéral entreprend de réviser entièrement le Code criminel afin qu'il réponde mieux aux besoins de l'époque. Une Commission royale est alors chargée d'étudier tous les articles et de faire des suggestions qui seront ensuite soumises aux députés. De nombreux changements sont conseillés, dont celui d'abolir le crime correspondant à l'article 292c, c'est-à-dire « voies de fait sur une femme ».

1. Vers une révision du Code criminel

Le besoin de révision du Code criminel, une lourde tâche, ne se produit pas par hasard. Une série d'événements a mené à ces travaux. Aussi, comme plusieurs comités seront mis sur pied, tous dans le but d'améliorer le droit canadien, une chronologie des principales étapes s'impose.

Dans le deuxième chapitre, nous avons vu que le Canada s'inspire en partie des débats au Royaume-Uni. C'est toujours le cas quelques décennies plus tard. En 1938, le rapport Cadogan, au Royaume-Uni, conclut que les peines corporelles devraient être totalement supprimées du droit criminel. Cette recommandation sera adoptée dix ans plus tard, en 1948. L'année suivante, en 1949, le Parlement canadien crée la

Commission royale pour la révision du Code criminel, composée de juges et d'hommes de loi. Le rapport de cette Commission royale sera déposé le 22 janvier 1952¹. Ensuite, un comité spécial formé par la Chambre le 23 janvier 1953², est chargé de l'examiner et de remettre un rapport le 4 mai de cette même année. Les procès-verbaux de ces travaux sont d'ailleurs une source importante pour notre recherche.

Suite à une recommandation du Comité spécial, il y aura la création d'un Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes pour étudier plus spécifiquement les questions de la peine capitale, des peines corporelles et des loteries qu'avait laissées de côté le précédent comité. Durant ce temps, les députés débattent de la réforme du Code criminel, article par article, à la Chambre des communes. La loi qui modifie le Code criminel entrera finalement en vigueur le 1^{er} avril 1955. L'année suivante, en 1956, le Comité mixte remet son rapport et recommande, entre autres, l'abolition de toutes les peines corporelles. Toutefois, comme nous le verrons, seulement quelques articles du Code criminel, qui incluaient des peines corporelles, avaient été abolis. Plus d'une décennie plus tard, en 1969, le Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle réitérera cette recommandation. Il faut toutefois attendre l'adoption de la loi modifiant le Code criminel, le 15 juin 1972, pour finalement voir les châtiments corporels disparaître de la justice canadienne.

¹ Parlement du Canada, « Rapport de la Commission royale pour la révision du Code criminel », *Commission royale*, Ottawa, 1952, 46 p.

² Parlement du Canada, « Rapport du Comité spécial chargé de l'étude du bill 93 'Loi concernant le droit criminel' », *Comité spécial*, Ottawa, 1953, 17 p.

1.1 La Commission royale de 1949

Mise sur pied en 1949 par le ministre de la Justice Stuart S. Garson, la Commission royale pour la révision du Code criminel est en activité jusqu'en 1952, c'est-à-dire au moment de déposer son rapport, le 22 janvier. Au total, seize réunions, d'une semaine chacune, ont lieu. Le président est W. M. Martin, juge en chef de la Saskatchewan. Il est assisté du sous-ministre de la Justice, M. F. P. Varcoe, du juge Fauteux, et d'autres juges et procureurs provenant de différentes provinces, en l'occurrence l'Ontario, le Québec, l'Alberta, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve³. Le mandat de la Commission est très clairement établi et consiste essentiellement à rationaliser l'organisation d'un code vieux d'un peu plus d'un demi-siècle:

- a) Reviser les dispositions ambiguës et obscures;
- b) Adopter partout un langage uniforme;
- c) Éliminer les incohérences; les anomalies ou défauts d'ordre juridique;
- d) Remanier les dispositions et les Parties;
- e) Chercher à simplifier en omettant ou en unifiant certaines dispositions;
- f) Avec l'approbation de la Commission de revision des statuts, omettre les dispositions qui doivent être insérées dans d'autres lois;
- g) S'efforcer d'étendre la portée du Code de façon à embrasser tout le droit criminel; et
- h) Apporter à la procédure telles modifications qu'elle juge nécessaire à l'application prompte et équitable du droit criminel⁴.

À cela, le rapport ajoute que « certains changements de procédure ont été proposés afin d'atteindre les objectifs suivants :

³ Un remaniement des membres de la Commission, dû aux obligations de chacun, a fait en sorte que sa composition, en 1952, est la suivante : W. M. Martin, président, Fernand Choquette, Robert Forsyth, M.H.J. Wilson, Joseph Sedgwick, M.A.A. Moffat.

⁴ Parlement du Canada, « Rapport de la Commission royale pour la révision du Code criminel », *Commission royale*, Ottawa, 1952, p. 3.

- a) simplifier la procédure des procès sommaires et accélérer le règlement des causes;
- b) assurer une plus grande uniformité dans la procédure touchant les procès sommaires pour délits, punissables par voie de mise en accusation ou sur déclaration sommaire de culpabilité;
- c) prévoir une procédure uniforme touchant la confiscation des cautionnements⁵.

Ces visées sont incontournables pour comprendre les causes de l'abandon de 292c. Nous y reviendrons plus loin. Mais déjà, on comprend que le nouveau Code criminel devra être plus clair et concis. La Commission recommande une refonte en profondeur du code. Par exemple, l'article 292 devient 141(1)⁶ et 231(2)⁷ et, comme nous le verrons plus loin, les voies de fait spécifiques sur une femme (292c) disparaîtront. En tout, 408 des 1152 articles du Code criminel seront retranchés.

1.2 Les recommandations du Comité spécial chargé de l'étude du bill 93

Suite au dépôt du rapport de la Commission royale, un Comité spécial, composé de 17 députés, essentiellement des avocats, sera mandaté par la Chambre des communes pour étudier les propositions qui prennent maintenant la forme d'un projet de loi

⁵ *Id.*, p. 4.

⁶ 141 (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans et de la peine du fouet, quiconque attente à la pudeur d'une personne du sexe féminin.
Code criminel, Statuts du Canada, 1953-1954, chapitre 51, article 141.

⁷ 231 (1) Quiconque se porte à des voies de fait simples est coupable
a) d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans, ou
b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.
(2) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans, quiconque illégalement cause à quelqu'un des lésions corporelles ou commet des voies de fait qui causent à quelqu'un des lésions corporelles.
Code criminel, Statuts du Canada, 1953-1954, chapitre 51, article 231.

officiel, le bill 93. Un article à la fois, les membres du comité réviseront le nouveau Code criminel. Ce comité⁸ se rencontrera 37 fois. Il entendra les représentants de plus de 80 organisations canadiennes, représentant divers milieux, qui déposent très souvent des mémoires, et recevra « un nombre incalculable de lettres et de cartes adressées par des particuliers. »⁹.

Les membres du comité proposeront quelques modifications au remaniement suggéré par la Commission. Toutefois, certains sujets ne font pas consensus. Effectivement, pour décider du sort de la peine capitale, des punitions corporelles et des loteries, ils recommandent la création d'un nouveau comité :

Sur la foi des documents et autres matériaux qui lui ont été soumis, le comité n'était pas disposé à recommander de changement dans la loi actuelle en ce qui concerne la défense des déments, les loteries et l'imposition du fouet et de la peine capitale, mais il a abouti à la conclusion unanime, et il fait une recommandation à cet égard, - que le gouverneur général en conseil devrait étudier l'opportunité de nommer une commission royale, ou de soumettre au Parlement une proposition tendant à instituer un comité parlementaire mixte du Sénat et de la Chambre des communes; ladite commission royale ou ledit comité parlementaire mixte serait chargé d'approfondir la substance des dispositions précitées de la loi et les principes dont elle s'inspire et d'en faire rapport (...).¹⁰

⁸ MM. Brown, Browne, Cameron, Cardin, Churchill, Crestchi, Gauthier, Garson, Henderson, Huffman, MacInnis, MacNaught, Macnaughton, Montgomery, Noseworthy, Robichaud et Shaw.

⁹ Parlement du Canada, « Rapport du Comité spécial chargé de l'étude du bill 93 'Loi concernant le droit criminel' », *Comité spécial*, Ottawa, 1953, p. 64.

¹⁰ *Ibid.*

Comme mentionné précédemment, cette recommandation sera suivie. Par contre, les conclusions de ce futur comité ne seront pas prises en compte avant une quinzaine d'années. Cet extrait du rapport montre bien que le fouet est un sujet délicat et la suite montrera qu'on maintiendra pendant encore plusieurs années les peines corporelles¹¹. On ne peut donc traiter ces peines comme s'il s'agissait d'un simple résidu des temps anciens. Cela dit, les changements proposés par la Commission font en sorte que la peine du fouet est tout de même retirée pour certains crimes, dont celui relatif à l'article 292c. Comment l'expliquer?

2. Abolition de l'article 292c

La peine du fouet reste en vigueur pour la plupart des crimes pour lesquels elle était une possibilité. Ce n'est donc pas une opposition de principe à la peine du fouet qui explique la disparition de l'article 292c. De quoi s'agit-il alors?

2.1 La jurisprudence canadienne : distinguer 292c de 295

On se réfère souvent à l'article 292c et on peut certainement dire la même chose de l'article 295. Effectivement, l'accusation de voies de fait (sur un citoyen quelconque, sans qu'il soit spécifié qu'il s'agisse d'une femme) a souvent été utilisée par des femmes. La peine de fouet ne constitue pas l'enjeu principal de la jurisprudence canadienne sur l'article 292c. Des points relatifs à la procédure judiciaire sont au cœur de la question, comme la cause *Rex c Maurer* le montre bien¹². En 1944, dans le comté de York, en Ontario, un dénommé Maurer est condamné en vertu de

¹¹ D'ailleurs, le fouet est maintenu pour les crimes suivants : inceste, strangulation, viol, tentative de viol, commerce charnel illicite et vol.

¹² *Rex c. Maurer*, C.C.C., Cour d'appel d'Ontario., vol. 83, 1944, p. 160-161.

l'article 292c pour avoir assailli sa femme. Il a ensuite été jugé par procédure sommaire, sans se voir formellement octroyer le droit de choisir un procès devant juge et jury, comme l'article 773 du Code criminel le prévoit. Comme nous l'avons vu précédemment, le choix d'une procédure sommaire ou d'un procès devant juge et jury n'est possible que pour l'article 292c et non 295. C'est d'ailleurs l'argumentation de l'appelant¹³. Suite à cet appel, la sentence a donc été invalidée et un nouveau procès a dû avoir lieu.

Rex c Hoy, à la Cour d'appel de Colombie-Britannique, en 1949, est un autre exemple traitant de cette procédure de mise en accusation¹⁴. L'accusé a d'abord été accusé et condamné selon l'article 295 (cet article prévoit 3 ans d'emprisonnement maximal comparativement à 2 ans pour 292c) pour voies de fait sur sa femme. Sa peine est de 6 mois, en plus du devoir de garder la paix pour une période d'un an, sous peine d'amende. Il appelle de ce jugement, puisqu'il considère que l'article 292c devrait plutôt s'appliquer. Cela lui donnerait le choix du déroulement du procès. Trois juges prennent part à la décision, dont O'Halloran qui fait dissidence, la majorité rejetant l'appel et maintenant le jugement initial (selon l'article 295). O'Halloran fait entre autres référence à l'ajout en 1909 par les députés, du paragraphe C à l'article 292. Effectivement, pour supporter son point de vue, il explique que si les députés ont voté cette loi, c'est qu'ils désiraient différencier le crime de voies de fait sur une femme de celui de voies de fait décrit dans l'article 295, déjà existant.

¹³ « Counsel for appellant argued that the conviction was made by the Magistrate without jurisdiction and that s. 773 (c.c.) did not extend to a charge under s. 292 (c) of the Code but was limited to a charge under s. 295 of the Code. »

Ibid.

¹⁴ *Rex c. Hoy*, C.C.C., Cour d'appel de Colombie-Britannique., vol. 96, 1949, p. 191-199.

Il réfère également aux enjeux de procédure :

For a Magistrate without the consent of the accused to exercise complete jurisdiction under s. 292(c) is to deprive the accused of his statutory right to elect the manner in which he shall be tried. This is a matter of the gravest importance. It is not one of technical procedure. It is a dangerous interference with a substantive right of the subject¹⁵.

O'Halloran exprime bien l'importance du droit de l'accusé quant au choix de la procédure d'accusation. Néanmoins, voici l'explication de Robertson qui résume la décision de la cour quant au maintien du jugement initial : « Moreover, in the case, as here, of an assault, the circumstances may be such as to lead the Crown to think that the punishment provided by s. 295 would be the more appropriate. »¹⁶. Il est donc clairement mentionné que la peine d'emprisonnement semble plus appropriée que celle prévue pour l'article 292c, soit l'emprisonnement et le fouet.

Puisque les articles 292c et 295 concernent tous les deux des voies de fait, on comprend que dans beaucoup de causes, l'accusation pouvait être formulée selon l'un ou l'autre et ainsi, créer un problème au niveau des règles de déroulement des procédures juridiques. On se rappelle que le droit qui avait été accordé en 1909 à l'accusé de choisir un procès devant jury ou non découlait précisément de l'ajout de la peine corporelle au châtiment prévu en cas de voies de fait sur une femme.

¹⁵ *Id.*, p. 195.

¹⁶ *Id.*, p. 199.

2.2 292c, un article redondant avec 295?

Selon A. J. MacLeod¹⁷ et J. C. Martin, dans un article de 1955 publié dans la *Canadian Bar Review*, l'abolition de 292c découle non seulement des enjeux relatifs à la procédure d'accusation, mais également au fait que le crime ciblé n'est qu'une forme spécifique d'un crime plus large défini ailleurs dans le code (voies de fait contre une personne) :

section 292(c) provides that every one is guilty of an indictable offense who « assaults and beats his wife or any other female and thereby occasions her actual bodily harm ». Both these provisions have been dropped from the new code, for the reason that it is not necessary to define the offense by reference to particular times, places or persons, but it is sufficient merely to say that a person who commits an assault commits an offence¹⁸.

Bref, les précisions de l'article 292c ne sont pas nécessaires, le crime étant déjà décrit dans un autre article, 295 (qui deviendra, en 1955, 231 (2)). Cette logique est confirmée par les objectifs de rationalisation que visait la révision du Code criminel au début des années 1950.

2.3 Et la peine du fouet ?

Nous avons vu quelques raisons pour lesquelles l'article 292c disparaît du Code criminel. À cela s'ajoute une remise en cause du principe même de la peine du fouet, même si le Canada résiste visiblement à une mouvance internationale qui s'était notamment manifestée quelques années plus tôt au Royaume-Uni. Cela dit, la peine du fouet est tout de même contestée dans les années 1950. En pratique, les juges ont

¹⁷ A.J. MacLeod était d'ailleurs conseiller au département de la Justice et présent lors des travaux du Comité spécial du bill 93, « An Act respecting The Criminal Law ».

¹⁸ A. J. MacLeod et J.C. Martin, « The Revision of the Criminal Code », *Canadian Bar Review*, vol.33, no 1, 1955, p. 13.

de moins en moins recours à cette peine, ce qui témoigne certainement de ce contexte de remise en cause. C'est ainsi qu'est mis sur pied un comité mixte (Chambre et Sénat) pour étudier le problème de la peine capitale, des loteries et, plus important pour notre mémoire, des peines corporelles.

2.3.1 Les travaux du Comité spécial sur le bill 93

C'est le Comité spécial chargé d'étudier le bill 93, c'est-à-dire le nouveau Code criminel proposé par la Commission royale d'enquête l'année précédente, qui propose qu'un autre comité se penche spécifiquement sur les peines corporelles. Cette proposition s'explique par le fait que le comité, entre février et mai 1953, a vu témoigner plusieurs dizaine d'organisations, dont certaines ont communiqué leur désapprobation ou leur inconfort avec le fouet dans la justice canadienne.

Le 4 mars 1953, Mme Rae M. Luckock, qui représente le *Congress of Canadian Women*, demande de retirer les punitions corporelles qui, selon l'association, ne cadrent pas avec l'intention de réhabilitation des prisonniers, suivant les principes de la science pénale moderne. Aussi, elle croit que ce moyen (de vengeance) est dégradant autant pour celui qui le subit que pour celui qui l'administre. À son avis, il ne correspond pas aux nouvelles normes humanitaires. À ce propos, l'association affirme, dans un mémoire déposé le 26 février 1953 :

We earnestly suggest that this punishment be abolished, since, in our opinion, it does not contribute to correction or rehabilitation of the offender, but rather is a vengeful type of punishment, demeaning to the administrator, and certainly not in keeping with humanitarian views¹⁹.

La semaine suivante, M. Irving Himel, de l'*Association for Civil Liberties*, après avoir établi les principes dont devrait s'inspirer le Code criminel, affirme que les peines corporelles, même comme mesure disciplinaire dans les prisons, sont un anachronisme dans le système de justice canadien. Les exemples du Royaume-Uni, qui a aboli les peines de fouet en 1948, et de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (« Nul ne sera assujetti à la torture ou à des traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants ») sont mentionnés. M. Himel va plus loin que d'énoncer des principes, il fait aussi référence à la jurisprudence canadienne, spécifiquement aux commentaires de la cour dans la cause *Rex c. Childs* de 1939.

Cela dit, d'autres associations sont plus hésitantes quant à la recommandation d'abolir les peines corporelles. M. Norman Borins, du *Canadian Welfare Council*, prend acte du fait que la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest et la plupart des États des États-Unis considèrent abolir le fouet. Cela ne suffit toutefois pas à le convaincre puisque, selon lui, certains États qui l'ont aboli souhaitent le rétablir, en l'occurrence l'Angleterre. Tout au plus recommande-t-il que le fouet (généralement le « cat-o-nine-tails ») soit modifié afin qu'il soit moins douloureux pour le condamné. Cette suggestion ne sera pas retenue.

¹⁹ The Congress of Canadian Women, « Minutes of proceedings and evidence : Appendix C », *Comité spécial chargé de l'étude du bill 93 'Loi concernant le droit criminel'*, Ottawa, 26 février 1953, no 4, p. 134.

Au sein du comité lui-même, certains semblent être hostiles à l'abandon des peines corporelles. C'est notamment le cas de M. Robichaud qui conteste les leçons qu'a tirées M. Himel, de l'*Association for Civil Liberties*, de l'abolition de la peine du fouet en Angleterre. M. Robichaud, contrairement à son interlocuteur, croit que l'augmentation des crimes violents depuis quelques années découlerait précisément de l'abolition du fouet²⁰. Dans ce contexte, le comité n'arrive pas à recommander l'abolition de la peine de fouet. Dans son mémoire, le comité suggère tout simplement que le ministre de la Justice étudie la question :

We feel the matter is one of very great importance and unanimously recommend that it be made the subject of an immediate study under the supervision of the Minister of Justice with a view to determining whether corporal punishment has sufficient merit as a deterrent to warrant its continuance in the face of the many objections which are made to it on social and humanitarian grounds²¹.

2.3.2 Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes

C'est donc à un nouveau comité que reviendra de réfléchir au sort des peines corporelles dans le Code criminel canadien. En 1953, suite à la recommandation du Comité spécial, certaines questions, dont les peines corporelles, ont été confiées au Comité mixte de la Chambre des communes et du Sénat. Nous abordons le sujet, puisqu'il s'agit d'une recommandation suivie. En fonction de leur mandat, les

²⁰ M. Robichaud, « Minutes of proceedings and evidence », *Comité spécial chargé de l'étude du bill 93 'Loi concernant le droit criminel'*, Ottawa, 10 mars 1953, no 4, p. 146-147.

²¹ The Canadian Welfare Council, « Minutes of proceedings and evidence : Appendix B », *Comité spécial chargé de l'étude du bill 93 'Loi concernant le droit criminel'*, Ottawa, 1953, no 4, p. 168.

membres du comité, dix sénateurs²² et dix-huit députés²³, enquêtent « sur les punitions corporelles imposées par les tribunaux et par les autorités des institutions pénales fédérales et provinciales pour infractions aux règlements. »²⁴. Plus précisément,

Le Comité a tenu compte de deux éléments tout au long de son enquête sur la punition corporelle en tant que partie de la sentence du tribunal. Le premier était de savoir si cette punition pouvait prévenir la répétition du crime, et le deuxième, si son effet préventif sur le public était plus prononcé que celui des autres méthodes de châiment²⁵.

Pour atteindre ces objectifs, le comité entend des témoins : policiers, procureurs de la Couronne, autorités carcérales, psychiatres, préposés et dirigeants de sociétés d'aide aux détenus. À partir de statistiques très détaillées, le rapport démontre que cette peine est de moins en moins appliquée, tous types de crimes confondus²⁶. D'ailleurs, le rapport insiste sur l'expérience du Royaume-Uni, et notamment sur une étude qui démontre que depuis l'abolition du fouet, le nombre de vols avec violence a

²² Walter M. Aseltine, Paul-Henri Bouffard, John W. de Farris, Muriel McQueen Fergusson, Salter A. Hayden, Nancy Hodges, John A. McDonald, Arthur W. Roebuck, Clarence Joseph Veniot, Thomas Vien.

²³ Sybil Bennett, Maurice Boisvert, Don.F. Brown, J.E. Brown, A.J.P. Cameron, G.H. Castleden, F.T. Fairy, Stuart S. Garson, Yves Leduc, A.R. Lusby, R.W. Mitchell, G.W. Montgomery, H.J. Murphy, Ann Shipley, W. Ross Thatcher, R. Thomas, Philippe Valois, Harold E. Winch.

²⁴ Parlement du Canada, « Rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur les punitions corporelles », *Chambre des communes*, Ottawa, 1956, p. 41

²⁵ *Id.*, p. 47.

²⁶ On observe une réduction d'au moins 70% pour tous les articles, sauf pour le viol (réduction de 40%).

Parlement du Canada, « Rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur les punitions corporelles », *Chambre des communes*, Ottawa, 1956, p. 55.

diminué²⁷. Au Canada, la tendance à la diminution des peines corporelles dans les sentences est facilement perceptible :

Tableau 4.1 : Condamnations comportant des punitions corporelles
parmi les condamnations globales, pour l'article 292, en pourcentage

1930-34	1935-39	1940-44	1945-49	1950-54
6,4%	3,4%	1,0%	1,2%	1,2%

Source : Parlement du Canada, « Rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur les punitions corporelles », *Chambre des communes*, Ottawa, 1956, p. 57.

Ce qui est le plus reproché à la peine du fouet, c'est qu'elle contrevient au principe d'uniformité de la loi. D'abord, il y a une grande variabilité, c'est-à-dire un manque de constance, dans les peines ordonnées par les juges. Les membres du comité ont bien décelé ce que nous avons mis en lumière dans le chapitre précédent. Ensuite, l'instrument employé n'est pas le même partout, la douleur étant alors différente selon les cas. De plus, les gardiens n'ont pas la même force, vigueur ou détermination, et l'application dépend ainsi grandement de ces circonstances extérieures.

Par exemple, le rapport démontre bien que certains gardiens tentent d'éviter d'appliquer le fouet, alors que d'autres semblent en abuser: « C'est pourquoi, a-t-on fait remarquer, il répugne à certains fonctionnaires des pénitenciers d'appliquer les peines des tribunaux en ce qui concerne la punition corporelle et que, selon l'expression d'un des témoins, 'ils font semblant' d'administrer la punition. »²⁸. Les gardiens jouent un rôle important pour la crédibilité des punitions corporelles.

²⁷*Id.*, p. 46.

²⁸*Id.*, p. 44.

Plus important, la peine du fouet semble aller à l'encontre de la réhabilitation des prisonniers, une préoccupation majeure des réformateurs du milieu du XXe siècle. Dans le rapport, on soulève ainsi la crainte que les prisonniers fouettés aient alors envie de se venger contre la société, sentiment qu'ils n'avaient pas nécessairement avant de subir ce châtiment pénible et humiliant : « Les témoignages n'ont pas démontré qu'elle [la peine du fouet] exerce sur les personnes auxquelles elle est infligée une influence correctionnelle ou intimidante quelconque; dans l'ensemble, elle paraît même avoir l'effet contraire. »²⁹. Selon le commissaire fédéral des pénitenciers, R. B. Gibson, les peines de fouet devraient être abolies et un emprisonnement plus long aurait sans doute un effet plus dissuasif. *La Presse* rapporte ses propos:

Il [a affirmé] devant le Comité parlementaire sur la peine capitale et les châtiments corporels que le fouet n'est pas un bon antidote contre le crime car ceux qui y sont condamnés ne subissent leur châtiment que beaucoup trop tard³⁰.

Cela dit, malgré le contexte favorable à la réforme du système pénal, il n'existe toujours pas réellement de consensus sur l'abolition de la peine de fouet. Comme le souligne le rapport, certains juges et dirigeants de prison demeurent convaincus de l'utilité et de l'effet dissuasif des punitions corporelles. Pour certains, il s'agirait seulement de modifier la façon dont est appliquée la peine afin d'en limiter les effets les plus néfastes. À cet égard, la question de l'application de la peine à la fin de la période d'emprisonnement est très préoccupante. En effet, la peine de fouet est généralement appliquée en deux temps, quelques jours après l'arrivée du prisonnier,

²⁹ *Id.*, p. 47.

³⁰ « La peine du fouet devrait être abolie », *La Presse*, 23 mars 1955, p. 23.

et quelques jours avant sa sortie. Selon plusieurs, tous les efforts de réhabilitation durant le séjour en prison sont détruits par la deuxième séquence du châtement:

Il semble que les autorités des prisons provinciales soient moins portées à enfreindre les ordres du tribunal en ce qui concerne l'application d'une partie de la peine du fouet à la fin de l'incarcération, bien que cette pratique ait été condamnée presque à l'unanimité parce qu'elle détruit les bons effets des efforts en vue de la réforme et de la réhabilitation tentés durant l'emprisonnement³¹.

Au final, le comité recommande, le 11 juillet 1956, l'abolition de la peine du fouet³². Conscient toutefois que cette abolition soit peu probable, étant donné que plusieurs sont toujours convaincus de son utilité, le comité recommande d'amender la loi afin que les juges soient dans l'obligation de consulter les antécédents judiciaires du coupable avant de décider de la peine de fouet. Il recommande aussi que la peine soit exécutée tôt dans la durée d'emprisonnement et qu'un modèle uniforme de fouet, moins punitif, soit utilisé dans toutes les institutions carcérales³³.

Suite au dépôt du rapport, en 1956, les députés ont souvent discuté des peines corporelles. Les arguments invoqués par les abolitionnistes sont sensiblement les mêmes que ceux soulevés dans le rapport de 1956 : le développement des droits de l'Homme, la modernisation de la science pénale, la contestation de l'efficacité des

³¹ Parlement du Canada, « Rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur les punitions corporelles », *Chambre des communes*, Ottawa, 1956, p. 41.

³² *Ibid.*

³³ *Id.*, p. 48.

peines corporelles, les problèmes d'application et, évidemment, l'enjeu moral³⁴. Malgré ces arguments, le Canada est toujours parmi les derniers pays du monde libre à infliger des peines corporelles judiciaires au tournant des années 1960, avec l'Afrique du Sud et l'Égypte. Des partisans de la réforme, comme les députés Harold E. Winch³⁵, Gerald W. Baldwin³⁶ et Frank C. McGee³⁷ en 1958 et 1959, ne manquent pas une occasion de le rappeler à la Chambre des communes. Comme nous l'avons souligné, ce n'est finalement qu'en 1972 que les peines corporelles seront abolies au Canada.

La chercheuse Monique Poulin est d'avis que le retrait, en 1955, du crime distinctif de voies de fait sur une femme est un pas vers l'égalité des sexes devant la loi. Elle argumente que l'ancien code, minimisant la peine pour voies de fait sur une femme (2 ans d'emprisonnement) comparativement à la même infraction sur un homme (3 ans), démontre une discrimination envers les femmes³⁸. Elle omet toutefois, selon

³⁴ Les arguments sont principalement tirés des débats de la Chambre des communes des années 1958 et 1959. Par la suite, les débats se poursuivent, mais se sont généralement les mêmes arguments qui sont soulevés. Les intervenants les plus importants sont : Winch, McGee, Baldwin et Bigg. Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 1958-1959.

³⁵ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 6 juin 1958, vol. 1, p. 978.

³⁶ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 6 juin 1958, vol. 1, p. 981.

³⁷ Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 7 avril 1959, vol. 2, p. 2421.

³⁸ Monique Poulin, *Le droit à la légitime défense en situation de violence conjugale : un régime de tutelle pour les femmes*, Québec, Cahiers de recherche du GREMF, 2001, p. 12.

nous, un élément essentiel de la peine : le fouet, même s'il est peu appliqué. Le crime de voies de fait sur une femme a donc une peine bien particulière qui, effectivement, contrevient aux principes d'égalité devant la loi et d'uniformité des peines. Cela dit, l'ancien code avait le mérite de reconnaître la spécificité de la violence conjugale qui « disparaît » en quelque sorte avec la fusion des articles 292c et 295 relatifs aux voies de fait dans le nouveau Code criminel. En disparaissant du Code criminel, la violence conjugale réapparaissait parallèlement dans les nouvelles politiques familiales de la seconde moitié du XXe siècle.

3. Politiques familiales

L'abolition de l'article 292c s'explique enfin par le nouveau contexte de développement de l'État providence, même au Québec où celui-ci se met en place plus difficilement³⁹. Ces politiques familiales ne sont d'ailleurs pas étrangères à des préoccupations conservatrices pour le maintien de la famille traditionnelle que l'on croit toujours menacée. Comme l'a souligné l'historienne Marie-Paule Malouin, la crainte d'une transformation profonde de l'institution de la famille persiste dans les années 1950⁴⁰, ce qui est alimenté par des préoccupations pour l'augmentation du nombre de divorces et de séparations de corps⁴¹.

³⁹ Dominique Marshall, *Aux origines sociales de l'État-providence*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1998.

⁴⁰ Marie-Paule Malouin, *Le mouvement familial au Québec, les débuts : 1937-1965*, Québec, Boréal, 1998, p. 14-16.

⁴¹ Nombre de divorces, par années, au Canada : 1900 :11, 1910 :51, 1920 :468, 1930 :875, 1940 :2369. James G. Snell, *In the Shadow of the Law : Divorce in Canada : 1900-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, p. 10.

Les nouvelles politiques familiales changent la façon dont la violence conjugale est perçue et administrée dans la société. À l'évidence, l'abolition de l'article 292c ne se fait pas parce qu'on veut privilégier d'autres moyens de gestion de la violence conjugale, mais bien parce que l'on procède à une entreprise de rationalisation du droit pénal et qu'une timide remise en cause de la peine de fouet commence à se manifester dans la société canadienne. La montée des politiques familiales est en quelque sorte un mouvement parallèle qui, sans être lié dans une relation causale directe avec l'abolition de 292c, est nécessaire pour comprendre les changements qui se produisent dans la gestion de la violence conjugale dans la période d'après-guerre. Voyons les possibilités qui s'offraient désormais aux femmes victimes de violence conjugale dans les années 1950.

3.1 Plainte officielle

Le dépôt d'une plainte officielle pour voies de fait est toujours une avenue possible et utilisée. Effectivement, même lors de l'existence de l'article 292c, les femmes pouvaient loger une plainte fondée sur l'article 295 qui reste en vigueur après l'abolition de 292c. Avec le nouveau Code criminel, il est toujours possible de se plaindre de voies de fait, mais selon le nouvel article 231(2) qui prévoit alors deux ans d'emprisonnement. Cela dit, la gestion de la violence conjugale par les cours se limite toujours aux cas extrêmes qui menacent la santé physique même de la femme. Tout laisse croire que l'utilisation des tribunaux criminels, qui témoigne de l'agentivité des femmes, est une pratique de dernier recours qui n'apporte qu'une

solution bien insatisfaisante pour les femmes comme l'a montré Aranguiz pour le début du siècle⁴².

C'est d'ailleurs ce qu'affirme le père Marcel-Marie Desmarais, à la fin des années 1950, à une femme victime de violence conjugale. Cette dernière explique que son mari corrige les enfants en leur donnant des coups sur la tête et elle ajoute : «Mon mari m'a déjà frappé sur la tête et je sais combien c'est douloureux.». Le père Desmarais émet alors l'hypothèse qu'il s'agisse chez le mari de maladie mentale ou de méchanceté monstrueuse. Dans de tels cas, il faudrait prévenir la police. Mais il espère qu'il n'en est rien : «En effet, comment vous débrouilleriez-vous, ma pauvre dame, si votre mari allait en prison ?». Par contre, si le mari est simplement un homme dur et irréfléchi, le père Desmarais suggère d'essayer de le raisonner puis de recourir à l'autorité morale du curé : «S'il ne veut rien entendre, menacez-le de faire intervenir Monsieur le Curé. Au besoin n'hésitez pas à recourir à votre Pasteur pour une verte sermonce⁴³.

⁴² Marcela Aranguiz, *Cours de justice criminelle et classes ouvrières au tournant du XXe siècle à Montréal (1891-1921)*, Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 2009, p. XIV.

Deux cas, retrouvés grâce aux plumitifs du Greffe de la paix de Valleyfield, donnent un aperçu de ces plaintes en justice. Le 7 août 1963, Jean-Baptiste J. est accusé de voies de fait sur sa fille et sa femme en vertu de l'article 231. Il doit payer une amende de 10\$. Un autre individu, le 10 novembre 1966, est accusé, Normand C., selon l'article 231(2) pour voies de fait sur sa fille et son épouse. Il passera douze jours en prison et devra payer une caution de 200\$. L'article 231 est donc bel et bien utilisé par des femmes, contre leur mari.

Plumitifs du Greffe de la paix, Cité Salaberry de Valleyfield, district Beauharnois, 1963-1964, No 13126.

Plumitifs du Greffe de la paix, Cité Salaberry de Valleyfield, district Beauharnois, 1965-1966, No 18731.

⁴³ Marcel-Marie Desmarais, *La clinique du cœur Tome 9*, « Comment corriger les enfants? », Montréal, Éditions du Lévrier, 1959, p. 31-36.

Encore jusqu'aux années 1970, ce vieux dilemme entre la poursuite criminelle et le recours à la médiation du curé, quand ce n'est pas la résignation pure et simple, persiste donc. Mais, dans les années 1950, de nouvelles politiques familiales changent progressivement la situation.

3.2 Les juridictions familiales

En 1950, le gouvernement québécois crée la Cour de Bien-Être social⁴⁴ (qui remplace la Cour des jeunes délinquants), un tribunal qui ajoute entre autres la médiation des relations conjugales à la compétence touchant les mineurs. Comme l'a souligné Snell, dans différentes provinces canadiennes, des cours familiales, plus adaptées à l'approche humaniste de l'époque, se mettent en place. Jusqu'au milieu du XXe siècle, les résultats sont toutefois modestes comme l'explique Snell:

Despite the beginnings of the institutions and processes represented by the domestic relations courts, for the period prior to World War II the law itself, rather than legal institutions or state agents, continued to be perceived as the most potent weapon in the struggle to control and protect society⁴⁵.

Les nouvelles cours des jeunes délinquants et celle de Bien-Être social sont inspirées des États-Unis, bien qu'elles n'aient aucune compétence en matière de divorce⁴⁶. La première demande pour des cours familiales, au Canada, est formulée en 1914, par la

⁴⁴ Muriel H. Douglas, *A History of the Society for the Protection of Women and Children in Montreal : From 1882 to 1966*, mémoire de maîtrise (travail social), McGill, 1967, p. 63.

⁴⁵ Snell, *loc. cit.*, p. 60.

⁴⁶ James G. Snell, « Courts of Domestic Relations: A Study of Early Twentieth Century Judicial Reform in Canada », *Windsor Yearbook of Access to Justice*, Vol.6, 1986, p. 38.

Charity Organization of Montreal. À ce moment, ce sont surtout les causes de refus de pourvoir qui motivent leur requête⁴⁷. En 1920, le juge Lanctôt déclare que la création d'une Cour de relations domestiques s'impose pour régler les difficultés qui s'élèvent dans les ménages⁴⁸. Au début des années 1930, la *M.S.P.W.C.* confirme son appui au projet : « The S.P.W.C. continued to press for the establishment of Domestic Relations Courts in the province, first in co-operation with the Prisoner's Aid Society and later heading a delegation of forty service organizations. »⁴⁹. Ce soutien d'associations directement en relation avec les familles démontre clairement une nouvelle approche axée sur le travail social.

À la fin des années 1920, il existe deux *Women's Court* en Ontario. Ces cours fonctionnent selon un horaire différent des cours criminelles et mènent leurs activités à l'abri du public⁵⁰. Helen Boritch, qui s'est penchée sur la question, est d'ailleurs d'avis qu'elles devaient être très utilisées par les femmes⁵¹. Malgré ces changements idéologiques, au moment de la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a que cinq cours familiales au Canada, dont une à Montréal⁵². Il faut attendre les années 1960 pour l'achèvement de ce système. C'est par ailleurs en 1961 qu'est créé le ministère

⁴⁷ *Id.*, p. 43-44.

⁴⁸ « Six mois de prison pour ce père de famille sans coeur », *La Patrie*, 17 avril 1920, p. 1, 5.

⁴⁹ Douglas, *op. cit.*, p. 41.

⁵⁰ Snell, *loc. cit.*, p. 47.

⁵¹ Helen Boritch, « Crime and Punishment in Middlesex County, Ontario, 1871-1920 », dans PHILLIPS, Jim, Tina LOO et Susan LEWTHWAITE, *Essays in the History of Canadian Law*, Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1994, p. 398.

⁵² Snell, *loc. cit.*, p. 53.

québécois de la Famille et de Bien-Être-Social⁵³. Malgré ces débuts modestes, la violence conjugale trouvait dans ces nouvelles cours un espace de discussion qui relevait d'une logique moins punitive que l'ancien article 292c.

3.3 Les allocations familiales

Les allocations familiales viennent modifier la dépendance économique des femmes, un argument qui avait justifié l'adoption de la peine de fouet pour les maris qui se « réfugiaient » en prison pour échapper à leur rôle de pourvoyeur. Si la Loi d'assistance aux mères nécessiteuses du Québec⁵⁴ et la loi provinciale des allocations familiales n'ont eu que peu de résultats concrets dans les années 1930⁵⁵, il en va autrement des allocations familiales octroyées par le gouvernement fédéral à partir de 1945. Le montant de ces allocations, pouvant atteindre l'équivalent du chômage reçu pour le salaire d'un homme, était assez important. Cette mesure, qui va de pair avec l'amélioration des conditions de vie d'après-guerre⁵⁶, rehausse le statut social de la femme qui a maintenant un revenu personnel⁵⁷. Lentement, les femmes gagnent de l'autonomie financière, un élément central dans la réaction à la maltraitance.

⁵³ Malouin, *op. cit.*, p. 129.

⁵⁴ Malouin, *op. cit.*, p. 10.

⁵⁵ Marshall, *op. cit.*, p. 39.

⁵⁶ Douglas, *op. cit.*, p. 63

⁵⁷ Marshall, *op. cit.*, p. 177-180.

Conclusion

Comme nous l'avons vu, la disparition de l'article 292c a peu à voir avec le fouet. Il s'agit plutôt d'une question de droit. La révision du Code criminel avait entre autres comme visée de le simplifier et de faciliter et accélérer les procédures. L'élimination du crime de voies de fait sur une femme est alors tout à fait logique, puisqu'un autre article (295) punit déjà les voies de fait sur tout citoyen. La disparition du fouet pour ce crime est davantage une conséquence de cette rationalisation du droit, même si certains réformateurs militent à ce moment pour l'abolition de la peine du fouet dans le Code criminel. Mais même si elle avait réussi, cette abolition de la peine du fouet ne permettrait pas de comprendre pourquoi le crime spécifique de voies de fait sur une femme a disparu du code à ce moment. Si l'abolition de l'article 292c du code criminel peut être abordée comme une étape dans l'égalité des hommes et des femmes devant la loi, il n'en reste pas moins que dans le contexte de transition des années 1950, malgré les avantages que procuraient notamment les allocations familiales, la femme victime de violence conjugale se retrouvait dans une situation difficile. Désormais, jusqu'au début des années 1980, la brutalité entre conjoints ne sera pas différenciée de celle qui concerne les autres citoyens. La brutalité peut exister entre personnes qui se connaissent, même si elles ne sont pas mariées ensemble. La violence conjugale sera traitée par la cour comme n'importe quelle voie de fait.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La réalisation de notre mémoire ne fut pas une tâche simple. Effectivement, le domaine juridique (entre autres la terminologie et les procédures reliées) peut être un casse-tête pour les néophytes. Nous avons tenté d'exposer comment les législateurs canadiens et les juges montréalais envisageaient la gestion des cas de violence conjugale. À travers nos trois sous-thèmes (motifs d'adoption de l'article 292c, l'application, raisons d'abrogation de l'article), nous avons été en mesure d'atteindre nos objectifs de départ. D'abord, les historiographies du droit criminel et de la famille ont été aussi essentielles qu'indissociables, tout au long de notre recherche. Cette relation permet un regard social à l'étude de la loi. Ensuite, les archives consultées, notamment les registres d'écrou de la prison de Montréal, ont permis d'approfondir la connaissance de l'histoire des peines corporelles et serviront peut-être à des recherches ultérieures. Notre intérêt pour le prescrit et la pratique nous a poussée à consulter des sources variées. Cinq d'entre elles peuvent être considérées comme les piliers de notre recherche : les débats parlementaires de 1909, les registres d'écrou de la prison de Montréal (de 1909 à 1955), les journaux, les travaux des comités constitués pour la révision du Code criminel et, enfin, la jurisprudence canadienne.

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les punitions corporelles sont de plus en plus envisagées pour répondre au problème de la violence conjugale. Ailleurs, les États-Unis et le Royaume-Uni en discutent, des associations de protection des

femmes, des autorités carcérales, même certains membres du clergé démontrent leur appui à ces châtiments. Toutefois, seul le Canada adoptera une loi nationale pour imposer ce type de châtimement aux hommes qui commettent des voies de fait sur une femme. Le Canada se distingue en ce sens. Il est intéressant de constater que sur les bases, essentiellement, d'arguments semblables, une décision différente a été prise.

En 1909, on ajoute donc une nouvelle infraction au Code criminel, voies de fait sur une femme (292c), qui est passible d'une peine d'emprisonnement et d'une peine corporelle, le fouet. Certains députés en faveur du projet de loi espèrent que cette nouvelle mesure réduira le temps d'emprisonnement des « mauvais maris », et ainsi raccourcira la période pendant laquelle la femme et les enfants sont privés du salaire du pourvoyeur. Mais c'est surtout la conviction de l'effet dissuasif et l'impression d'une peine appropriée à une classe de criminels qui sont les principaux arguments. Le fouet sera réservé, selon ses partisans, aux « brutes qui le méritent ».

Les députés ont alors voulu distinguer la violence en général de celle faite aux femmes, qui fragilise l'institution de la famille. Bien que nous ayons soulevé l'appui de certains groupes de la société, il est difficile de véritablement mesurer l'opinion populaire face à cette nouveauté. Le traitement médiatique, comme nous l'a montré Martel, peut fournir quelques indices, mais dans le cadre de notre recherche, les journaux sont demeurés une source limitée qui n'a pas été dépouillée exhaustivement, mais plutôt ponctuellement, en appui à d'autres documents.

Les femmes empruntaient différentes avenues pour gérer la violence conjugale (résignation, séparation, appel au prêtre, riposte, etc.), la plainte officielle étant l'une d'entre elles. Suite aux procédures légales, certains hommes ont été condamnés au fouet. Nous avons répertorié 17 cas à la prison de Montréal, entre 1909 et 1955. Le juge était, de toute évidence, un facteur important (probablement le plus déterminant) dans l'application du fouet. En effet, la peine était laissée à la discrétion des magistrats dans le cas de l'article à l'étude. Ainsi, nous avons vu qu'un juge, à lui seul (Enright), a eu recours à ce châtiment corporel à 11 reprises (sur 17 cas répertoriés). Évidemment, des facteurs aggravants ont un impact sur la décision du juge. En plus des blessures de la victime, de la consommation abusive d'alcool et du refus de pourvoir, les récidivistes étaient particulièrement mal tolérés. On constate que le fouet était perçu, de la part des juges, comme un moyen différent et de dernier recours pour corriger le comportement des délinquants lorsque la prison avait failli à la tâche.

En 1972, l'abolition de la peine du fouet dans le Code criminel canadien est le résultat d'un long processus. D'abord ayant pris exemple sur le Royaume-Uni, en 1948, les députés de la Chambre des communes soulèvent pratiquement les mêmes arguments (tendance internationale, efficacité contestée, problèmes d'application et enjeux moraux). Le rapport sur les punitions corporelles de 1956, qui recommande l'abolition des châtiments corporels, aura peu d'impact à court terme malgré le contexte de réforme favorable au niveau international. À l'évidence, ce n'est pas pour abolir la peine corporelle que l'article 292c a disparu en 1955.

Les raisons précises menant à l'abandon de l'article 292c, en 1955, sont en effet différentes. La révision du Code criminel, en 1955, a entre autres comme objectif de réduire le nombre d'articles et d'éviter les répétitions en se référant à la pratique des dernières années. À ce sujet, la jurisprudence canadienne montre que les articles 292c et 295 (voies de fait sur un citoyen sans distinction de sexe) étaient parfois confondus, entraînant des problèmes quant au respect des procédures d'accusation. L'enjeu touchait au droit de l'accusé de choisir un procès par jury ou un procès sommaire, un droit qui donnait une certaine protection à l'accusé qui devait faire face à de possibles peines corporelles. Ce droit rendait non seulement complexe la procédure d'accusation pour l'article 292c, mais fragilisait également la procédure de l'article 295 consacré aux voies de fait sur autrui. Si on ajoute à cela la volonté de rationaliser le Code criminel, en uniformisant les infractions et les peines, on comprend la volonté du législateur d'abolir le crime spécifique de voies de fait sur une femme, et donc de la violence conjugale.

Parallèlement, le degré d'implication de l'État dans la gestion de la violence conjugale a évolué dans le temps. En fait, la disparition de l'article 292c, pour des raisons de clarification du droit, témoigne bien d'une gestion plus « sociale » de la violence conjugale, notamment la violence « ordinaire » qui intéressait peu les cours de justice criminelle traditionnelles. Cette question sera reléguée aux cours familiales (provinciales) qui auront comme mandat de régler les problèmes avant que ceux-ci ne deviennent trop graves et soient gérés par la justice criminelle.

Comme mentionné précédemment, notre étude se limite presque entièrement au district judiciaire de Montréal en ce qui concerne l'application de la peine de fouet.

La comparaison avec les autres régions du Québec et le reste du Canada s'est limitée à l'analyse de quelques statistiques. Une étude plus approfondie en ce domaine reste donc à faire. Enfin, il ne faut pas oublier que le fouet était une peine possible pour d'autres crimes que celui de la violence conjugale. Dans quel esprit ces lois ont-elles été mises en place et l'application de cette peine était-elle différente? Si notre mémoire offre quelques pistes de réflexion à ce sujet, ses conclusions se limitent au problème historique du recours au fouet dans le cas de la répression du crime de la violence conjugale. Voilà donc quelques pistes de sujets qu'il restera à étudier.

L'évolution de la perception et de la reconnaissance de la violence conjugale prendra énormément de temps. Le 12 mai 1982, lorsque Margaret Mitchell aborde le Rapport du comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales sur les femmes battues et ramène le sujet de la violence conjugale sur le tapis, cela provoque l'« hilarité générale » à la Chambre des communes¹. James A. McGrath devra même s'excuser au nom de son parti : « nous regrettons beaucoup l'incident qui s'est produit à la Chambre hier ou tout au moins la façon dont il a été interprété »². Par la suite, une motion proposée par Ursula Appolloni le 14 mai 1982³ énonce le problème alarmant de la violence conjugale. L'abandon du crime de voies de fait sur une femme, dans les années 1950, a vraisemblablement joué un rôle dans ce processus de retrait de la violence conjugale de la sphère publique, sans disparaître toutefois⁴. Au

¹ Monique Poulin, *Le droit à la légitime défense en situation de violence conjugale : un régime de tutelle pour les femmes*, Québec, Cahiers de recherche du GREMF, 2001, p. 22.
Dans le cabinet Trudeau, la Ministre de la Santé et du Bien-être social est Monique Bégin.

² Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa, 14 mai 1982, vol.15, p. 17424.

³ *Ibid.*

⁴ Ce problème était discuté au sein du mouvement féministe des années 1960.

début des années 1980, des décennies plus tard, la réaction des députés à la Chambre des communes appuie cette idée. À partir de ce moment, la violence conjugale est l'affaire de tous et personne n'a plus le droit de fermer les yeux.

Bibliographie

Monographies

BACKHOUSE, Constance, *Petticoats and prejudice women and law in nineteenth-century Canada*, Toronto, Toronto Women's Press, 1991, 467 p.

BACKHOUSE, Constance et David H. FLAHERTY, *Challenging times the women's movement in Canada and the United States*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992, 335 p.

BACKHOUSE, Constance, *De la couleur des lois : Une histoire juridique du racisme au Canada entre 1900 et 1950*, Ottawa, Presses de l'université d'Ottawa, 2010, 575 p.

BAILLARGEON, Denyse, *Ménagères au temps de la Crise*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1991, 311 p.

BLACKSTONE, William, William Blackstone, *Commentaries on the laws on England*, Chicago and London, University of Chicago Press, 1979, 4 v.

BRADBURY, Bettina, *Familles ouvrières à Montréal: âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1993, 368 p.

BRADBURY, Bettina, *Canadian Family History: Selected Readings*, Toronto, Irwin, 2000, 443 p.

BRADBURY, Bettina, *Wife to Widow: Lives, Laws, and Politics in Nineteenth-Century Montreal*, Vancouver, UBC Press, 2011, 502 p.

CARR, Edward H., *Qu'est-ce que l'histoire?*, Paris, La Découverte, 1988, 232 p.

CARTER, J. Wood, *Violence and Crime in Nineteenth-Century England. The Shadow of our Refinement*, New York, Routledge, 204 p.

- CHAUVAUD, Frédéric, *Corps saccagés : une histoire des violences corporelles du siècle des Lumières à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, 313 p.
- CHAUVAUD, Frédéric, *Le droit de punir : du siècle des Lumières à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 200 p.
- CLARK, Anna, *Women's Silence, Men's Violence: Sexual Assault in England, 1770-1845*, Londres, New York, Pandora, 1987, 180 p.
- COPP, Terry, *The Anatomy of Poverty: the Condition of the Working Class in Montreal, 1897-1929*, Toronto, McClelland and Stewart, Canadian Social History series, 1974, 192 p.
- COTLER Irwin et Herbert MARX, *The Law and the poor in Canada*, Montréal, Black Rose Books, 1977, 143 p.
- CUSAC, Anne-Marie, *Cruel and Unusual : The Culture of Punishment in America*, New Haven, Yale University Press, 2009, 318 p.
- D'CRUZE, Shani, *Crimes of Outrage. Sex, Violence and Victorian Women*, Dekalbil, Norther Illinois University Press, 1998, 263 p.
- DESMARAIS, Marcel-Marie, *La clinique du cœur*, Montréal, Éditions du Lévrier, 1957-1959, 10 v.
- ELIAS, Norbert, *La civilisation des moeurs*, Paris, Calmann-Lévis, 1973, 342 p.
- EMSLEY, Clive, *Crime and Society in England, 1750-1900*, Harlow, Pearson Longman, 2005, 316 p.
- FECTEAU, Jean-Marie, *Un nouvel ordre des choses. La charité, le crime, l'État au Québec, de la fin du 18e siècle à 1840*, Montréal, VLB, 1989, 287 p.
- FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1993, 360 p.

- FYSON, Donald, *Magistrates, Police, and People: Everyday Criminal Justice in Quebec and Lower Canada, 1764-1837*, Toronto, Osgoode Society for Canadian Legal History, University of Toronto Press, 2006, 464 p.
- GAGNON, Serge, *Mariage et famille au temps de Papineau*, Sainte-Foy, Presses de l'université Laval, 1993, 300 p.
- GLEISSNER, John D., *Prison and Slavery: A Surprising Comparison*, Denver, Outskirts Press, 2010, 460 p.
- GLENN, Myra C., *Campaigns Against Corporal Punishment : Prisoners, Sailors, Women, and Children in Antebellum America*, Albany, State University of New York Press, 1984, 221 p.
- GORDON, Linda, *Heroes of their Own Lives: the Politics and History of Family Violence: Boston, 1880-1960*, New York, Viking, 1988, 383 p.
- GOSSAGE, Peter, *Families in Transition : Industry and Population in Nineteenth-Century Saint-Hyacinthe*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, 299 p.
- HAMMERTON, James, *Cruelty and Companionship: Conflict in Nineteenth Century Married Life*, New York, Routledge, 1992, 236 p.
- HAREVEN, Tamara K., *Family Time and Industrial Time : The Relationship Between the Family and Work in a New England Industrial Community*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982, 474 p.
- HAREVEN, Tamara K. and Andrejs PLAKANS, *Family History at the Crossroads : A Journal of Family History Reader*, Princeton, Princeton University Press, 1987, 341 p.
- KING, Peter, *Crime, justice and Discretion in England, 1740-1820*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 383 p.
- LEMIEUX, Denise et Lucie Mercier, *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940*, Ville Saint-Laurent, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 398 p.

- LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain : De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1989, 758 p.
- LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT et François RICARD, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, 739 p.
- LINTEAU, Paul-André, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal 1992, 367 p.
- LOO, Tina et Carolyn STRANGE, *Making Good Law and Moral Regulation in Canada, 1867-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, 170 p.
- MALOUIN, Marie-Paule, *Le mouvement familial au Québec, les débuts : 1937-1965*, Québec, Boréal, 1998, 158 p.
- MARTIN, Claire, *Dans un gant de fer 1 : La joue gauche*, Ottawa, Cercle du livre de France, 1965, 235 p.
- MARSHALL, Dominique, *Aux origines sociales de l'État-providence*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998, 317 p.
- McLENNAN, Rebecca M., *The Crisis of Imprisonment : Protest, Politics, and the Making of the American Penal State, 1776-1941*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2008, 505 p.
- MIETHE, Terance D. et Hong LU, *Punishment : A Comparative Historical Perspective*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2005, 240 p.
- NEWMAN, Graeme R., *Just and Painful : A Case for the Corporal Punishment of Criminals*, New York : Macmillan, London : Collier Macmillan, 1983, 163 p.
- NOOTENS, Thierry, *Fous, prodigues et ivrognes : familles et déviance à Montréal au XIXe siècle*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2007, 308 p.
- PATEMAN, Carole, *Le contrat sexuel*, Paris, La Découverte, 2010, 332 p.

PLECK, Elizabeth, *Domestic Tyranny. The Making of American Social Policy against Family Violence from Colonial Times to the Present*, New York, Oxford University Press, 1987, 273 p.

POULIN, Monique, *Le droit à la légitime défense en situation de violence conjugale : un régime de tutelle pour les femmes*, Québec, Cahiers de recherche du GREMF, 2001, 144 p.

SAINT AUGUSTIN, *Les confessions*, Paris, Flammarion, 2008, présentation par Roger-Pol DROIT, traduction par Joseph Trabucco, 455 p.

SANGSTER, Joan, *Regulating Girls and Women. Sexuality, Family, and the Law in Ontario, 1920-1960*, Don Mills, Oxford University Press, 2001, 278 p.

SNELL, James G., *In the Shadow of the Law : Divorce in Canada, 1900-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1991, 322 p.

WARD, Peter W., *Courtship, Love and Marriage in Nineteenth-Century English Canada*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990, 219 p.

WEAVER, John C., *Crimes, Constables and Courts. Order and Transgression in a Canadian City, 1816-1970*, Montreal, Kingston, McGill-Queen's University Press, 1995, 323 p.

WIENER, Martin J., *Men of Blood. Violence, Manliness and Criminal Justice in Victorian England*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 296 p.

WIENER, Martin J., *Reconstructing the Criminal. Culture, Law, and Policy in England, 1830-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 381 p.

Articles

BACKHOUSE, Constance, « 'Pure Patriarchy' : Nineteenth-Century Canadian Marriage », *McGill Law Journal*, Vol. 31, 1986, p. 264-312.

- BERKSON, Larry C., « Cruel and Unusual Punishment : The Parameters of the Eighth Amendment », *Policy Studies Journal*, Hiver 1975, Vol. 4, No 2, p. 131-136.
- BORITCH, Helen, « Crime and Punishment in Middlesex County, Ontario, 1871-1920 », dans PHILLIPS, Jim, Tina LOO et Susan LEWTHWAITE, *Essays in the History of Canadian Law*, Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1994, p. 387-429.
- CARPER, Gordon N., « Martin Tabert, Martyr of an Era », *Florida Historical Quarterly*, Octobre 1973, Vol.52, No 2, p. 115-131.
- CELLARD, André et Gérard PELLETIER, « Le Code criminel canadien, 1892-1927 : Étude des acteurs sociaux », *Canadian Historical Review*, Vol. 79, No 2, Juin 1998, p. 261-303.
- CLICHE Marie-Aimée, « Les procès en séparation de corps dans la région de Montréal, 1795- 1879 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 49, No 2, Automne 1995, p. 3-33.
- CLICHE, Marie-Aimée, « Les séparations de corps dans le district judiciaire de Montréal de 1900 à 1930 », *Canadian Journal of Law and Society/Revue canadienne Droit et société*, Vol. 12, No 1, printemps 1997, p. 71-100.
- COMACCHIO, Cynthia R., « Beneath the 'Sentimental Veil' », *Labour / Le Travail*. Printemps 1994, Vol. 33, p. 279-302.
- EDGERTON, Keith, « Power, Punishment, and the United States Penitentiary at Deer Lodge City, Montana Territory, 1871-1889 », *The Western Historical Quarterly*, Vol. 28, No 2, été 1997, p. 160-184.
- FERRETTI, Lucia, « Mariage et cadre de vie familiale dans une paroisse ouvrière montréalaise : Sainte-Brigide, 1900-1914 », *RHAF*, Vol. 39, No 2 (automne 1985), p. 233-251.
- FYSON, Donald, « The Judicial Prosecution In the *Longue Duree* : Quebec, 1712-1965 », dans FECTEAU, Jean-Marie et Janice HARVEY (dir.), *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution. Pour une problématique historique de l'interaction*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 85-119.

- FYSON, Donald, «Penal Justice and State Violence in Quebec 1760-1960», Université Laval, CIEQ, Mars 2014, 16 p.
- GODFREY, Barry, «Changing Prosecution Practices and their Impact on Crime Figures, 1857-1940», *British Journal of Criminology*, Vol. 48, 2008, p. 171-189.
- GODFREY, Barry S. et al, «Explaining Gendered Sentencing Patterns for Violent Men and Women in the Late-Victorian and Edwardian Period», *British Journal of Criminology*, Vol. 45, 2005, p. 696-720.
- GÖLZ, Annalee E., « 'If a Man's Wife Does Not Obey Him, What Can He Do?' Marital Breakdown and Wife Abuse in Late Nineteenth-Century and Early Twentieth-Century Ontario », dans KNAFLA, Louis A. et Susan W.S. BINNIE, *Law, Society, and the State : Essays in Modern Legal History*, Totonto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1995, p. 323-350.
- GÖLZ, Annalee E., « Uncovering and Reconstructing Family Violence: Ontario Criminal Case Files », dans IACOVETTA, Franca et Wendy MITCHISON(dir.), *On the Case. Explorations in Social history*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, p. 289-311.
- HAMMERTON, James A., « The Targets of 'Rough Music' : Respectability and Domestic Violence in Victorian England », *Gender and History*, Vol. 3, No 1, printemps 1991, p. 23-44.
- HARVEY, Kathryn, « To Love, Honour and Obey: Wife-Battering in Working-class Montreal, 1869-79 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, Vol. 19, No 2, octobre 1990, p. 128-141.
- HARVEY, Kathryn, « Amazons and victims : Resisting Wife-Abuse in Working-Class Montréal, 1869-1879 », *Revue de la Société historique du Canada*, Vol. 2, No 1, 1991, p. 131-148.
- HAY, Douglas, «Property, Authority and the Criminal Law», dans HAY, D. et al., *Albion's Fatal Tree: Crime and Society in Eighteen Century England*, New York, Pantheon Books, 1975, p. 17-63.

- HÉBERT, Fernand, «Le renforcement des normes sur la violence maritale. Le cas de la Montreal Society for the Protection of Women and Children, 1882-1920 », *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 6, No 2, p. 55-63.
- IACOVETTA, Franca, « Parents, Daughters, and Family Court Intrusions into Working-Class Life », dans IACOVETTA, F. et W. MITCHINSON(dir.), *On the Case. Explorations in Social History*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, p. 313-337.
- LINTEAU, Paul-André, «La montée du Cosmopolitisme montréalais », *Questions de Culture 2, migrations et communautés culturelles*, DUMONT, F.(dir), IQRC, Ottawa, Léméac, p. 23-54.
- MACLEOD, A. J. et J.C. MARTIN, « The Revision of the Criminal Code », *Canadian Bar Review*, vol.33,no 1, 1955, p. 11-19.
- MARTEL, Joanne, «Femme battue et mari 'bateur': Une reconstruction médiatique dans *La Presse* au XIXe siècle », *Criminologie*, Vol. 27, No 1, 1994, p. 117-134.
- MOORE, Sean T. « 'Justifiable Provocation' : Violence Against Women In Essex County, New York, 1799-1860 », *Journal of Social History*, été 2002, Vol. 35, No 4, p. 889-919.
- O'BRIEN, Patricia, « Crime and Punishment as Historical Problem », *Journal of Social History*, Vol. 11, No 4, été 1978, p. 508-520.
- PALMER, Bryan D., « Discordant music : Charivaris and Whitecapping in Nineteenth-Century North America », *Le Travail*, vol.3, 1978, p. 5-62.
- PERROT, Michelle, « Délinquance et système pénitentiaire en France au XIXe siècle », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, No 1, janvier-février, 1975, p. 67-91.
- PLECK, Elizabeth, «The Whipping Post for Wife Beaters, 1876-1906», dans LEVINE, David et Leslie P. MOCH(dir.), *Essays on the Family and Historical Change*, Texas University Press, 1983, p. 127-149.

- SNELL, James G., « Courts of Domestic Relations: A Study of Early Twentieth Century Judicial Reform in Canada », *Windsor Yearbook of Access to Justice*, Vol. 6, 1986, p. 36-60.
- SNELL, James G., « 'The White Life For Two' : The Defense of Marriage and Sexual Morality in Canada, 1890-1914 », dans BRADBURY, Bettina, *Canadian Family History : Selected Readings*, Toronto, Irwin, 2000, p. 381-400.
- SPITZER, Steven, « Punishment and Social Organization: A Study of Durkheim's Theory of Penal Evolution », *Law & Society Review*, Vol. 9, No 4, été 1975, p. 613-638.
- STRANGE, Carolyn, « The Undercurrents of Penal Culture: Punishment of the Body in Mid-Twentieth-Century Canada », *Law and History Review*, Vol. 19, No 2, été 2001, p. 343-385.
- TOMES, Nancy, « 'A Torrent of Abuse': Crimes of Violence Between Working-Class men and Women in London, 1840-1875 », *Journal of Social History*, Vol. 2, No 3, printemps 1978, p. 328-345.

Mémoires et thèses

- ARANGUIZ, Marcela, *Cours de justice criminelle et classes ouvrières au tournant du XXe siècle à Montréal (1891-1921)*, Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 2009, 363 p.
- DICAIRE, Daniel, *Police et société à Montréal au milieu du X/Xe siècle*, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1998, 116 p.
- DUFRESNE, Martin, *La justice pénale et la définition du Crime à Québec, 1830-1860*, Thèse de doctorat, Université d'Ottawa, 1997, 290 p.
- DOUGLAS, Muriel H., *A History of the Society for the Protection of Women and Children in Montreal : From 1882 to 1966*, Mémoire de maîtrise, McGill, 1967, 104 p.

HARVEY, Kathryn, *To Love Honour and Obey. Wife-battering in Working-Class Montreal, 1869-1879*, Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 1991, 164 p.

HÉBERT, Fernand, *La philanthropie et la violence maritale. Le cas de la Montreal Society for The Protection of Women and Children et de la Women's Christian Temperance Union of the Province of Quebec*, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1999, 175 p.

PILARCZYK, Ian C, *"Justice in the Premises" : Family Violence and the Law in Montreal, 1825-1850*, Thèse de doctorat, Université McGill, 2003, 463 p.

Sites web

BACKHOUSE, Constance, *A History of Canadian Sexual Assault Legislation :1900-2000*, <<http://www.constancebackhouse.ca/fileadmin/website/rape.htm>> (20 mars 2014).

CLARK C., Lovell, « WOOD, JOHN FISHER », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 12, Université Laval/University of Toronto, 2003 (25 nov. 2013).
<http://www.biographi.ca/fr/bio/wood_john_fisher_12F.html>

DÉSILETS, Andrée, « LANGELIER, CHARLES », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 14, Université Laval/University of Toronto, 2003 (9 déc. 2013). <http://www.biographi.ca/fr/bio/langelier_charles_14F.html>

IACOVETTA, Franca, « NAPOLITANO (Neapolitano), ANGELINA », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 15, Université Laval/University of Toronto, 2003 (11 janv. 2015).
<http://www.biographi.ca/fr/bio/napolitano_angelina_15F.html>

PARLEMENT DU CANADA, *PARLINFO*,
<<http://www.parl.gc.ca/Parlinfo/Files/Parliamentarian.aspx?Item=f086f57f-8342-4b2e-819a-37713991d665&Language=F>> (15 août 2014).

Journaux

Montreal Herald

Montreal Star

La Patrie

La Presse

Le Soleil

Publications gouvernementales et internationales

Parlement du Canada, « Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes », *Chambre des communes*, Ottawa.

(1883) 5^e parlement, 1^{ère} session.

(1908) 10^e parlement, 4^e session.

(1909) 11^e parlement, 1^{ère} session.

(1958) 23^e et 24^e parlement.

(1982) 32^e parlement, 1^{ère} session.

Parlement du Canada, « Débats du Sénat », *Sénat*, Ottawa.

(1909) 11^e parlement, 1^{ère} session.

Royaume-Uni, « Hansard », *Chambre des communes*, Westminster.

(1853, 10 mars)

(1856, 12 mars)

(1860, 2 mai)

(1875, 6 mai, 14 juin)

(1882, 9 mars)

(1947, 31 octobre, 27 novembre)

(1948, 2 juin, 15 juillet)

Parlement du Canada, « Commission royale d'enquête sur le système pénal du Canada », *Commission royale*, Ottawa, 1938, 440 p.

Parlement du Canada, « Rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur les punitions corporelles », *Chambre des communes*, Ottawa, 1956, p. 39-59.

Parlement du Canada, « Rapport de la Commission royale pour la révision du Code criminel », *Commission royale*, Ottawa, 1952, 46 p.

Parlement du Canada, « Rapport du Comité spécial chargé de l'étude du bill 93 'Loi concernant le droit criminel' », *Comité spécial*, Ottawa, 1953, 17 p.

Parlement du Canada, « Minutes of proceedings and evidence », *Comité spécial chargé de l'étude du bill 93 'Loi concernant le droit criminel'*, Ottawa, 1953, 4 v.

Catalogues et index

KOLISH, Evelyn, « Guide des Archives judiciaires », BAnQ, 2000, 102 p.

LÉVESQUE, Robert, *Répertoire général de jurisprudence canadienne 1925-1955*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1955, 2 v.

TELLIER, Maurice, *Répertoire général de jurisprudence canadienne 1926-1935*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1935, 2 v.

Fonds d'archives

Fonds Ministère de la Justice, Administration des prisons, Registres de la prison de Montréal, BAnQ Vieux-Montréal.

Fonds Cour des sessions de la paix, Greffe de Montréal, Matières criminelles en général, BAnQ Vieux-Montréal.

Correspondance du procureur général, Documents civils et criminels, Archives nationales du Québec à Québec.

Législation

Code criminel, Statuts du Canada, 1909, chapitre 36, article 292c.

Code criminel, Statuts du Canada, 1972, chapitre 13, article 59.

Gouvernement du Canada, *Code criminel*, Ottawa, 1953-1954, 608 p.

Jurisprudence

O'Callaghan c. Ahern, Rapports judiciaires de Québec, C.B.R., vol. 21, 1911, p. 83.

Rex c Robertson, C.C.C., Cour d'appel d'Ontario, vol. 86, 1946, p. 353-357.

Rex c. Hoy, C.C.C., Cour d'appel de Colombie-Britannique., vol. 96, 1949, p. 191-199.

ANNEXE 1

Peines de fouet pour autres crimes que voies de fait sur une femme

	1910-1919	1920-1929	1930-1939	1940-1949	1950-1953
4 coups et -	-	-	-	2	-
5 -9 coups	2	18	23	7	6
10 à 14 coups	4	25	18	13	-
15-19 coups	3	3	2	1	1
+ 20	-	10	6	-	-
1 mois de Prison et -	-	-	-	1	-
2 mois de prison	6	-	1	-	-
3 mois de prison	1	-	4	-	-
6 mois de prison	-	3	3	-	-
12 mois de Prison	-	4	4	2	-
24 mois	1	-	-	-	-
2 ans	-	19	7	4	-
2 ans	-	8	3	4	-
3 ans	-	2	1	-	-
4 ans	-	8	5	-	-
5 ans	-	-	1	-	-
7 ans	-	9	9	2	-
8 ans	-	-	2	-	-
9 ans	-	-	-	1	-
10 ans et +	1	10	9	9	6
Total des condamnations	9	63	49	23	6